

Au CLAIR de la lutte

Bulletin de la Tendance CLAIRE du NPA

pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire

(fondée sur le programme historique de la IV^e Internationale)

N° 2, juin 2009 — 1,5 € (soutien : 2 €)



**Après trois mois de luttes,
la trahison des directions syndicales
a bloqué la dynamique vers la grève générale
et conduit à une nouvelle série de défaites**

***POUR QUE LA PROCHAINE VAGUE DE
LUTTES INÉVITABLE SOIT VICTORIEUSE,
IL FAUT CONSTRUIRE
UNE DIRECTION RÉVOLUTIONNAIRE !***

Qui sommes-nous ?

La Tendance CLAIRE du NPA (pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire) a été fondée le 14 février 2009. Elle est animée par des militants qui participent activement au processus NPA depuis son lancement (présents dans onze départements, les uns viennent de l'ex-Groupe CRI, d'autres de l'ex-LCR, d'autres étaient sans parti auparavant).

Sa base, qui s'enrichira au fur et à mesure des discussions dans le NPA selon les besoins de l'action commune, est constituée par le programme fondateur de la IV^e Internationale et par les textes du Projet de Tendances défendant le communisme, la révolution et l'auto-organisation, adoptés le 13 décembre 2008, soumis aux AG électives, puis au congrès fondateur du NPA, où ils ont obtenu entre 1,61 et 2,82% des voix.

Sa nécessité est due aux importantes limites et faiblesses cristallisées par ce congrès.

Son objectif est de convaincre la majorité des militants du NPA d'adopter les orientations révolutionnaires qu'elle propose.

La Tendance CLAIRE du NPA édite le Bulletin *Au CLAIR de la lutte*. Le comité de rédaction est composé d'Anne Brassac, Danièle Cobet, Joséphine Dangeant, Laura Fonteyn, Gaston Lefranc, Pauline Mériot, Antoni Mivani, Nina Pradier, Véronique Rouvière, Wilbur Schäfer, Frédéric Traille et Ludovic Wolfgang, responsable de la publication. Des pages de tribune libre sont ouvertes aux lecteurs après accord du comité de rédaction.

Site du NPA : <http://www.npa2009.org>

Site de la Tendance CLAIRE du NPA : <http://tendanceclaire.npa.free.fr/>

Courriel : tendanceclaire.npa@free.fr — Téléphone : 06 64 91 49 63

❖ ÉDITORIAL

Après trois mois de luttes, la trahison des directions syndicales a bloqué la dynamique vers la grève générale et conduit à une nouvelle série de défaites

Pour que la prochaine vague de luttes inévitable soit victorieuse, il faut construire une direction révolutionnaire !

La crise s'approfondit

Les effets de la crise économique s'approfondissent en France comme dans le reste du monde. Tout un chacun le savait déjà, mais c'est maintenant officiel : la France s'installe elle aussi dans la récession. L'INSEE a revu à la baisse ses propres chiffres pour la fin 2008, annoncé que le PIB (Produit Intérieur Brut) avait reculé d'1,5% au quatrième trimestre 2008 et d'1,2% pour le premier trimestre 2009. Pour cette année, même le gouvernement reconnaît que la récession sera pire que ce qu'il prévoyait : -3% selon lui, bien plus selon certains experts. Pour les travailleurs, cela signifie d'abord une accélération des destructions d'emplois : déjà 138 000 au premier semestre, autant que durant toute l'année 2008. Depuis octobre, le nombre de chô-

meurs supplémentaires s'accroît de 3 000 chaque jour et le taux de chômage est passé de 7 à plus de 8% en moins d'un an. C'est l'industrie qui est la plus touchée, avec une multiplication des fermetures d'usines et des licenciements.

Pour l'avenir proche, aucune reprise n'est attendue. Au contraire, les effets de la crise en France comme dans le monde seront bien pires encore qu'ils ne l'ont été jusqu'à présent. Certes, la France a été frappée pour le moment de façon moins dure que les autres pays impérialistes (États-Unis, Japon, Espagne, Allemagne, Royaume-Uni...), notamment parce que ses banques possédaient moins d'« actifs pourris » que d'autres et que le secteur non marchand y a un poids particulièrement important. Cependant, les investissements n'en sont pas moins en forte baisse

(-3,2% au premier semestre 2009), de même que les exportations (-6,7% au premier trimestre 2009). De plus, l'État a volé au secours des banques et des grands trusts industriels à coups de milliards, mais cela a fait exploser les déficits publics : l'opération ne pourra pas être renouvelée au même niveau et les risques d'effondrement sont d'autant plus grands qu'ils ont été contrés jusqu'à présent de cette façon artificielle. En outre, ce sont surtout les intérimaires qui ont été massivement licenciés jusqu'à présent, mais il n'y en aura bientôt plus dans les entreprises touchées par la crise : ce sera alors au tour des travailleurs en CDI d'être jetés massivement à la rue. Enfin, les dispositifs des lois Aubry qui avaient introduit la flexibilité pour compenser (en faveur des patrons) la baisse annuelle du temps de travail, ont per-

mis d'amortir le choc dans bien des entreprises par l'utilisation des jours de congé épargnés pour éviter ou limiter le chômage technique ; mais cet expédient sera lui aussi bientôt épuisé, le chômage technique généralisé et les licenciements multipliés.

Après les 29/01 et 19/03, une victoire n'était possible que par la grève générale

Mais les travailleurs n'ont pas attendu longtemps pour montrer leur refus de payer la crise des capitalistes, pour lui résister :

- Dès le 29 janvier, et de nouveau le 19 mars, des millions de travailleurs ont fait grève et manifesté.

- En Guadeloupe et en Martinique, une grève générale déterminée a permis aux travailleurs d'infliger une première défaite au patronat et au gouvernement et, depuis la signature de l'accord Jacques Bino, de nombreuses grèves sont menées à la fois pour son application au maximum d'entreprises et contre les licenciements provoqués par la crise, voire par la volonté de vengeance de certains patrons.

- Dans la plupart des universités, une mobilisation auto-organisée des enseignants, personnels BIA-TOS et étudiants a duré pendant trois mois, avec des blocages plus ou moins longs dans une quarantaine d'entre elles (cf. ci-dessous l'article de bilan d'Anne Brassac).

- Dans les hôpitaux, les journées d'action des 10 février, 5 mars et 28 avril ont été des succès.

- Une partie des postiers du 92 ont fait grève pendant deux mois et demi contre le projet « Facteur d'avenir » qui détériore gravement leurs conditions de travail, avec des AG quotidiennes, des actions radicales (occupations de sièges de l'entreprise) et un début d'extension au 91.

- Les électriciens et gaziers ont été en grève reconductible pendant huit semaines au niveau national ; si elle est restée minoritaire, cette grève est d'une grande importance par son caractère offensif, la détermination des travailleurs et notamment des jeunes, leur tendance à l'auto-organisation, leurs actes de blocage, d'occupation et de coupures (cf. l'article de Frédéric Traille).

- Enfin, un fait particulièrement marquant de la période, très prometteur pour la suite, a été une première série de luttes ouvrières dans les usines, avec des actions radicales comme des séquestrations de patrons, mais aussi des grèves déterminées, reconductibles et auto-organisées, parfois victorieuses (cf. l'article de Danièle Cobet).

Tous ces faits prouvent que les travailleurs sont prêts au combat et qu'ils entrent en lutte dès que l'occasion s'en présente, que ce soit par une explosion spontanée de colère ou à l'initiative de militants combattifs. Mais ces luttes sont restées dispersées, secteur par secteur, voire entreprise par entreprise. Or il est évident que, face à la crise du capitalisme et à la politique de Sarkozy, il n'est pas possible d'arracher des victoires importantes sans lutter tous ensemble en même temps. Tout au contraire, l'absence de convergence des luttes débouchant sur une grève générale ne peut conduire qu'à la défaite de tous. En cette période de crise plus encore qu'auparavant, il n'y a pas de voie médiane entre la victoire et la défaite.



La trahison des directions syndicales explique le reflux et les défaites en mai

Le principal obstacle que rencontrent toutes les luttes des travailleurs, c'est la politique des principales directions syndicales (CFDT, CGT, FO, FSU) qui, tout comme leurs amis des partis réformistes

(PCF et PG — sans parler du PS, parti purement et simplement bourgeois), bloquent la convergence des luttes et refusent l'objectif de la grève générale. Elles préfèrent en effet défendre des « revendications » parfaitement floues, participer aux « concertations » avec le patronat et le gouvernement et appeler à des « journées d'action » espacées, sans

la moindre perspective. Après le succès massif du 29 janvier, elles n'ont donné aucune suite, mais sont allées rencontrer Sarkozy pour proposer quelques mesures d'accompagnement social à son prétendu « plan de relance » capitaliste. Bien que même ces mesures aient été rejetées par le gouvernement, les directions syndicales n'ont pas appelé les travailleurs à redes-

centre dans la rue avant le 19 mars. Puis, malgré le nouveau succès de cette journée, elles ont de nouveau refusé de lui donner une suite, appelant seulement les travailleurs à manifester le 1^{er} mai, comme chaque année. Elles nous ont enfin annoncé une nouvelle journée d'actions dispersées le 26 mai (sans appel interprofessionnel à la grève) et une autre le 13 juin (un samedi !)...

Or cette stratégie de trahison éhontée a permis au patronat et au gouvernement de tenir face à la montée des luttes, de maintenir leurs plans et leurs « réformes » dans tous les secteurs. C'est ainsi que, après la montée des luttes qui a caractérisé la séquence fin janvier-fin avril, ouvrant concrètement la perspective de la grève générale, un reflux de la lutte de classe a marqué le mois de mai :

- Dès le 1^{er} mai, le nombre de manifestants était trois fois moindre que les 29 janvier et 19 mars, moins à cause du week-end prolongé qu'en raison de la lassitude inévitablement engendrée par la succession de journées d'action sans perspective.

- Les grèves dans le privé ont été moins nombreuses et moins

spectaculaires en mai qu'au cours des mois précédents, avant tout parce que les travailleurs des usines qui se sont mobilisés dans les entreprises qui ferment ou licencient se sont retrouvés isolés, sans plan d'action national des directions syndicales, sans coordination entre les usines, sans point d'appui politique pour joindre leurs luttes aux autres.

- Dans l'enseignement supérieur, l'approche de la période des examens a fourni le prétexte à l'offensive du gouvernement et des présidents d'université contre le mouvement, et les directions syndicales (SNESup-FSU, FERCSup-CGT, SNPRES-FO, UNEF...) l'ont trahi purement et simplement en appelant à la tenue des examens : alors que la menace de grève jusqu'au bout aurait pu faire flancher le gouvernement, c'est lui qui a gagné la lutte, infligeant une grave défaite aux universitaires et aux étudiants (la deuxième en un an et demi après celle du mouvement de l'automne 2007 contre la loi LRU).

- Dans les hôpitaux, les directions syndicales, après avoir longtemps soutenu la loi Bachelot, ont refusé d'appeler à la grève les per-

sonnels, laissant les professeurs de médecine diriger le mouvement, alors que cette catégorie n'a ni la force sociale, ni la conscience politique qui puissent permettre l'abrogation de la loi (si quelques-uns contestaient la loi elle-même au nom de principes humanistes justes, la majorité en contestait seulement certains aspects, notamment l'atteinte à leur propre pouvoir, et ont abandonné leur contestation dès que le gouvernement leur a fait quelques concessions minimales).

- Quant à la grève reconductible des électriciens et gaziers, c'était sans doute la plus prometteuse car elle était une grève ouvrière, menée par des jeunes et, contrairement aux autres, d'emblée offensive (avant tout pour les salaires et les conditions de travail) ; mais elle ne s'est pas heurtée seulement aux huissiers envoyés dans les centres pour empêcher les blocages et aux diverses opérations de police : elle a surtout été sciemment isolée par la direction hégémonique de la CGT, qui a refusé d'appeler à son extension et n'a en fait soutenu que des actions partielles, voire symboliques, qui ont rendu ce mouvement largement invisible.



C'est donc par une série de défaites que se termine le mois de mai, après un cycle de luttes pourtant massif et prometteur qui a permis de poser concrètement, pendant plusieurs semaines, la question de la grève générale. Globalement, les directions syndicales sont parvenues à canaliser la colère des travailleurs et ceux-ci, faute d'une direction alternative, révolutionnaire, n'ont pas réussi à les déborder de manière massive, même si chaque

lutte a supposé un débordement spontané partiel (auto-organisation des universitaires et des étudiants, séquestrations et autres actions dures des ouvriers, grève reconductible et coupures sauvages des électriciens et gaziers, etc.). Grâce aux directions syndicales qui l'ont protégé dans la tempête, le gouvernement se sent maintenant assez fort pour réprimer fortement les étudiants, les universitaires, les électriciens et gaziers, y compris les syndi-

calistes, franchissant un pas de plus dans sa violence de classe — sans d'ailleurs que les directions syndicales s'en indignent, au-delà de communiqués symboliques. Sarkozy a été propulsé au pouvoir par la bourgeoisie (au moyen tactique d'un discours populiste) pour faire face mieux que ses prédécesseurs à la résistance des travailleurs ; il tient à montrer à ses maîtres capitalistes qu'il saura maintenir l'ordre durant la crise.

Comment préparer les prochaines luttes ?

Cependant, le développement de la crise et l'aggravation des attaques du gouvernement vont inévitablement produire de nouvelles luttes, des grèves et des actions qui vont tendre à se radicaliser spontanément. Il s'agit d'y participer en tirant les leçons des défaites subies. La principale leçon est que, pour gagner, les luttes ont besoin d'une direction alternative à celle des bureaucraties syndicales et des partis réformistes qui les trahissent. Cette direction ne peut être que celle d'un parti révolutionnaire. Pour la construire, il faut élaborer un programme de transition qui parte des revendications immédiates mises en avant par les travailleurs et qui débouche sur la seule conclusion anticapitaliste cohérente et conséquente possible : seule la prise du pouvoir par les travailleurs auto-organisés pourra empêcher que les capitalistes nous fassent payer leur crise, en les mettant hors d'état de nuire, en les expropriant et en reconstruisant l'économie et toute la société sur la base des besoins humains collectivement définis.

Le NPA doit adopter une orientation révolutionnaire et centralisée

Pour nous, Tendance CLAIRE du NPA, il est donc urgent d'œuvrer à la clarification du programme trop ambigu de notre parti, dont découle son orientation incohérente et inconsistante dans les luttes. Cela ne signifie nullement qu'il faille s'en tenir à une pure propagande théorique pour la révolution. Au contraire, seul un programme de transition révolutionnaire permettrait de définir aujourd'hui, dans une situation qui n'est pas encore révolutionnaire, mais où la crise du capitalisme provoque un regain de la lutte de classe, une orientation concrète efficace pour les luttes immédiates.

En particulier, il faut cesser de rechercher de vains accords avec les sommets des partis de la gauche institutionnelle (PS compris !), comme l'a fait le NPA à la veille de chaque journée d'action en

s'alignant sur le moins-disant, c'est-à-dire nécessairement sur les conditions posées par le PS pour sa signature. Il faut au contraire mettre en œuvre une véritable politique de front unique ouvrier, qui ne parte pas des conditions posées par le PS ou même par le PCF et le PG, mais uniquement des revendications immédiates vitales de la classe ouvrière (*zéro licenciement, zéro fermeture d'entreprises, paiement à 100% du chômage partiel, répartition des heures de travail entre tous, 300 euros pour tous et indexation des salaires sur les prix, retrait de toutes les contre-réformes du gouvernement, régularisation de tous les sans papiers...*) et qui débouche sur le seul « plan d'urgence » réaliste, celui de la grève générale pour stopper le patronat et Sarkozy (ce qui ouvrirait immédiatement une toute autre situation, favorable au déferlement de la lutte de classe et à une crise politique majeure au sommet de l'État).

Le NPA a certes proposé une « marche contre les licenciements », mais cela reste aujourd'hui un vœu pieux. Sur ce plan, il faut que le NPA accepte de rencontrer le seul autre parti qui se prononce pour une initiative comparable, le POI, quoi qu'on en pense par ailleurs (au-delà notamment de ses calomnies contre O. Besancenot et le NPA, car une politique unitaire se mène en fonction des besoins de la lutte de classe). Il faut cependant faire valoir, à l'encontre de l'illusion entretenue à la fois par le POI et le NPA, qu'il ne s'agit pas de prétendre obtenir une « loi » du gouvernement Sarkozy qui interdirait les licenciements : seul un gouvernement des travailleurs pourrait imposer une telle loi en s'appuyant sur la mobilisation des masses ; l'axe du combat immédiat pour le front unique ouvrier est de bloquer les licenciements par la lutte de classe, en se battant pour la grève générale. De plus, contrairement à ce que veut le POI, une manifestation nationale contre les licenciements n'est pas un but en soi ; mais elle serait un moyen très important pour aider les travailleurs qui subissent les licenciements à s'unir, à centraliser leur résistance contre le siège du MEDEF et contre le gouvernement, à éprouver leur

force, à faire pression sur les directions syndicales et les réformistes, en un mot à préparer politiquement les conditions de la grève générale à venir.

Il faut donc décider au niveau national que l'ensemble des militants NPA se battent sur cette orientation et qu'ils apportent une aide systématique à la mise en place de structures d'auto-organisation pour les luttes, notamment des coordinations inter-usines, inter-secteurs et interprofessionnelles. En particulier, il faut défendre auprès des ouvriers en lutte contre les licenciements et le chômage technique (à commencer par ceux de l'industrie automobile, des équipementiers et sous-traitants) l'objectif d'une Coordination nationale interprofessionnelle des délégués des travailleurs en lutte. Cette proposition doit être soumise tout particulièrement aux camarades de Lutte ouvrière, dont l'implantation dans les entreprises est importante et qui participent activement aux luttes, mais sans proposer la moindre initiative politique, que ce soit en termes de plateforme revendicative unifiante, de coordination des usines en lutte ou d'action centralisée.

La détermination, le volontarisme et le centralisme choisis par la direction du NPA pour réussir la campagne électorale (multiplication des réunions publiques, diffusions nombreuses et massives, appel quotidien des militants pour qu'ils participent activement à la campagne...) auraient dû être mis en œuvre dans et pour les luttes depuis le congrès de fondation. La direction du NPA aurait pu et dû impulser au niveau national, de façon résolue et systématique, le combat de tout le parti pour la convergence des luttes, contre la politique des directions syndicales, pour l'auto-organisation et la coordination des travailleurs, notamment pour la multiplication de comités pour la grève générale. Tirons-en les leçons en adoptant une orientation révolutionnaire et centralisée, seule à même de préparer politiquement la prochaine montée vers la grève générale et d'intervenir efficacement, dès maintenant, pour le développement et la coordination des luttes.

□ Ludovic Wolfgang

Face aux premiers effets de la crise mondiale, Le prolétariat industriel commence à relever la tête

Vagues de licenciements, chômage partiel, fermetures d'entreprises : les effets de la crise capitaliste mondiale se font déjà bel et bien sentir chez les travailleurs en France, avec 243 400 chômeurs de plus depuis le début de l'année et près d'un demi-million depuis août 2008, ce à quoi il faut ajouter les 146 000 travailleurs qui subissent le chômage partiel (chiffre du dernier trimestre de 2008). Pour l'année en cours, on prévoit déjà 639 000 chômeurs de plus, soit 1 750 par jour.

Face à cette catastrophe sociale qui démarre, les travailleurs du privé, notamment les ouvriers industriels, qui avaient été pratiquement absents des derniers processus de la lutte de classes en France, commencent à riposter. Leur présence massive lors des journées d'action du 29 janvier et du 19 mars en témoigne, mais surtout la vague de grèves et conflits avec, dans plusieurs cas emblématiques, des méthodes radicales comme la séquestration de patrons et dirigeants dans les usines.

Ces conflits, quoique défensifs du point de vue revendicatif, expriment une réponse presque immédiate des travailleurs aux effets de la crise en France et une radicalisation croissante de leurs méthodes de lutte. Cette première étape de la résistance ouvrière est plus avancée en France que nulle part ailleurs dans le monde et constitue un élément encourageant face aux défis qui seront posés aux travailleurs dans les prochains mois et années.

La bourgeoisie et le gouvernement en sont bien conscients, ce qui explique d'un côté les quelques concessions qui ont été accordées dans certains secteurs malgré la très mauvaise situation économique, de l'autre le fait que le gouvernement ait davantage hésité à réprimer les ouvriers radicalisés des usines que les étudiants ou les travailleurs d'autres secteurs.

La collaboration des direction syndicales et leur stratégie d'épuiser l'énergie des travailleurs par des journées d'action isolées et dans la plupart des cas sans grève ont été déterminantes pour dévier la dynamique vers une convergence de ces luttes qui, en s'alliant aux secteurs du public et de la jeunesse en lutte, pouvait amener à une grève générale.

Dans cet article nous tenterons de tracer, dans leurs grandes lignes et par le biais de quelques exemples, les caractéristiques, avec ses potentialités et ses limites, de cette première vague de grèves qui a secoué le pays et qui annonce une probable montée de la lutte de classes et en particulier de la classe ouvrière face à la crise capitaliste mondiale.

Une vague de la périphérie vers le centre (de la production)

Dans l'automobile, un des plus gros bastions de concentration ouvrière en France, le patronat réussit pour l'instant à éviter des mouvements sociaux plus importants chez les grands constructeurs, notamment par le biais du chômage partiel financé par l'État qui reporte des vagues de licenciement plus massives ; mais les équipementiers, qui fonctionnent comme variable d'ajustement du secteur automobile, connaissent un grand nombre de conflits partout dans le pays. Faurecia, Lear, Valeo, Trèves, Visteon, Molex, Delphi, Akebono, Key Plastics, Préciplast, ThyssenKrupp Sofedit, Sonas, Wagon, IGA, Rieter, Eurostyle, Plastic Omnium, Simoldès, Inoplast, Sodimatex en sont des exemples.

Ces conflits, parfois longs, ont des conséquences directes et importantes sur la production des constructeurs. Le cas le plus flagrant est celui du site de Lear à Lagny-le-Sec dans l'Oise, où la grève qui dure déjà

plus de six semaines a entraîné l'accumulation de 15 000 voitures invendables car sans siège sur le parking de PSA Aulnay. Cependant, d'autres sites importants comme ceux de Sochaux et Mulhouse ont vu leur production pratiquement arrêtée par la grève de Visteon à Rougegoutte après avoir été fortement perturbée au mois de mars par celle de l'usine Key Plastics à Voujeaucourt.

Mais ce n'est pas que par leurs effets sur la production que les grèves chez les équipementiers touchent les sites des constructeurs. La grève de Faurecia à Auchel a été l'une des origines de celle de Toyota à Onnaing, puisqu'elle a entraîné une augmentation des journées chômées à cause du désapprovisionnement qu'elle a engendré, entraînant des pertes de salaires considérables pour les ouvriers de Toyota. De plus, ceux-ci ont vu ceux de Faurecia gagner une avance sur intéressement de 1 000 euros, puis une indemnité de préjudice de 2 000 euros, démontrant l'efficacité de la méthode de la grève. Et l'effet de contagion ne s'est pas arrêté là : quelques jours après, c'étaient les travailleurs de l'équipementier Sismoldès qui se mettaient en grève pour les mêmes revendications que les ouvriers de Toyota.

Ce processus se développe aussi dans des sites fournisseurs appartenant aux grands groupes constructeurs. À Saint-Ouen, au mois d'avril, les ouvriers de PSA, qui n'avaient plus fait grève depuis 1983, se sont arrêtés à 80% contre la compensation le samedi des jours chômés, ce qui pour le mois de mai aurait concerné jusqu'à quatre samedis. Après 14 heures de grève, les salariés ont obtenu leur réduction à un seul samedi obligatoire par mois, l'augmentation de la prime pour jour de RTT travaillé et le paiement des heures de grève.

La grève de Toyota pose de façon embryonnaire le problème de qui paie la crise

Un PDG qui parle trop. Voilà ce qui manquait pour faire éclater la colère des ouvriers de Toyota à Onnaing début avril. Quand le patron a dit à propos du chômage partiel « *préférer crever que de les payer à 100 %* », alors que les ouvriers allaient perdre 200 à 300 euros sur les paies d'avril, cela a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

Au début ils n'étaient que 60, dans une usine de 3 000 ouvriers, qui n'avait jamais connu de grève depuis son ouverture en 2001. Mais peu à peu ils en ont entraîné d'autres : quatre jours après le démarrage du conflit, ils étaient déjà 400 en grève pour le paiement du chômage partiel à 100 %. Cette revendication avait le mérite de soulever le problème central de qui paie les coûts de la crise : les patrons ou les ouvriers ?

Un comité de grève a été constitué et a décidé de bloquer avec des piquets de grève les quatre accès à l'usine, entraînant l'arrêt de toute la production. Résultat : le paiement des jours chômés à 75 % du salaire brut, soit à 95 % du salaire net, primes comprises, avec effet rétroactif au 1^{er} février et sans la moindre compensation.

Même si la grève n'a pas pu imposer le paiement des jours de grève, mais seulement son étalement sur plusieurs mois, la grève de Toyota montre que, dans la situation actuelle, même une grève minoritaire, avec des méthodes résolues, peut faire reculer le patronat, effrayé du risque de contagion dans une région très touchée par des mouvements sociaux contre les licenciements et le chômage partiel. Au cours de la même semaine, le gouvernement et le patronat, inquiets de l'agitation ouvrière, ont décidé préventivement d'augmenter l'indemnisation du chômage partiel pour tous les ouvriers.

Caterpillar : annonce d'une crise majeure entre les ouvriers et leurs directions syndicales ?

Le site grenoblois du groupe américain d'engins de chantier était un modèle, reconnu comme un des plus productifs du groupe, qui en compte 174 dans le monde. Mais ces derniers mois, ce sont plutôt l'impasse des négociations de son plan social, les actions radicales des ouvriers et les conflits entre ceux-ci et les dirigeants syndicaux qui ont fait la célébrité de l'usine.

Les travailleurs qui s'étaient toujours battus comme des forcenés pour assurer les hauts niveaux de production du site et qui en arrivaient à dire avec fierté qu'ils avaient le sang jaune (couleur de la marque Caterpillar) ont très mal reçu l'annonce, au mois de janvier, d'un plan social catastrophique qui visait le licenciement de plus de 5 000 salariés, dont 733 à Grenoble. De plus, cette annonce est tombée après des années où le site tournait à plein régime, avec une croissance qui n'avait jamais été aussi forte, ce qui avait conduit à l'embauche d'environ 500 intérimaires.

C'est dans ce cadre que le conflit voit le jour. Fin février, les ouvriers mettent en place un comité de grève, qui décide fin mars de séquestrer quatre cadres et le patron de l'entreprise. Mi-avril, l'intersyndicale accepte un accord avec les patrons pour réduire les licenciements de 733 à 600 personnes en échange d'une réorganisation des horaires de travail des ouvriers, qui devraient travailler davantage la nuit pour augmenter encore la productivité du site.

Environ 200 salariés des sites de Grenoble et d'Échirolles, en colère contre l'accord de fin de conflit signé à Paris, perturbent la réunion des syndicats. Les délégués syndicaux de retour de Paris après neuf heures de négociations avec la direction, ne sont pas autorisés par les salariés à entrer dans la salle où devait se tenir l'assemblée générale. « *Maintenant, c'est nous, les ouvriers, qui décidons, ce ne sont plus les délégués* », a déclaré un manifestant en colère.

Les dirigeants essaient donc de faire avaler l'accord par le biais d'un référendum, mais il est rejeté par la majorité des ouvriers. Au moment où nous écrivons cet article, l'ensemble des syndicats, à l'exception de la CGT, viennent de signer l'accord, contre l'avis des ouvriers et sans remettre en question les sanctions contre 19 salariés, sous la forme d'un « accord-cadre » qui devrait être validé définitivement en octobre. Lors de l'assemblée qui s'est tenue ensuite, le secrétaire du Comité d'entreprise, représentant FO, a dû s'enfuir face à la colère des salariés.

Si les 600 licenciements finissent par passer, cela sera évidemment une défaite importante. Mais elle permettra sans doute que beaucoup de leçons soient tirées sur la politique des directions syndicales.

Méthodes radicales, programme pas vraiment

Une nouvelle formation est désormais assurée aux cadres et dirigeants par les DRH des usines en France : on leur apprend comment réagir face à une séquestration par les ouvriers. Ce fait montre bien la crainte d'une généralisation de cette méthode radicale, déjà mise en œuvre par les ouvriers de Sony, Molex, Caterpillar, 3M...

Pourtant, les ouvriers qui sont à l'origine de ces actions assez spectaculaires aujourd'hui le font dans la plupart des cas pour des revendications très défensives, comme l'augmentation des indemnités de départ ou la seule ouverture de négociations avec des patrons qui parfois se trouvent à un océan de distance. C'est aussi une façon qui a été trouvée pour attirer l'attention sur des conflits souvent anonymes, submergés dans la vague de plans sociaux qui subit le pays.

Chez Continental, à Clairoux, il n'y a pas eu de patron séquestré, le PDG a juste pris un coup d'œuf sur la figure le jour où il a tenté d'expliquer aux ouvriers réunis en assemblée les raisons pour lesquelles le site fermerait en laissant plus de 1 000 familles dans la rue, après que les ouvriers eurent accepté quelque temps auparavant de pas-

ser aux 40 heures, prétendument pour sauver le site.

Par contre, quand ces mêmes ouvriers, qui campaient dans les bureaux de la sous-préfecture de Compiègne en attendant le résultat du jugement sur leur demande d'annulation de la fermeture de leur usine, ont appris le refus du tribunal, la colère accumulée a éclaté et ils ont saccagé la sous-préfecture, avant d'aller à l'usine et de faire pareil avec le pavillon de celle-ci.

Face à cela, la direction de Continental vient d'annoncer une concession qui assure les contrats de travail (et donc les salaires) des ouvriers jusqu'à fin 2011.

Les « Contis » sont devenus un symbole de la tragédie qui commence à toucher l'ensemble de la classe ouvrière en France. Un appel de leur part à une convergence nationale des luttes actuelles, à un combat national contre les licenciements et pour faire en sorte que la crise soit payée par les capitalistes et non par les ouvriers, pourrait changer la situation actuelle du mouvement ouvrier et représenter un énorme pas en avant vers la rupture avec l'isolement et le contrôle des directions bureaucratiques, en appelant à coordonner les

luttes à partir de la base, avec des délégués élus par les ouvriers dans chaque usine.

Cet exemple suffit pour voir l'écart entre une radicalisation dans les méthodes d'action et le manque pour l'instant d'une radicalité politique qui permette aux ouvriers de surmonter la situation actuelle où c'est un peu « sauve qui peut ».

De la même façon, si au lieu de le faire pour de meilleures indemnités, les ouvriers occupaient les usines et se mettaient à produire par eux-mêmes en exigeant leur expropriation sans rachat et sous contrôle ouvrier comme l'ont fait les ouvriers de l'usine de carrelage Zanon en Argentine, la situation serait tout à fait différente.

Ce n'est qu'un début...

Aujourd'hui ce mouvement de grèves ouvrières qui a parcouru le pays, à côté de celui des universités, des travailleurs d'EDF-GDF, des travailleurs des hôpitaux, semble subir lui aussi un blocage, avant tout à cause de la politique de collaboration des directions syndicales. Mais au-delà du résultat de cette première vague de grèves, le fait qu'après tant années la classe ou-

vière industrielle commence à lutter, en réaction à la crise historique du capitalisme mondial qui entraînera encore plus de licenciements et de fermetures d'usines, est peut être en train d'annoncer une nouvelle étape dans la lutte de classes en France et dans le monde.

De ce point de vue, ce n'est pas un hasard si François Fillon dit, polémiquant contre son prédécesseur Dominique de Villepin, que « *les syndicats sont parfois plus responsables que certains de ces hommes politiques qui parlent de notre pays comme s'il était en situation pré-révolutionnaire* ». C'est le début d'une dynamique pouvant aboutir à une situation de ce type que les directions syndicales et les partis réformistes (PCF, PG...) essaient de bloquer, pour l'instant avec succès.

Dans ce cadre, plus que jamais, l'intervention de notre parti dans la classe ouvrière, apportant une perspective et un programme qui transforment la colère en offensive politique contre l'ensemble de la classe capitaliste, devient un élément fondamental.

□ Danièle Cobet



Une Assemblée générale des ouvriers de Continental (Clairoix, Oise) en grève

L'efficacité de la grève déterminée avec occupation

Deux victoires ouvrières les plus importantes qui aient été remportées ces derniers mois en France (et dont les médias ont pris soin de ne pas parler) l'ont été à partir d'un refus pur et simple de la fermeture de l'usine et au moyen de grèves avec occupation :

- La grève avec occupation, pendant 34 jours, des travailleurs de l'usine FCI Microconnections à Mantes-la-Jolie (Yvelines), a imposé le maintien du site jusqu'en 2014 et des effectifs jusqu'en 2011, alors que le patron voulait délocaliser rapidement à Singapour, et 27 jours de grève ont été payés ;

- La grève avec occupation et piquets, pendant 18 jours, de la fonderie Rencast dans l'Indre (fabricant de pièces de voiture) a imposé l'annulation pure et simple du plan de fermeture, le maintien de tous les emplois et le paiement intégral des jours de grève.

Deux exemples à faire connaître... et à suivre !

EDF-GDF : une grève offensive pour les salaires mais qui est restée isolée

À l'heure où la situation est à la multiplication de conflits défensifs, contre les licenciements et le chômage partiel dans les entreprises privées, contre les réformes destructrices dans la fonction publique (universités, hôpitaux...), le mouvement qui a duré plus de huit semaines dans le secteur de l'énergie s'est caractérisé par son caractère offensif. Les annonces de hausses de salaires mirobolantes pour les PDG (900 000 euros pour celui d'EDF et 3,2 millions pour celui de GDF-Suez, à comparer avec les 0,3 % d'augmentation prévus pour les agents) ont mis le feu aux poudres : les salariés sont entrés dans la grève pour réclamer une augmentation de salaire de 5 %, un plan d'embauche massif et l'arrêt de l'externalisation de certains métiers, véritable plan social en préparation.

En cédant assez rapidement, fin mars, sur les revendications des gaziers des terminaux méthaniens, la direction avait cru circonscrire la mobilisation. Au contraire, celle-ci s'est propagée dans les diverses entreprises et branches qui composaient autrefois EDF-GDF, avec des moyens de lutte efficaces. Moins marqués que leurs collègues par la défaite de la privatisation, lors de laquelle les directions syndicales, au premier chef la puissante fédération CGT, avaient trahi la lutte, les jeunes sont le fer de lance de ce mouvement. Celui-ci est resté minoritaire, mais il a été marqué par des traits importants et prometteurs : il a été souvent structuré par AG de secteurs (distribution, production, centres d'appel...), convergeant parfois en des AG communes et qui définissent les modes d'actions ; et, au-delà des journées de grève de 24 heures sans lendemain proposées par les directions syndicales, les agents mobilisés et les équipes syndicales combattives ont mis en avant les seuls moyens qui pouvaient faire plier les directions patronales : la grève avec piquets, voire l'occupation des locaux, accompagnée de coupures.

Apeurés devant cette radicalité, les dirigeants ont dégainé l'arme de la répression. Les directions d'EDF et de GDF-Suez ont multiplié les poursuites disciplinaires et de procès en référés. Cela a mis fin assez rapidement aux occupations et aux blocages, mais non à la poursuite du mouvement et aux coupures. Les déclarations de Fillon, condamnant comme acte de sabotage¹ le fait que les agents aient osé toucher à l'appareil productif, ont rapidement été suivies d'effet, avec en particulier l'arrestation mi-mai de 74 syndicalistes et la garde-à-vue d'une quarantaine d'entre eux. La mairie de Paris, de « gauche », avait elle aussi fait appel à la police un mois auparavant contre les grévistes venus en délégation. Quant aux médias bourgeois, ils ont parfaitement joué leur rôle de chiens de garde de la bourgeoisie en passant généralement sous silence la grève ou en se déchaînant contre les coupures, pourtant très limitées.



Pour répondre aux intimidations et imposer les revendications, il n'y avait pas d'autres solutions que de radicaliser les actions et d'étendre la grève à l'ensemble de la branche, incluant des coupures massives, seule façon de faire céder le patro-

¹ Et on sait que ce terme de « sabotage » peut-être, même sans la moindre preuve, le prélude à l'accusation de « terrorisme », comme le prouvent les poursuites dont sont victimes les militants de Tarnac.

nat. Alors que Sarkozy fanfaronnait voici quelques mois que les grèves étaient devenues invisibles en France, la méthode des coupures en particulier rappelle cette vérité : ce sont les travailleurs qui détiennent le pouvoir de bloquer l'activité. Si les équipes syndicales de base, celles de la CGT et de SUD en particulier, ont fait preuve de combativité, les principales directions fédérales, et en premier lieu celle de la CGT ont été tout sauf un élément moteur du mouvement. Contraintes par la combativité de la base, elles se sont contentées de « rythmer » la mobilisation par des journées d'action et, au prétexte de conserver l'unité syndicale à tout prix, elles ont refusé d'appeler à l'extension de la grève à l'ensemble de la branche, préférant toujours les actions symboliques au véritable blocage de la production et de la distribution.

La grève des électriciens et gaziers n'a donc pas réussi à se développer suffisamment pour emporter une véritable victoire. Le blocage de la montée vers la grève générale, le reflux des luttes en mai et la politique traître des principales directions syndicales l'ont condamnée à l'isolement. Il n'y a donc pas eu d'augmentation générale des salaires, ni d'embauche massives, ni de recul sur l'externalisation.

Cependant, la détermination des grévistes, notamment des jeunes, qui refusaient de reprendre le travail sans le moindre gain, a contraint les directions patronales à proposer une augmentation salariale pour une partie des travailleurs par le biais d'un avancement exceptionnel. Selon *Le Point* du 25 mai, en ce qui concerne ErDF, GrDF et EDF SA, 45 % des ouvriers, employés et agents de maîtrise (et 70 % des jeunes) verraient ainsi leur salaire augmenter de 50 euros, 64 % des cadres (et 70 % de jeunes cadres) le verraient s'accroître de 100 euros. Bien que la majorité des ouvriers et employés soit donc exclue de l'accord, la CGT l'a signé pour justifier son appel à la reprise du travail. Elle n'a pas signé l'accord

similaire chez GDF Suez, manifestement parce que, contrairement à l'autre, il ne majore pas l'augmentation des jeunes — ce qui prouve la crainte de la bureaucratie face à la détermination particulière de ceux-ci dans ce mouvement.

Les militants NPA de l'énergie ont activement participé à la grève et combattu à juste titre pour l'auto-organisation et contre l'orientation des principales directions syndicales. Cependant, ceux d'entre eux qui ont fait le choix de construire un

syndicat SUD combatif, mais ultraminoritaire, n'ont pas pu aller suffisamment au dialogue avec les syndiqués CGT, très nombreux dans ce secteur, et avec les travailleurs qu'elle influence (la CGT ne récolte pas moins de 60 % des voix aux élections professionnelles). D'autre part, la direction du NPA n'a pas fait de cette grève une question centrale, n'a pas mobilisé tout le parti pour la soutenir et n'a pas fait sienne et généralise l'interpellation des directions syndicales formulée, à juste titre, par les militants NPA de

l'énergie. Et son orientation globale, parce qu'elle n'a pas été centrée sur la préparation de la grève générale, l'a empêchée de proposer des initiatives qui auraient pu contribuer, à partir de cette grève, à une convergence des secteurs en lutte. Il faut décidément que le NPA joue beaucoup mieux son rôle d'outil pour que les luttes aillent le plus loin possible, se coordonnent et débordent les directions syndicales.

□ Frédéric Traille

Après la grève des universités : bilan et tâches à venir pour les anticapitalistes

Au moment de la publication du dernier numéro d'Au Clair de la lutte, la grève universitaire en était encore à ses débuts. Nous analysons alors ce que cette mobilisation avait d'inédit, notamment par son ampleur, la rapide mise en place de cadres d'auto-organisation, et le fait qu'elle ait été impulsée par les enseignants. Après plus de trois mois de luttes et à la veille des vacances universitaires, l'heure est à un premier bilan. Où en sont les revendications et quelles ont été les réponses du gouvernement ? Quelles perspectives peut-on se fixer aujourd'hui ?

Aucun recul significatif du gouvernement

Si le mouvement a d'abord été lancé sur les revendications de retrait des réformes du statut des enseignants-chercheurs (EC) et des concours de l'enseignement (« masterisation »), le mot d'ordre d'abrogation de la LRU a été dans un premier temps lancé par les étudiants, et mis en avant, au niveau national, par la 1^{ère} coordination nationale étudiante (CNE)¹ de

Rennes les 14 et 15 février. Un mot d'ordre, qui même chez les étudiants, ne s'est pas imposé facilement comme le centre des revendications, d'aucuns pensant qu'il était nécessaire de rester avant tout sur ligne corporatiste des enseignants-chercheurs. Toutefois, il a ensuite été repris par la Coordination Nationale Universitaire (CNU)², donc par les enseignants, bien que de manière partielle, mais nous y reviendrons.

Or, sur aucune de ces revendications principales, le gouvernement n'a amorcé le moindre recul significatif. Pécresse a fait de nombreuses réécritures du décret modifiant le statut des EC, sans remettre en cause le cœur de cette réforme : la modulation du service des enseignants et la fin de la règle des 192 heures d'enseignement annuel pour tous. Dans un premier temps, seuls des syndicats minoritaires (Autonome Supérieur, SGEN-CFDT, UNSA) de l'enseignement supérieur ont accepté de participer aux négociations que la CNU a systématiquement rejetées. La force de la mobilisation et le poids de la CNU

ont alors contraint les bureaucrates du Snesup (syndicat majoritaire chez les EC) à refuser de négocier. Cependant Pécresse a joué la provocation en faisant adopter le décret par le conseil d'État dans la pire de ses versions, et en plein pendant les vacances universitaires, espérant probablement que celles-ci casseraient la mobilisation.

Darcos, quant à lui, a annoncé le report de la réforme des concours de l'enseignement à 2011. En aucun cas cela ne correspond à un recul significatif de la part du gouvernement. C'est la stratégie classique de report des contre-réformes pour mieux les adopter une fois que les mobilisations ont été cassées. Darcos est un habitué de ce genre de manipulation, puisqu'il a reporté d'un an la réforme des lycées, pour mieux la mettre en œuvre, après une opération de communication et de « consultation » des lycées confiée à Richard Descoings, directeur de Sciences Po. Le seul recul réel concerne le gel des suppressions de postes dans l'enseignement supérieur pour 2010 et 2011.

Enfin, il n'y a pas eu de recul concernant la LRU. Cependant, Sarkozy a dû intervenir lui-même à plusieurs reprises pour défendre le principe d'autonomie des universités, alors que jusqu'à présent le gouvernement était totalement silencieux sur cette question. Cela prouve que la revendication de l'abrogation de la LRU a gagné une

¹La CNE est constituée de délégués étudiants élus dans les AG étudiantes. Les coordinations nationales étudiantes permettent d'établir une plate-forme de revendications et des perspectives communes sur la base dans mandat des délégués des différentes AG.

²La CNU est constituée de délégués enseignants, étudiants et des personnels non-enseignants (BIATOS). Les enseignants (qui ont lancé la mobilisation) y sont sur-représentés par rapport aux personnels non-enseignants et aux étudiants, et cela n'a malheureusement jamais pu être corrigé, malgré quelques tentatives en ce sens.

importance telle que Sarkozy est obligé de venir lui-même défendre cette loi.

L'alliance des bureaucrates, des présidents d'université et du gouvernement pour imposer la tenue des examens

Fin mai, seules cinq facs sont encore bloquées : Toulouse-II Le Mirail, Caen, Amiens, Lorient (partiellement) et Orléans (partiellement). Celles qui ont tenu le plus longtemps sont en général celles où un syndicat de lutte puissant (par exemple la FSE à Toulouse-II) aide les étudiants à déjouer les pièges tendus par les bureaucrates. Ainsi, dans quatre des cinq universités encore bloquées, la FSE a un rôle prépondérant.

Pourtant, le mouvement se termine au niveau national. Il aura duré pendant plus de trois mois, au cours desquels la mobilisation est restée globalement très forte jusqu'à l'approche des examens. Souvenons-nous que le mouvement des enseignants du secondaire de 2003 avait buté sur la question de la tenue du bac : les grévistes n'avaient pas eu la force de déborder les bureaucrates qui ont mis tout leur poids pour que le bac se tienne normalement (tout en faisant croire que cela était compatible avec la poursuite de la mobilisation), alors que le blocage du bac était l'arme fatale des grévistes face au gouvernement.

La question des examens s'est trouvée être un enjeu crucial dans la poursuite de la grève. Alors que dans de nombreuses universités et UFR il n'y a eu quasiment aucun cours du semestre, le gouvernement a martelé que les examens devaient se tenir et que des rattrapages devaient être organisés. **Il s'est agi pour lui, en agitant la menace de la non-validation du semestre, de faire revenir les universités à une situation normale, c'est-à-dire de casser la grève.** Darcos n'a pas hésité à menacer directement les étudiants grévistes en affirmant le 11 mai sur RTL « *qu'on ne donnera pas des diplômes à ceux qui auront fait en sorte que les universités ne fonctionnent pas* ». En effet, la tenue d'examens dans

la situation actuelle revient concrètement à devoir arrêter la grève pour mettre en place des cours, voire des rattrapages, en décalant ainsi le calendrier, et donc en pénalisant les étudiants qui travaillent en juin, ou qui ne peuvent pas rester sur leur lieu d'étude. Il était donc primordial de se battre pour la non-tenue des examens comme y a appelé la 9^{ème} CNU dans une motion intitulée « Nous ne tiendrons pas les examens ! ». Mais cela doit aller avec la validation automatique du semestre pour tous les étudiants. De nombreuses AG se sont prononcées en ce sens.

Pourtant, alors que la question des examens représentait une arme redoutable face au gouvernement, l'ensemble des bureaucrates des différentes organisations de l'enseignement supérieur ont fait bloc pour que des examens aient lieu, et donc mettre un terme au mouvement. Dans un communiqué du 12 mai, elles affirment : « *La validation du semestre et l'obtention des diplômes doivent reposer sur une juste évaluation des étudiants. Celle-ci suppose la mise en œuvre d'aménagements de la fin de l'année universitaire (report du calendrier de sessions d'examens, compléments de formations, cours de rattrapages, meilleure prise en compte du contrôle continu, modifications du contenu des épreuves ou de leur forme, etc.)* » (SNESUP-FSU - SNCS-FSU - SNEP-FSU - SNTRS-CGT - UNEF - SLU - SLR). Les menaces du gouvernement et la trahison des bureaucrates ont été globalement efficaces puisque la plupart des universités ont progressivement débloqué, et les CA et UFR ont mis en place des examens plus ou moins aménagés.

L'exemple de Paris-IV Sorbonne

L'université Paris-Sorbonne (Paris-IV) où la mobilisation a été massive à la fois chez les étudiants, les enseignants et les BIATOSS (personnels des universités) en est devenu l'emblème dans les médias. En effet, à Paris-IV, dont le président Molinié s'est présenté comme un des acteurs principaux de la grève, le conseil d'administration

(CA) s'est, dans un premier temps, prononcé pour la neutralisation du semestre en dernier recours et à condition que cela soit accepté par le ministère (ce qui revient, en principe¹, à accorder l'année universitaire avec un seul semestre).

Mais par un retournement spectaculaire, l'AG du 19 mai a voté la reprise des cours sur quatre semaines et la tenue d'examens, c'est-à-dire non seulement l'arrêt de la grève et l'abandon de la neutralisation du semestre, mais un report de calendrier avec des rattrapages de cours. Ce revirement soudain fait suite aux menaces de suspendre Molinié de ses fonctions et de mettre l'université sous tutelle du rectorat pour mettre en place des examens sous protection policière. Celui-ci voulant garder sa place a renoncé à la neutralisation, et des enseignants mobilisés sont intervenus dans son sens en AG. Les étudiants grévistes de Paris-IV ayant pour la plupart beaucoup d'illusions envers leur président n'ont pas été capables de s'opposer à ce chantage et ont donc très majoritairement voté ce qui revenait à l'arrêt de la grève. Il est crucial d'expliquer que tous les présidents d'université, par-delà leurs nuances, sont des piliers de l'ordre existant et qu'ils se rangeront toujours, en dernière instance, du côté du pouvoir.

Cet exemple a témoigné d'une faiblesse plus générale du mouvement, et sur laquelle nous reviendrons : il reposait trop sur les enseignants-chercheurs et les présidents d'université, or leur place dans le système rend inéluctable qu'à un moment ou à un autre, leur lutte entre en contradiction avec leur poste.

¹ En principe seulement. Ainsi, à Grenoble-III, le président d'université a organisé lundi 11 mai un référendum où les étudiants étaient appelés à choisir entre la tenue des examens et la neutralisation du semestre (l'option « validation automatique » était curieusement hors du champ du référendum...). Désavoué par les étudiants qui ont choisi à 60 % la neutralisation, le président (bien embarrassé) précise désormais que la neutralisation implique que les étudiants devront (si cette option était finalement mise en œuvre, ce que le gouvernement refuse) l'année prochaine obtenir les crédits du semestre neutralisé...

Quelques autres exemples édifiants

À Nancy-II, les bureaucrates du Snesup et de l'Unef ont été à la manœuvre pour aider le président à débloquer la fac. Lundi 18 mai, les étudiants ont refusé un plan de reprise adopté par le conseil d'administration (par 531 voix contre 443). Depuis, le président a fermé l'université, et les bureaucrates ont fait le forcing pour imposer un nouveau plan de reprise (à peine amendé) aux étudiants. Lundi 25 mai, l'AG a, la mort dans l'âme, adopté le plan des bureaucrates et du président de l'université. A Bordeaux-III, le président a réussi à imposer (avec la caution des bureaucrates) un référendum donnant le choix entre la reprise totale et la reprise partielle assortie d'une clause disant que les examens ne pourront se tenir que si les réformes sont retirées. Les étudiants ont choisi cette dernière option, mais il est évident que c'était un piège : l'activité ayant repris, le président imposera les examens et les étudiants n'auront certainement pas la force de s'y opposer.

Le soutien des bureaucrates au gouvernement aura donc été très efficace pour venir à bout d'une grève qui pourtant tenait depuis plus de trois mois. Dans ce contexte il est donc extrêmement problématique que le NPA n'ait pas fait du combat contre les directions syndicales bureaucratiques une priorité, mais qu'il ait en plus prétendu, par le biais de la commission université-recherche réunie le 5 mai, que « les pressions de la base ont permis que le syndicat majoritaire (Snesup-FSU) reprenne assez largement à son compte les préalables à toute négociation définis par la coordination nationale », ce qui est faux comme nous allons le voir.

L'absence de perspectives interprofessionnelles

Le CPE l'a bien démontré : les étudiants commencent à représenter une menace pour le gouvernement dès lors qu'ils entraînent la classe ouvrière derrière eux. À eux seuls, les étudiants, lycéens, enseignants ne représentent pas de menace économique pour le gouvernement. La nécessité de la construc-

tion de l'interpro est vital aux universités.

En refusant de faire de l'abrogation de la LRU son axe central, la coordination universitaire s'est isolée des personnels de l'université. Mais à échelle plus large, l'absence de perspectives nationales a été un frein très important au mouvement. Beaucoup ont senti le besoin d'une coordination interprofessionnelle et ont mis en place des rencontres, diffusions, participations à des AG mutuelles avec plusieurs secteurs mobilisés (hôpitaux, EDF, mais aussi travailleurs du privé), souvent d'ailleurs à l'initiative de militants du NPA. Mais ces initiatives justes, qu'il nous faut généraliser, ne suffisent pas. Ce sont bien les grosses centrales syndicales qui dirigent aujourd'hui le mouvement ouvrier. C'est à leur appel que descendent ou ne descendent pas 3 millions de travailleurs dans la rue. C'est donc bien elles qui portent le poids de la défaite du mouvement. Cette année, malgré la grève générale en Guadeloupe et la forte mobilisation universitaire, elles ont refusé d'appeler à une convergence des luttes.



La mobilisation des enseignants-chercheurs

Il est important de rappeler que parmi tout le corps enseignant, les plus mobilisés ont souvent été ceux au statut le plus précaire, les plus sujets à subir les nouvelles réformes et le coup abominable porté par la LRU aux universités.

Mais beaucoup des « limites » de la mobilisation des enseignants-chercheurs tient à leur place même dans la société capitaliste. Ils ont une dépendance vis-à-vis de l'État. Ils créent les matériaux de l'idéologie dominante. Bien sûr il y a une liberté d'expression qui demeure encore, et pour la préservation de laquelle nous nous battons. Mais les intérêts matériels des enseignants-chercheurs ne sont pas fondamentalement opposés à ceux du système capitaliste. Cela explique entre autres choses leurs réticences à se saisir de la question de l'interpro, ainsi qu'à mener un mouvement de grève qui en soit réellement un.

Un phénomène nouveau : l'auto-organisation des enseignants-chercheurs

Si l'on revient sur ces trois mois de mobilisation, on peut faire le constat qu'elle avait une base assez solide en ce qui concerne les enseignants. Nous soulignons lors de notre article précédent l'importance du cadre auto-organisationnel qui très rapidement s'était mis en place. La Coordination Nationale des Universités (CNU) qui s'est réunie régulièrement depuis le début du mouvement, héritière des luttes étudiantes récentes, a joué un rôle crucial dans la mobilisation actuelle. Au niveau national, c'est elle qui a donné le rythme de la mobilisation, fixé les principales dates de manifestation et les revendications. Si les délégations des universités sont composées d'enseignants-chercheurs, de doctorants, de BIATOSS et d'étudiants, les premiers sont clairement majoritaires. En raison de leur positionnement de classe, on pouvait redouter un manque de combativité, une propension à

arrêter la grève dès les premiers semblants de reculs du gouvernement. Or, ni les pseudo-réécritures du décret concernant le statut des enseignants-chercheurs, ni le report d'un an de la masterisation des concours n'ont entamé la résolution et la combativité de la CNU. La 9^{ème} CNU, réunie le 29 mars à la Sorbonne, affirmait dans son communiqué : «*Face au mépris, aux déclarations mensongères, aux manœuvres en trompe-l'œil et aux choix délibérés de passage en force, les délégués représentant 64 établissements réunis en Coordination Nationale des Universités le 29 avril 2009 en Sorbonne ont voté la poursuite de la grève dans les universités et les laboratoires. Le mouvement du monde de l'enseignement supérieur et de la recherche n'est ni minoritaire, ni près de s'arrêter.*».

Dépassement des seules revendications corporatistes et progression dans la construction de l'interpro

Si les revendications premières concernaient le décret modifiant le statut des enseignants-chercheurs, la masterisation des concours et le contrat doctoral, l'abrogation de la LRU qui fixe le cadre des attaques actuelles contre l'université est exigée depuis la 4^e CNU qui s'est tenue le 20 février. Une certaine ambiguïté demeure cependant d'une coordination à l'autre, puisque, si cette revendication est en première place, notamment dans la plate-forme de la 9^e CNU, elle n'est pas un préalable à des négociations, contrairement aux premières revendications.

On peut encore remarquer une réelle progression politique de la CNU dans sa compréhension progressive de la nécessité de la convergence avec d'autres secteurs en luttes. Dès la 4^e CNU, le 20 février, la logique des attaques contre l'ensemble des secteurs de l'éducation a fait prendre conscience aux délégués qu'il était indispensable d'y apporter une réponse commune «*de la maternelle à l'université*». Elle s'est ensuite aussi prononcée pour une

convergence avec la mobilisation dans les hôpitaux, puis de façon générale avec les luttes du public comme du privé¹.

Une progression dans le combat contre les bureaucraties syndicales

Au sein de la CNU s'opposaient deux lignes : d'un côté celle défendue par les organisations syndicales de l'enseignement supérieur (se battant pour un simple aménagement des réformes) et de l'autre une ligne beaucoup plus offensive, souvent soutenue par les personnels, les étudiants et les enseignants non titulaires. Cette opposition, et surtout la volonté des directions syndicales de pouvoir contrôler le mouvement, ont eu pour conséquence de n'élire aucun représentant de la CNU, ni comité national, ni porte-parole jusqu'à celle de Dijon qui s'est tenue le 16 mars. Ainsi, pendant plus d'un mois, la CNU n'avait aucun moyen de s'exprimer, de réagir à l'actualité, entre deux assemblées, laissant le champ libre aux déclarations des directions syndicales. L'élection de porte-parole a donc représenté un nouveau degré d'auto-organisation du mouvement, avec l'affirmation de la CNU comme «*seule expression légitime du mouvement*»². L'équipe de porte-parole élue a pour mandat non seulement de porter les positions de la CNU et de ne pas négocier, mais aussi de réagir à «*l'actualité de la mobilisation*», de jouer «*un rôle de facilitateur organisationnel entre deux coordinations*», et faire «*le lien avec l'intersyndicale*». Soit, plutôt que le rôle de simple porte-parole, celui de l'embryon d'un comité national de grève.

Une interpellation systématique des directions syndicales

Comme nous l'expliquions dans notre précédent article, aucune des directions syndicales du supérieur, pas même le SNESup-FSU, n'a jamais appelé à la grève. Elles se sont contentées d'appeler à des

¹ Cf. la motion générale de la 8^e CNU réunie le 6 avril.

² CNU du 16 mars réunie à Dijon.

journées de manifestations, à différentes actions « alternatives ». Or la grève, dans les universités comme dans tous les secteurs, est la seule arme véritablement efficace. En refusant d'y appeler et donc de permettre son extension, elles ont été un véritable frein au mouvement.

Inévitablement, la ligne défendue par la CNU et son rôle dirigeant ont commencé à s'affronter aux directions syndicales de l'enseignement supérieur. Face à l'ambiguïté de celles-ci quant à leurs revendications, et leur attitude vis-à-vis au gouvernement, la CNU du 23 avril les met en garde : « *Elle invite toutes les organisations syndicales à se montrer intransigeantes sur ces points qui sont indissociables [le retrait du décret statutaire, le retrait du décret sur la masterisation, le retrait du contrat doctoral unique, l'arrêt du démantèlement des organismes de recherche ainsi que des engagements clairs en matière d'emploi statutaire], à ne pas se satisfaire de promesses et de demi-mesures, à n'accepter aucune négociation partielle. Leur crédibilité serait gravement compromise pour le futur s'ils devaient déroger à cette règle* »¹. Mais surtout, alors que la CNU a toujours été très ferme sur la question des négociations, le SNEsup et FO qui jusque là semblaient en accord avec la CNU en refusant d'y participer, ont accepté de prendre part aux discussions avec le gouvernement sur la masterisation. La CNU du 29 avril a réagi en adressant aux organisations syndicales une lettre ouverte dans laquelle il est dit : « *Nous sommes d'autant plus troublés d'apprendre que se déroulent en ce moment même des "rencontres" avec le gouvernement à propos de la masterisation, sur la base d'un "cadre de discussion" imposé par les ministres. Le mandat de la CNU que nous portons est extrêmement clair à ce sujet : pas de négociation sans retrait d'un projet inacceptable, pas de discussions séparées sans*

ouverture de véritables négociations sur l'ensemble des dossiers contestés. Nous en sommes loin ! ». Enfin, la 11^{ème} CNU, qui s'est tenue le 13 mai, appelle à la tenue d'un « meeting unitaire à la Sorbonne pour demander aux huit organisations syndicales de porter nos revendications ».

Une mobilisation qui demeure limitée

Cependant qu'on ne s'y méprenne pas, la CNU a essentiellement regroupé les profs les plus radicaux, surtout quand le mot d'ordre d'abrogation de la LRU a été mis en avant. Son influence est toujours restée limitée chez les enseignants, comme la CNE chez les étudiants. Ainsi sa juste ligne de « non-tenue des examens » n'a pas été suivie par une majorité d'enseignants, profondément imprégnés par l'idéologie dominante et se donnant bonne conscience en justifiant leur soumission à l'ordre établi (et à ses examens) par leur souci de ne pas « sacrifier » leurs étudiants. Les enseignants-chercheurs qui constituaient alors les premières forces lancées dans la bataille, après avoir rechigné face au mot d'ordre « abrogation sans condition de la LRU » pourtant seul ciment possible du mouvement, sont souvent retournés à leur cocon corporatiste, pour ensuite reprendre peu à peu les cours, cédant ainsi à la pression du gouvernement et de leurs collègues jaunes face auxquels ils ont toujours eu du mal à s'affirmer et à s'assumer. Ce sont principalement les étudiants qui ont cherché à poursuivre le combat sans céder devant l'obstacle des examens, pendant que la masse des enseignants (pourtant bien protégés par leur statut) se résignait à arrêter le combat, tout en promettant, pour certains, de reprendre à la rentrée ... On connaît la chanson !

Aucun « moyen d'action » ne saurait se substituer à l'arme de la grève

Souvent les enseignants avaient du mal à assumer leur statut de gréviste, preuve en est la multi-

tude de dénominations accolées au terme de grève : « Grève active », « semi-grève », « grève perlée », qui ont permis aux tièdes de ménager la chèvre et le chou. Mais rappelons-le, il n'est qu'une seule forme de grève qui paie, la grève dite « dure », en fait la grève tout simplement. C'est un acquis qu'il faut utiliser correctement et de manière massive, sans honte et la tête haute.

Dans la même logique d'une « grève mais pas trop », le second semestre est devenu celui des actions « symboliques », celles qui s'adressent aux médias, qui ne fâchent personne, qui amusent. La question du blocage ne pouvait pas toujours être à l'ordre du jour, surtout dans des facs où les étudiants n'étaient pas massivement mobilisés. Mais elle restait un objectif politique à atteindre, et pour lequel se battre. Mais rapidement on lui a substitué des actions de types cours alternatifs, cours hors les murs, ronde des obstinés, lancer de godasses... Rien qui bloque, rien qui embête, en fait rien qui serve à autre chose qu'à faire savoir que nous sommes en colère.

Mais le message n'a pas été compris, il ne s'agissait pas de remplacer les blocages par ces actions à fort potentiel médiatique, mais d'utiliser ces dernières pour mobiliser et aller vers une grève avec piquets, pas comme une fin en soi. Rien n'est plus efficace et plus dérangeant que la mise en place de piquets de grève tenaces. Malheureusement, bien souvent nos camarades du NPA-jeune, bien loin de critiquer eux aussi le recours trop systématique à ces paravents médiatiques, les soutenaient coûte que coûte contre le recours au blocage.

L'importance du rôle des étudiants dans la concrétisation de la grève

Par ses limites, la grève des enseignants-chercheurs n'a pas été telle qu'elle libérait les étudiants en les empêchant d'aller en cours. C'est donc à ceux-ci, souvent forts de leur expérience des luttes étudiantes récentes, qu'est revenue la concrétisation de cette grève. L'intervention des syndicats de lutte

¹ Cf. Le communiqué du soir de la 7^e CNU réunie le 23 mars.

étudiants (SUD et FSE) et la mouvance autonome ont été décisives pour lancer les premiers piquets de grève. Les dernières mobilisations étudiantes, contre le CPE et contre la LRU l'année dernière, ont montré que le seul moyen pour rendre réel le mot d'ordre de la CNU « l'université s'arrête » est d'empêcher l'accès aux cours, que ce soit par des piquets de grève bloquants, ou par le « printemps des chaises » (retirer toutes les chaises des salles de cours pour empêcher qu'ils se tiennent). Après une montée en puissance en février et début mars, une quarantaine d'universités (la moitié) ont été bloquées fin mars, avant l'entame d'une lente décrue en avril et en mai.

De même, l'entrée des étudiants dans la mobilisation, avec une première coordination à Rennes-II les 14 et 15 février, a permis que l'abrogation de la LRU soit placée au cœur des revendications. L'ayant déjà combattue l'année précédente, ils ont d'emblée compris qu'on ne pouvait pas se battre seulement contre les attaques qui en découlaient, et qu'il s'agissait du mot d'ordre qui pouvait unifier étudiants, personnels et enseignants.

Une mobilisation étudiante plus difficile après la défaite du premier mouvement contre la LRU

Cependant la mobilisation étudiante a été plus difficile et inégale qu'en 2006 ou 2007. Après la défaite du premier mouvement contre la LRU où les étudiants sont restés isolés, ce n'était pas eux qui étaient en mesure d'impulser une nouvelle mobilisation. La grève lancée par les enseignants a rouvert la situation, mais certaines universités très mobilisées contre la LRU en 2007 ont connu une mobilisation très faible cette année (par exemple Tolbiac). Dans certaines universités devenues des bastions de la lutte, la présence de sections syndicales de lutte bien implantées ont permis de surmonter le poids de la défaite, comme à Lyon-II, Caen, Toulouse-

II, Rennes-II, Amiens, Bordeaux - II... Mais le mouvement n'a pas été globalement massif chez les étudiants, qui pour beaucoup ne se sentaient pas concernés par des revendications qui à leurs yeux n'impliquaient que les enseignants.

S'il était juste d'appeler à la mise en place d'une coordination nationale étudiante (CNE) autonome (pour que les étudiants puissent établir leurs propres revendications et développer un mouvement qui ne soit pas dépendant de celui des enseignants, notamment dans la mesure où l'on ne savait pas combien de temps ils seraient prêts à tenir), elle n'a pas joué dans cette grève un rôle important, sauf au tout début, en mettant au premier plan l'objectif d'abrogation de la LRU.

L'auto-organisation est un réflexe acquis du mouvement étudiant, mais certains débats le sont aussi et ont très vite cristallisé les discussions. Ces débats portent principalement sur le fonctionnement même de la coordination et sur la question de l'élargissement de la plate-forme de revendications. Ce phénomène est évidemment dû à une situation où le mouvement universitaire est resté isolé. Peu d'éléments nouveaux sont venus alimenter les débats qui se sont répétés dans les mêmes termes de coordination en coordination. Concernant le déroulement des coordinations, on s'est dirigé très vite vers des types de mandats impératifs stricts et des votes en bloc pour les délégations, faisant ainsi des mandats des machines à voter au mot près. Ce fonctionnement s'est développé en réaction aux manœuvres de certaines organisations, pour faire passer leurs positions, et non celles des AG par lesquelles certains de leurs membres étaient mandatés. De même, afin de se donner les moyens de peser, il était nécessaire de la doter d'un comité national de grève, ou au minimum d'un secrétariat qui aurait eu la tâche d'assumer sa continuité entre chacune de ses assemblées, comme cela a en partie été fait pour la CNU. Malheureusement, un secteur important des étudiants y est très hostile, voyant là une structure

inutile qui permettrait aux bureaucrates et aux organisations de noyauter le mouvement. Or c'est justement parce que le mouvement reposant sur l'auto-organisation ne se donne pas ce type de moyen que des organisations comme l'UNEF ont la voie libre pour s'auto-proclamer représentants du mouvement. Cette polarisation entre la mouvance dite « autonome » et ceux qui défendaient avant tout les intérêts de leur organisation a conduit beaucoup d'étudiants mobilisés à une conception très limitée du rôle des coordinations, comme ne devant être que l'addition des différentes AG et n'être que leur reflet à l'échelle nationale. Au contraire il est primordial de montrer qu'il y a une différence qualitative entre les AG et la coordination nationale qui, sur la base des mandats des différents délégués, doit être l'instance dirigeante du mouvement, seule légitime, étant le fruit de l'auto-organisation. Cette défiance vis-à-vis d'un comité national de grève et la crispation sur le mandat impératif s'expliquent bien sûr par les manipulations de l'UNEF, mais le NPA y a malheureusement lui-même participé. En effet, beaucoup de ses militants ont défendu un type de mandat libre ou dit « semi-impératif » et dans les coordinations, ont voté selon leurs propres orientations plutôt que celles de leurs AG. Une telle attitude a souvent entraîné une grande défiance à l'égard du NPA, mais aussi des positions qu'il défendait.

Les coordinations nationales (étudiantes à la base) montrent un pas en avant vital de démarcation vis-à-vis des directions syndicales. Elles permettent aux étudiants mobilisés de s'auto-organiser. Ne dirigent le mouvement que ceux qui le constituent. Lors des coord-CPE, l'UNEF s'y opposait, comprenant qu'elle y perdrait en « légitimité » ; mise devant le fait accompli, elle essaie maintenant de les contrôler (même de manière anti-démocratique).

Beaucoup d'étudiants comprennent que les directions bureaucratiques sont un obstacle à la lutte. Mais beaucoup en viennent

à penser que toutes les directions en sont et que le « principe même de direction », voire de l'organisation, est un obstacle à la lutte.

La démarche qui consistait à s'organiser en dépassant les organisations traîtres (via AG, coordinations, mandats) devient une lutte contre toute forme d'organisation et se matérialise par l'imposition de mandats strictement impératifs (à la lettre près !) et de méfiance systématique à l'égard de toute personne organisée politiquement (méfiance qui peut être levée dans bien des cas).

Les militants du NPA ne doivent donner aucun grain à moudre à ce type de méfiance. Tout en nous battant pour nos positions, pour notre ligne, nous devons être les plus respectueux de nos mandats : ne prendre part au vote que sur des questions abordées en AG, et rendre des comptes de ce que nous avons fait. En revanche nous ne devons pas céder et demander des mandats strictement impératifs (il faut cependant les respecter si c'est ce que l'AG nous a confié), ni « semi-impératifs », mais pour des mandats : des mandats comme en ont eus tous les mandatés de l'histoire du mouvement ouvrier. Des mandats qui soient politiques, explicites, mais qui nous laissent la possibilité de trancher certaines questions, si notre AG s'est prononcée à leur sujet.

Une question qui a encore polarisé les coordinations étudiantes et a souvent failli les conduire au clash, est celle de l'élargissement des revendications. Cette question était posée de façon totalement abstraite, comme un principe en soi. Cet élargissement consistait pour certains à accumuler les revendications autres qu'universitaires, tout à fait justes en elles-mêmes, mais sans articulation avec le mouvement étudiant, sans réflexion sur la façon dont cela permettrait de construire le mouvement. Beaucoup de délégués et d'AG ne comprenaient donc pas l'intérêt d'un tel élargissement, et les débats s'enfermaient dans une discussion stérile. Il était au contraire très important de pouvoir

s'appuyer sur des revendications communes avec d'autres secteurs en lutte, comme les hôpitaux, EDF-GDF, ou les luttes des travailleurs du privé contre les licenciements et pour le paiement total des jours de chômage technique, pour appeler à aller vers ces secteurs, à pour les rencontrer, pour créer des liens entre les étudiants et les travailleurs. C'est seulement ainsi qu'auraient pu être créées des convergences pour unir nos mouvements et être bien plus forts face au gouvernement. Dans une période caractérisée par la montée des luttes et où pouvait se poser la perspective de la grève générale, il était primordial de mettre en avant une telle ligne.

Nécessité de construire une grande organisation étudiante de lutte

Le rôle des étudiants dans la mobilisation a donc été important mais limité, notamment suite au poids de la précédente défaite, mais aussi parce qu'il manquait une organisation de lutte suffisamment importante pour entraîner plus d'étudiants et pour contrebalancer le poids des bureaucraties. On constate que les universités où les syndicats de lutte, et plus particulièrement la FSE, sont bien implantés, la mobilisation, et notamment les piquets de grèves ont tenu / tiennent longtemps et que les étudiants ont pu mieux résister à la pression des examens. Mais ces syndicats de lutte restent bien trop petits et implantés dans trop peu d'universités : ils n'ont donc pas suffi à maintenir la mobilisation et la position de non-tenu des examens à l'échelle nationale. Pourtant, trois mouvements étudiants récents (CPE en 2006, LRU l'année dernière et mouvement actuel), ont formé une véritable génération militante dans les universités. Comme nous l'avons souligné, un certain nombre de questions comme la nécessité de l'auto-organisation, l'élargissement des revendications au-delà des questions universitaires, les moyens de lutte comme les piquets de grève, sont devenues des acquis. Or, deux défaites consécutives risquent de

créer un reflux de cette conscience. Les étudiants qui se sont mobilisés pour certains à deux reprises risquent d'être découragés, et il va être très difficile de relancer des mobilisations à l'université. Il est donc plus que jamais urgent pour les militants révolutionnaires de travailler à la construction d'un grand syndicat étudiant de lutte, à l'échelle nationale, en convainquant un maximum d'étudiants qui se sont mobilisés d'y participer. Il ne s'agit pas de nier le rôle qu'ont pu jouer les différents syndicats de lutte déjà existants comme la FSE, SUD, la CNT, certaines structures locales, et même certains militants de l'UNEF, mais de montrer quelles en sont leurs limites. Si la fusion de SUD et de la FSE, qui est discutée, serait un progrès dans la construction d'un tel syndicat, elle resterait encore insuffisante, notamment face à l'hégémonie de l'UNEF. Il faut donc proposer à tous les syndicats étudiants de lutte ainsi qu'aux militants combattifs de l'UNEF d'y participer, mais aussi à tous les étudiants qui se sont engagés dans les luttes récentes. A l'heure actuelle où se tiennent encore quelques AG, il est important d'y intervenir pour faire le bilan de la grève, montrer qu'un tel syndicat aurait pu contrer les bureaucraties et résister à la pression des examens, et donc inviter tous les étudiants à participer à sa création.

Il s'agit donc pour la plupart des jeunes du NPA de rompre avec leur stratégie vis-à-vis de l'UNEF. En effet, les trahisons successives de l'UNEF l'ont totalement décrédibilisée auprès des étudiants qui ont participé aux différentes mobilisations, et le fait d'en être membre, même dans un courant dont les positions sont globalement plus correctes, est la plupart du temps un obstacle pour s'adresser à eux. Si au contraire tous les militants du NPA mettaient leurs forces dans la création d'un grand syndicat étudiant de lutte, celui-ci pourrait mettre un terme à l'hégémonie de l'UNEF, et jouer un rôle crucial dans les luttes des prochaines années.

□ **Anne Brassac**

Le gouvernement a le feu vert des bureaucrates pour réprimer sauvagement les étudiants et remettre en cause les libertés démocratiques fondamentales

En mai, le gouvernement était en position de force pour imposer par la force le déblocage des facs encore en grève. En effet, les bureaucrates ont réussi à éviter tout débordement significatif du cadre pourri des journées d'action, et le mouvement sur les universités était désormais complètement isolé. Après avoir multiplié les déclarations annonçant une intervention des forces de répression en plein jour pour casser les piquets de grève (sans provoquer une quelconque réaction significative des directions syndicales), le gouvernement a lâché ses chiens, avec l'autorisation (indispensable) des présidents d'université. A Toulon, les forces de répression sont intervenues lundi 11 mai au matin et empêchent depuis la mise en place de piquets de grève (poussant 11 étudiants à une action désespérée et vaine de grève de la faim contre la LRU). A Saint-Étienne, les forces de répression sont intervenues les 13 et 14 mai, et la présidence a embauché des vigiles n'hésitant pas à violenter des étudiants. A Reims, alors qu'une AG de près de 2 000 étudiants avaient encore reconduit le blocage le 18 mai, les forces de répression sont intervenues le 20 mai et sont restées toute la journée pour empêcher la tenue des piquets et même pour empêcher les étudiants de se réunir !

Ces quelques exemples (il y en a d'autres...) montrent que le gouvernement a franchi un cap dans la répression, menaçant le cœur même des libertés académiques. Les bureaucrates sont tellement pourris qu'ils acceptent désormais que les cours ou les examens se tiennent pendant que la police (en uniformes ou en civil) patrouille sur les campus pour traquer les étudiants qui voudraient appliquer les décisions des AG ou même se réunir... À ce titre, rappelons que la répression toujours plus instance n'a pas épargné le mouvement et que les arrestations arbitraires, les passages à tabac n'ont pas manqué au cours du mouvement. Certains grièvement blessés, défigurés par des tirs de flash-ball. Ne les oublions pas.

Cette question de la répression va être de plus importante à surmonter au fur et à mesure que la crise va s'approfondir, et avec elle la riposte sociale. Non seulement l'avant-garde sera de plus en plus en danger, mais même les gens « lambdas » qui se mobilisent commencent à être le fruit d'intimidation (arrestations massives suite au 19 mars). À peine commence-t-elle à se sentir plus contestée que d'habitude, que la classe dominante redouble la répression !

Nous, militants anticapitalistes, ne pouvons plus nous contenter de quelques comités et phrases de soutien. La question de la répression devient centrale, il nous faut une réponse centrale. La menace de la sanction va être un frein à nos mobilisations. Il est de notre devoir de dénoncer l'Etat bourgeois sous tous ses aspects : nous combattons ses « réformes », son idéologie, sa justice de classe !



DOCUMENT : APPEL DE LA FSE PARIS-VII

Restons groupés : construisons un grand syndicat étudiant de lutte

Nous publions ici l'appel lancé par la section FSE (Fédération Syndicale Étudiante) de l'Université Paris-VII à la création d'un grand syndicat étudiant de lutte, fusionnant les actuels petits syndicats de lutte et les étudiants qui se sont mobilisés.

Ces dernières années, les étudiants se sont battus à

plusieurs reprises contre les « réformes » gouvernementales : contre le CPE au printemps 2006, contre la loi LRU fin 2007, contre les décrets Pécresse et la LRU depuis le 2 février 2009... Au-delà de leur force inégale, **ces mouvements ont des points communs qui ont forgé une véritable géné-**

ration militante à l'Université :

• Forte auto-organisation, reposant sur des AG souveraines et les Coordinations nationales hebdomadaires de leurs délégués élus, mandatés et révocables ; cela a conduit systématiquement au retrait, voire à la marginalisation de

l'UNEF, organisation conciliatrice, voire collaboratrice ;

• Plate-forme revendicative large, intégrant la dimension interprofessionnelle, due à la conscience du caractère cohérent des différentes réformes gouvernementales dictées par le patronat ;

• *Grève reconductible et blocage des universités, s'accompagnant de manifestations, d'occupations et d'un foisonnement d'actions inventives et radicales ;*

• *Tentatives de jonction avec les travailleurs en lutte, en vue de la convergence, voire de la grève générale ;*

• *Appropriation collective des questions politiques, réflexion sur des projets alternatifs au système capitaliste déshumanisant, apprentissage de la solidarité active et de nouvelles formes de vie en commun au cœur de la lutte.*

Quel que soit le résultat revendicatif immédiat du mouvement en cours, il est crucial pour l'avenir que ces acquis ne se perdent pas, qu'ils ne soient pas dévorés par la routine et la logique atomisante du système. C'est pourquoi **nous appelons toutes et tous les étudiants qui ont participé à la lutte à rester groupés, en construisant maintenant une organisation nationale vivante et démocratique**, un grand syndicat étudiant de lutte.

Celui-ci serait utile aux prochains mouvements dans les universités comme aux besoins et aux combats quotidiens des étudiants, il apporterait un soutien actif aux

luttons en cours et à venir des travailleurs et il aiderait plus généralement à l'émergence d'une alternative à la logique capitaliste. **Sa première base pourrait aisément être les revendications des Coordinations nationales, le soutien intégral à la méthode de la grève reconductible et du blocage, la convergence des luttes**, ainsi que tous autres revendications et projets qui naîtraient de la discussion au sein de la nouvelle organisation.

Il existe certes déjà des organisations qui ont joué (quelles que soient par ailleurs leurs différences et leurs limites) un rôle particulièrement utile au cours de la lutte actuelle comme des précédentes — prouvant à leur petite échelle l'importance de syndicats étudiants de lutte : SUD-Étudiant, FSE, CNT, structures locales de lutte, ainsi que certains militants combattifs de l'UNEF... Mais leur incapacité à se construire de façon significative à l'issue des mouvements précédents prouve qu'elles manquent toutes d'attractivité, en raison même de leur faiblesse : **après un mouvement (et cela risque d'être encore plus vrai si nous subissons aujourd'hui une seconde défaite, après celle de fin 2007), la plu-**

part des étudiants mobilisés se découragent en constatant qu'il n'y a que de petites organisations divisées, voire sectaires, en tout cas globalement impuissantes.

C'est d'ailleurs pour cela que SUD-Étudiant et la FSE ont eux-mêmes ressenti à plusieurs reprises le besoin d'ouvrir des discussions en vue de leur fusion, même si cela n'a pas abouti jusqu'à présent, car chacune a exagéré les différences et cru pouvoir se construire toute seule — en vain. **Le projet d'une grande organisation nationale de lutte qui naîtrait du mouvement inclurait de façon décisive la fusion entre tous les actuels syndicats de lutte** (et avec les militants combattifs qui décideraient de rompre avec l'UNEF). Nous les appelons à s'engager résolument dans cette voie en repoussant toute logique de chapelle et en dépassant leurs différences, qui ne sont certes pas négligeables, mais secondaires eu égard aux besoins de notre avenir commun dans la lutte.

Concrètement, nous proposons immédiatement :

• **La discussion et la reprise de la présente motion dans les AG (dans des réunions**

d'étudiants mobilisés là où il n'y a plus d'AG) et dans les syndicats de lutte, de la base au sommet ;

• **L'adoption de ces propositions par une Coordination nationale réunissant les délégués mandatés par les AG ;** selon l'évolution du mouvement et le rythme des discussions en AG, il pourra s'agir d'un point particulier de l'ordre du jour d'une Coordination nationale étudiante habituelle, d'une Coordination nationale étudiante organisée à la fin d'une Coordination nationale universitaire ou d'une CNE spéciale ;

• **Des rencontres rapides à tous les niveaux entre les syndicats étudiants de lutte, à commencer par SUD-Étudiant et la FSE, pour reprendre et faire aboutir la discussion sur les conditions de la fusion.** La meilleure méthode semble être de recenser l'ensemble des points qui font réellement divergence (notamment la discussion sur l'état actuel du mouvement syndical des salariés et la façon de se lier à lui) et de reporter leur discussion au premier congrès ordinaire de la future organisation, qui sera préparé de façon intégralement démocratique et pourra trancher.

Loi HADOPI : une pierre, deux coups ! Ou comment protéger les capitalistes tout en surveillant la population

Le projet de loi pour une Haute Autorité pour la Diffusion des Œuvres et la Protection des Droits sur Internet (HADOPI), a été rejeté par un vote à main levée à l'Assemblée nationale le 9 avril 2009. L'histoire d'HADOPI aurait pu s'arrêter là... Mais c'était bien sûr sans compter sur la détermination du gouvernement français à imposer ses lois... Elle a donc été représentée à l'Assemblée nationale le 12 mai 2009 avec, miracle, beaucoup plus de votants cette fois-ci et elle a été adoptée par 296 contre 233. Mais pourquoi le gouvernement a-t-il tenu absolument à faire passer ce

texte qui peut paraître secondaire dans l'état actuel de la crise et de la lutte des classes ? En y regardant de plus près, il se trouve qu'il s'agit d'un peu plus que d'une simple loi sur la protection des droits sur Internet...

« Protéger les artistes » ... ou les capitalistes ?

Sur le site Internet que le gouvernement avait créé pour faire de la propagande pour le projet Hadopi, on pouvait lire en première page et en très gros : « *J'aime les artistes !* » Allons donc, alors que cela fait des

années que les gouvernements de droite comme de gauche, sous la logique du capitalisme, détruisent inlassablement les droits des artistes indépendants et notamment le régime de l'intermittence du spectacle, Sarkozy et sa suite auraient maintenant convenu d'un geste envers le domaine artistique ? ! Que c'est touchant... mais bien évidemment totalement faux.

Cette Haute autorité qui, grande première, se substituera à l'autorité judiciaire pour prononcer et faire appliquer une peine privative (la coupure d'Internet), aura plusieurs missions. Sa principale

fonction sera de protéger des droits d'auteurs sur Internet. Droits d'auteurs qui seraient mis en péril par le téléchargement abusif et illégal des internautes. Mais tout se complique lorsqu'en mai 2008, la CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés) est consultée sur le projet de loi HADOPI. Elle émet un avis critique, estimant qu'il n'offre pas « *les garanties nécessaires pour assurer un juste équilibre entre le respect de la vie privée et le respect des droits d'auteur* ». Elle va même plus loin en affirmant que « *les seuls motifs invoqués par le gouvernement afin de justifier la création du mécanisme confié à l'HADOPI résultent de la constatation d'une baisse du chiffre d'affaire des industries culturelles* ». En clair : c'est un texte taillé sur mesure pour les majors.

La Ministre de la Culture a plusieurs fois affirmé que tous les artistes soutenaient le projet de loi, notamment lors de la première lecture du texte à l'Assemblée nationale. Mais en fait elle se réfère à une liste de 52 chanteuses et chanteurs favorables à la loi, qui a par ailleurs été transmise à la presse. Il peut paraître surprenant que, pour Christine Albanel, « tous les artistes » tiennent en une liste de 52 chanteurs particulièrement médiatisés et commercialisés (on trouve entre autres les noms de Christophe Maé, Patrick Bruel, Jean-Jacques Goldman, Jenifer, Pascal Obispo, Liane Foly, Johnny Hallyday...).

Mais alors même que les majors dénoncent une crise du disque, le chiffre d'affaire global de la musique (en incluant les concerts) est en augmentation : selon deux études économiques, le marché mondial de la musique progressera de 4 % entre 2007 et 2011. En 2007, la SACEM (Société des Auteurs, Compositeurs et Éditeurs de Musique) a atteint un record historique de sa collecte. À noter qu'aujourd'hui les majors que sont Universal, Sony, EMI, Warner et BMG contrôlent 90 % des ventes de disques en France et le chiffre d'affaire d'Universal en 2007, qui détient à lui seul 41 % des parts de marché, atteint 4 milliards et 870 millions d'euros. De son côté, l'industrie cinématographique a battu des records de fréquentation

en 2008, que ce soit en France, aux États-Unis ou en Suède par exemple. Quant à l'industrie du jeu vidéo, elle a augmenté son chiffre d'affaire de 22 % en 2008 par rapport à 2007, qui était déjà une année exceptionnelle.

Par comparaison, les Producteurs Indépendants de musique (communément aussi appelé Labels Indépendants) sont aujourd'hui plus de 600 en France et cumulent plus de 3 000 productions par an. Pour paraphraser le Syndicat de l'Artisanat, ils sont aujourd'hui la plus grande maison de disques de France, produisant 90 % des créations originales. Ouvertement opposés au téléchargement illégal, ils se montrent néanmoins contre le projet de loi Hadopi : « *La politique de fuite en avant des majors a très largement contribué à la dévalorisation de la musique. Par un discours inique contre le public, désigné comme voleur potentiel avant d'être amateur de musique, les majors ont radicalisé le phénomène, en développant en même temps une politique de prix cassé qui cherche à condamner le physique (moins rentable pour eux que le numérique)...* » (*Hadopi : La création sacrifiée*).

Par ailleurs, lorsque l'HADOPI aura repéré une violation de droits d'auteurs sur Internet, les poursuites se feront sur la base des enquêtes menées par des cabinets privés représentant les ayants droit — c'est-à-dire bien sûr ceux qui en ont les moyens, comme les majors du disque et du cinéma, et tant pis pour les petits indépendants !

Il est donc évident que cette loi censée protéger tous les artistes et soutenir la création ne satisfait en fait que les grands groupes capitalistes de la culture. Alors même que ces derniers font des profits monstres même en période de crise, ils profitent des débats autour du téléchargement pour se doter d'une loi renforçant encore plus leur hégémonie sur la culture. Et encore une fois, les artistes concernés par cette « sécurité » ne sont qu'une infime minorité du paysage artistique français. Le reste, la majorité, n'existe pas aux yeux de la bourgeoisie et n'a qu'à crever en silence...

De plus, le déni de présomption d'innocence qu'instaure la loi HADOPI mènera à la sanction d'innombrables innocents sans aucune possibilité de recours suspensif : le texte prévoit un système répressif en dehors du circuit judiciaire, dès lors qu'il y a une suspicion de téléchargement illégal. Et si l'on se défend d'avoir téléchargé un fichier illégalement, on pourra être accusé de ne pas avoir sécurisé sa connexion par un mot de passe. Or il existe déjà bien des moyens pour pirater la connexion d'autrui...

Et pour finir, le coût estimé de la mise en place de la loi s'élève à plus de 35 millions d'euros par an (fichage, traçage des adresses IP, avertissements envoyés, etc.). Offrir un tel chèque annuellement à des services privés de police du net censés protéger la culture a de quoi faire enrager toutes les petites troupes de théâtre, tous les musiciens indépendants, tous les artistes et les intermittents à qui, quand ils proposent de vendre aux collectivités locales leurs spectacle, on répond l'air attristé : « Désolé, c'est la crise, il n'y a plus d'argent pour la culture... »

Mais la loi HADOPI est peut-être encore bien plus grave sur d'autres points, notamment celui de la « surveillance ».

Big Brother is watching you...

HADOPI aggrave considérablement le contrôle de l'Internet en France. Selon le même site gouvernemental cité plus haut, « J'aime les artistes », le « *filtrage généralisé des réseaux* » n'est pas à l'ordre du jour : « *Le projet ne prévoit rien de tel* ». Toutefois, le projet de loi prévoit d'inclure des « *expérimentations* » dans ce domaine : « *[L'HADOPI] évalue (...) les expérimentations conduites dans le domaine des technologies de reconnaissance des contenus et de filtrage par les concepteurs de ces technologies, les titulaires de droits sur les œuvres et objets protégés et les personnes dont l'activité est d'offrir un service de communication au public en ligne.* »

De plus, pour réduire sa peine (coupure d'Internet), un internaute devra accepter qu'un programme espion, un *spyware*, soit installé sur

son ordinateur pour lui permettre de prouver que sa connexion n'est pas utilisée pour télécharger illégalement. On imagine aisément les dérives possibles de ces programmes.

Ces *spyware* contrôleront les données entrantes et sortantes de l'ordinateur. Ils seront obligatoires, payants et non interopérables. Le rapporteur Franck Riester et la ministre Christine Albanel ont refusé la gratuité de ces logiciels. Les internautes utilisant un système d'exploitation non compatible avec les logiciels de sécurisation ne seront pas exonérés. Les natures et fonctions précises de ces logiciels ne sont toujours pas connues. On sait juste qu'ils devront être actifs en permanence et communiquer avec les serveurs de l'HADOPI.

Il est notamment question de surveiller toutes les communications électroniques, ce qui inclut aussi les courriels et toutes les autres communications à caractère privé pour un particulier, relevant du secret industriel ou commercial pour une société. Bref l'HADOPI pourra donc, si elle le souhaite, rentrer dans tous les fichiers informatiques de l'internaute et surveiller toute son activité Internet... Pour l'instant la mesure s'arrête aux seuls internautes « punis » par la loi mais il n'est pas du tout évident que ces surveillances s'arrêteront là. Avec cette loi adoptée, c'est une fenêtre vers la cybersurveillance qui s'ouvre pour le gouvernement.

Le projet de loi Loppsi 2 (loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure), voulu par Nicolas Sarkozy, qui devrait être présenté à l'Assemblée à l'automne 2009, reprend le principe de *spyware* d'HADOPI en le perfectionnant, puisqu'il permettrait d'accéder à des données informatiques sans le consentement des intéressés, de les observer, les collecter, les enregistrer, les conserver et les transmettre, telles qu'elles s'affichent pour l'utilisateur ou telles qu'il les y introduit par saisie de caractère. C'est la légalisation des « chevaux de Troie » (logiciels espions) chez l'internaute, pendant une durée de quatre mois, renouvelable une fois sur accord du juge.

Loppsi 2 prévoit également la création d'un fichier informatique appelé Périclès. Ce système d'« analyse sérielle » permettra d'effectuer des rapprochements entre les différents fichiers judiciaires (Stic, Judex, etc.) et de croiser tous les renseignements disponibles pour lutter au mieux contre tous les types de délinquance, l'exemple de la pédo-pornographie jouant surtout comme prétexte. Mais pour ce faire, ce « super fichier » contiendra de nombreuses données liées à la vie de l'internaute avec tous les dangers de dérives possibles : numéros de cartes grises, de permis de conduire, de puces de téléphones portables (IMEI), factures diverses, etc.

Techniquement, le dispositif pourra être mis en place à toute heure, soit en s'introduisant dans tout lieu physique (avec installation d'une « clé de connexion » dans l'ordinateur à surveiller), soit par « transmission par un réseau de communications électroniques », c'est-à-dire en s'infiltrant à distance dans la machine à surveiller.

Un appel d'offres intitulé « Veille de l'opinion » a également été lancé par le ministère de l'Éducation nationale. Il s'agit entre autres d'identifier les thèmes stratégiques, de repérer les leaders d'opinion, de décrypter les sources des débats et leurs modes de propagation, d'anticiper et évaluer les risques de contagion et de crise.

La surveillance concernera les sources stratégiques en ligne : sites « commentateurs » de l'actualité, revendicatifs, informatifs, participatifs, politiques, etc. Elle portera ainsi sur les médias en ligne, les sites de syndicats, de partis politiques, les portails thématiques ou régionaux, les sites militants d'associations, de mouvements revendicatifs ou alternatifs, de leaders d'opinion. La veille portera également sur les moteurs généralistes, les forums grand public et spécialisés, les blogs, les pages personnelles, les réseaux sociaux, les appels et pétitions en ligne et sur les autres formats de diffusion (vidéos, etc.).

Ça fait beaucoup de monde. La blogosphère serait-elle si dangereuse pour nos chers gouvernants ? À l'heure où les principaux médias

(presse, radio, télévision) sont contrôlés par la bourgeoisie et le pouvoir, un tel dispositif ne manque pas d'inquiéter. On nous affirmera en haut lieu que la liberté d'expression n'est pas menacée. On se permettra humblement d'en douter.

D'ailleurs, une petite anecdote pour celles et ceux qui douteraient encore que les médias ne sont pas impartiaux : à titre privé, un responsable du secteur Internet de TF1 avait envoyé un courriel à sa députée, l'UMP Françoise de Panafieu, lui faisant part des dangers que recelait la loi Hadopi. Pour se renseigner, la députée a transmis ce courrier électronique au ministère de la Culture qui est chargé de défendre ladite loi. Un membre du cabinet de la ministre Christine Albanel a alors réexpédié le message à... la direction de TF1. Qui a aussitôt licencié l'auteur du courriel.

Pour résumer, la loi HADOPI est une énième loi permettant de protéger les grands groupes capitalistes et leurs patrons en incitant les internautes à acheter les titres produits par les majors plutôt que de les télécharger, sous peine d'introduire un logiciel espion payant sur leurs ordinateurs. Logiciel ouvrant la porte aux pires dérives policières, menaçant directement les libertés individuelles. Les révolutionnaires sont en première ligne pour défendre les acquis démocratiques menacés par le pouvoir de plus en plus autoritaire de l'État bourgeois dirigé par Sarkozy.

Nous reviendrons dans un prochain article sur la question plus générale des droits d'auteur et des revendications à mettre en avant aujourd'hui pour défendre les artistes, la question d'Internet n'étant à cet égard qu'une parmi d'autres. Pour le public, il s'agit de combattre avant tout contre la mainmise des trusts capitalistes sur Internet, cet immense progrès historique qui permet une mise en commun universelle d'informations et de documents, sans requérir d'autre coût que l'installation technique des réseaux et l'achat des ordinateurs. De plus, les budgets publics consacrés à la création et à l'accès du peuple à la culture doivent être augmentés. L'apprentissage de la

pratique artistique et l'histoire de l'art doivent être intégrés dans les programmes et les emplois du temps scolaires. Mais surtout, il faut combattre pour mettre fin au quasi-monopole des grandes industries du disque, du cinéma, du livre sur la culture, pour

l'épanouissement total de la création artistique et l'accès de tous à la culture. Les majors étant des propriétés capitalistes comme les autres, il devient urgent de songer à leur expropriation totale sans indemnité ni rachat. Au-delà des luttes immédiates indispensables,

la réalisation d'un tel programme, qui devrait être élémentaire pour l'humanité du XXI^e siècle, nécessite de combattre pour la révolution socialiste...

□ Lászlo Merville

❖ POUR L'ORIENTATION DU NPA

La direction du NPA n'aurait pas dû signer les déclarations communes avec le PCF, le PG, et le PS qui s'alignent sur les positions des bureaucraties syndicales

Avant chaque journée d'action nationale appelée par les confédérations syndicales, la direction de notre parti a signé une déclaration commune avec les principaux partis de « gauche ». S'agit-il ou pas d'une bonne décision ? Ces signatures aident-elles les travailleurs à développer leur lutte de classe et se défaire du carcan fixé par la bureaucratie syndicale ? Pour y voir clair, examinons le contenu de la dernière déclaration en date, celle pour le 1^{er} mai.

S'agit-il d'un accord de front unique pour la défense de revendications élémentaires ?

La déclaration ne défend aucune revendication élémentaire aujourd'hui pour les travailleurs : ni l'exigence de zéro licenciement et zéro fermeture d'entreprise, ni le retrait des décrets sur le statut des enseignants-chercheurs et de la LRU, ni le retrait des projets de loi Bachelot de privatisation de la santé, ni la régularisation de tous les sans-papiers, ni l'abrogation des lois liberticides... Elle camoufle les points de vue opposés entre ceux qui sont pour l'interdiction des licenciements et ceux qui n'ont rien contre les licenciements dus à une cause économique sérieuse, en parlant de la « défense de l'emploi » et du « refus » par les salariés « des licenciements ». Les déclarations précédentes ressemblent comme deux gouttes d'eau à celles-ci.

Ce ne sont donc pas des accords de front unique, comme l'était le LKP, où toutes les organisations s'étaient mises d'accord pour lutter ensemble, par delà leurs désaccords, pour une plate-forme de 132 revendications très précises (même si certaines étaient réformistes et contestables¹). Un tel accord a été utile aux travailleurs, car il leur a servi de point d'appui pour se mobiliser ensemble pour arracher ces revendications par la lutte de classe.

La déclaration commune s'aligne sur la plate-forme intersyndicale du 5 janvier : sur un autre plan de sauvetage du capitalisme

La déclaration commune pour le 1^{er} mai dit que le gouvernement « refuse d'entendre les exigences sociales qui se sont exprimées, entre autres, au travers de la plate-forme intersyndicale du 5 janvier et dans les journées des 29 janvier et 19 mars ». La déclaration fait donc croire que les revendications des travailleurs sont contenues dans une plate-forme intersyndicale que le gouvernement refuse de satisfaire.

Or, cette plate-forme revendicative n'existe pas. Pire, la déclaration présente les mesures de chômage partiel comme des mesures de « sauvegarde de l'emploi » : « Les

entreprises confrontées aux baisses d'activité utilisent des mesures de sauvegarde d'emplois comme le chômage partiel, les jours de RTT ou de congés... Toutes ces mesures doivent être négociées ». Non seulement la déclaration n'exige pas le paiement intégral des jours chômés par les patrons, mais en plus elle applaudit les entreprises qui y ont recours, puisque cela permet de « sauvegarder » l'emploi. Si la déclaration intersyndicale réclame plus de pouvoir d'achat pour les salariés, elle ne comporte aucune revendication chiffrée ! Pire, elle endosse la politique de réduction du « coût du travail » du gouvernement : « Les allègements de cotisations sociales doivent être conditionnés à la conclusion d'accords salariaux. » Cela signifie que les confédérations acceptent une baisse du salaire indirect ; en effet, les cotisations sociales payées par les patrons constituent le salaire indirect des travailleurs. Concernant la Fonction publique, les confédérations refusent d'exiger l'abandon de la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) qui englobe la baisse des effectifs, la mise en place d'un management de type privé, le salaire au mérite, etc.

La plate-forme du 5 janvier constitue un plan de sauvetage du capitalisme, légèrement différent de celui de Sarkozy, manifestement inspiré par le PS et le directeur général PS du FMI, Dominique Strauss-Kahn. C'est clairement différent des positions défendues par le NPA. Alors, pourquoi la direc-

¹ Cf. nos déclarations sur la grève générale antillaise, <http://tendanceclaire.npa.free.fr>

tion du parti choisit-elle de signer un tel document ?

Une signature utile, indifférente ou nuisible ?

La direction du parti reconnaît elle-même que la déclaration commune cautionne la politique des directions syndicales, nuisible à la lutte des travailleurs. Mais elle explique qu'il fallait tout de même signer la déclaration, car « *il est important qu'un soutien public, le plus large possible, soit apporté par le maximum d'organisations de gauche aux luttes en cours* » (notes du CE). Mais le PS, le PCF, le PG et les directions syndicales soutiennent-ils réellement les luttes en cours ?

Tout au contraire, nous savons qu'ils font tout leur possible pour les freiner. Nos camarades du NPA Énergie l'expliquent très clairement à propos de l'attitude de la direction de la CGT-Mines et Énergie en particulier. Nous voyons plus généralement que les directions syndicales refusent de mettre en avant les revendications et ne proposent que des journées d'action sans lendemain, refusant de préparer, d'appeler et de construire la grève

générale nécessaire pour vaincre le patronat et Sarkozy.

Cette déclaration ne sera d'aucune utilité aux travailleurs en lutte de l'automobile, d'EDF-GDF, des facs, des hôpitaux, etc., qui se heurtent au contraire à la politique du PS, du PCF, du PG et des directions syndicales.

La déclaration commune n'a en fait d'intérêt que pour le PS, le PCF et le PG. D'une part, ils essayent ainsi de faire croire qu'ils soutiendraient les travailleurs. D'autre part, ils veulent soumettre le NPA à leur propre programme, qui n'est qu'un programme bourgeois un peu différent de celui de Sarkozy. Le NPA ne doit surtout pas apporter sa caution à cette opération. C'est pourquoi nous pensons que la direction du NPA n'aurait pas dû signer cette déclaration commune.

Pour une politique d'indépendance de classe pour que les travailleurs ne payent pas la crise

Il est essentiel que les travailleurs puissent s'appuyer dans leurs luttes sur une organisation qui mette en avant un programme indépendant pour la classe ouvrière

face à la crise. C'est le rôle que doit jouer le NPA.

Si le NPA défend avec constance et détermination une orientation indépendante, sans se préoccuper de la pression des médias bourgeois et des bureaucrates syndicaux, il ne fait pas de doute qu'il sera un point d'appui utile aux luttes ouvrières et qu'il rencontrera l'aspiration des centaines de milliers de travailleurs à ne pas payer la crise du capitalisme.

La perspective à ouvrir n'est donc pas celle d'un « changement de cap », comme le préconise la déclaration commune, qui semble vouloir dire qu'il s'agirait d'imposer à Sarkozy une meilleure politique en attendant 2012, mais celle du combat pour vaincre le gouvernement Sarkozy au service du MEDEF. Cependant un gouvernement du PS ne ferait pas fondamentalement une autre politique, comme le prouvent non seulement sa politique passée, mais même ses déclarations présentes, alors qu'il est théoriquement dans l'opposition. C'est seulement si les travailleurs parviennent à conquérir et à exercer eux-mêmes le pouvoir politique qu'ils pourront ne pas payer la crise.

□ **Antoni Mivani**

Marche unitaire pour l'interdiction des licenciements : *Chiche ! Mettons-y les moyens* pour que cela soit une étape vers la grève générale !

La direction du NPA propose de mettre en avant l'organisation de marches régionales contre les licenciements, qui déboucheraient sur une marche unitaire à Paris pour l'interdiction des licenciements, laquelle déboucherait elle-même sur des « *états généraux populaires mettant en accusation le système capitaliste, la crise et ses conséquences, posant les jalons d'autres formes d'organisation de la société* ».

L'organisation d'une marche centrale contre les licenciements est une bonne idée, à condition de rompre avec le sectarisme et de l'inscrire dans la perspective de la

grève générale à construire. Alors que le POI (parti ouvrier indépendant) s'adresse (notamment) au NPA depuis des semaines en proposant une marche centrale à Paris pour l'interdiction des licenciements¹, la direction du NPA, après avoir royalement ignoré les adresses du POI... reprend aujourd'hui une proposition semblable, tout en continuant à ignorer que celle-ci est également portée par le POI ! Certes, le POI pratique l'insulte, mène une politique d'appareil, mais ce n'est évidemment pas une raison

¹ Cf. notre article dans *Au CLAIR de la lutte* n° 1.

d'ignorer ses propositions portées par ses milliers de militants. **Mener une politique de front unique, ce n'est pas s'allier avec ses « amis », mais chercher l'unité la plus large au sein du mouvement ouvrier sur les revendications des travailleurs.**

Nous devons donc proposer à l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier, à l'ensemble des travailleurs en lutte, de préparer ensemble cette marche unitaire. Nous ne pouvons pas ignorer que le POI a recueilli environ 50 000 signatures sur sa proposition et qu'il a impulsé la création de dizaines de comités. Nous ne pouvons pas igno-

rer que LO dirige de nombreuses luttes ouvrières par l'intermédiaire des syndicats de boîte où elle a de fortes positions. Nous ne pouvons pas ignorer que des dizaines de syndicats se sont prononcés pour aller vers un mouvement de grève générale. Concrètement, nos partenaires logiques pour une telle marche sont les organisations qui s'opposent à tous les licenciements, principalement LO et le POI, mais aussi les syndicats combatifs à tous les niveaux. Nous devons mettre en œuvre une authentique politique de front unique sur le modèle du LKP avec tous ceux qui y sont prêts. Le plan de lutte du LKP vers la grève générale avait commencé par une manifestation. Nous devons donc préparer sérieusement cette marche contre les licenciements, en l'inscrivant dans notre plan d'ensemble vers la grève générale. Ainsi, cette marche pourrait être appelée par la première réunion de la Coordination nationale des délégués des travailleurs en lutte, avec le soutien du NPA, de LO, du POI et de dizaines de syndicats combatifs.

La position que nous avons défendue au congrès de fondation

Lors du congrès, nous avons expliqué que le mot d'ordre d'« interdiction des licenciements » n'était juste qu'à condition d'être lié explicitement à la perspective d'un gouvernement des travailleurs. En effet, dans le cas contraire, on suggère aux travailleurs que l'interdiction des licenciements pourrait être le résultat d'une loi votée à l'Assemblée Nationale. Or l'interdiction des licenciements est incompatible avec le capitalisme. Elle suppose donc non seulement le renversement de l'actuel gouvernement, mais aussi la destruction de l'État lui-même et l'instauration d'un gouvernement des travailleurs.

On nous avait reproché de polémiquer sur les virgules. Malheureusement, la manière dont le mot d'ordre d'interdiction des licenciements a été présenté dans *Tout est à nous !* n° 2 (qu'on peut lire sur <http://www.npa2009.org/content/nparguments-pour-linterdiction->

des-licenciements) a confirmé nos craintes. Des divergences théoriques dans le programme conduisent ainsi logiquement à de grandes différences dans la lutte des classes.

« L'interdiction des licenciements » : une réforme possible dans le cadre du capitalisme ?

L'argumentaire présente très explicitement « l'interdiction des licenciements » comme une simple réforme dans le cadre du capitalisme. On y lit notamment que « *le statut des salariés des entreprises privées doit être totalement refondé* » pour donner de nouveaux droits aux salariés : « *Ces droits existent en partie pour les salariés du secteur public. Ils doivent être étendus au privé* ». Ainsi, il s'agit de refonder, c'est-à-dire réformer le statut des travailleurs... qui resteront des salariés du « privé » : on se situe donc dans le cadre du maintien de la propriété privée. Pour les auteurs de l'article, l'objectif est d'établir un rapport de force pour « *responsabiliser le patronat* » et lui imposer « *l'interdiction des licenciements* ». Enfin, pour qui aurait encore un doute, la fin de l'article lève toute ambiguïté, expliquant qu'« *imposer l'interdiction des licenciements est possible, comme les salariés ont imposé la journée de huit heures, les 40 heures, les congés payés, l'interdiction du travail des enfants* ». Pour les auteurs de l'article, l'interdiction des licenciements est donc bien une réforme possible dans le cadre du capitalisme. Comme l'interdiction effective des licenciements est incompatible avec le système capitaliste, on ne peut en conclure qu'une chose : ils doivent entendre par « interdiction des licenciements » tout à fait autre chose qu'imposer zéro licenciement.

Sécurité Sociale Professionnelle ou interdiction des licenciements ? Responsabiliser les patrons ou les exproprier ?

En fait, au lieu de l'interdiction des licenciements, l'argumentaire publié dans *Tout est à nous !* défend une simple régulation des licenciements.

L'article estime que « *l'entreprise, le groupe, la branche doivent être responsables de la continuation d'emploi du salarié en assurant son salaire, la poursuite de sa carrière et sa formation* ». Il s'agit, non pas de garantir le maintien de l'emploi, mais de « *garantir le contrat de travail* », en faisant payer le patronat dans son ensemble.

La proximité avec la proposition de Sécurité sociale professionnelle (SSP) est frappante. Ainsi, voici comment Maryse Dumas, n°2 de la CGT, synthétisait le projet de la CGT de SSP : « *Nous proposons une sécurité sociale professionnelle, c'est-à-dire des droits à une carrière, à la formation professionnelle, à la progression des salaires, au maintien du contrat de travail et du salaire en cas de suppression d'emploi. Ces droits seraient attachés à la personne du salarié, et progresseraient avec lui. Ils seraient garantis au plan interprofessionnel afin que chaque employeur soit tenu de les prendre en compte et de les respecter chaque fois que le salarié change d'emploi* » (*Le Monde*, 25 octobre 2004.)

La Sécurité sociale professionnelle traduit la transformation de la CGT en « syndicat de proposition ». Les différentes versions de SSP – plus ou moins « radicales » – ont, malgré leur apparente diversité, fondamentalement pour objectif de résoudre cette double difficulté patronale « rigidité du marché de l'emploi – inadéquation de la formation » par la double solution « flexibilité pour les entreprises – 'sécurité' et formation pour les salariés ». Cette « solution » devrait être réalisée par un double mouvement : d'un côté, le transfert de la respon-

sabilité du licenciement de l'entreprise vers la collectivité (des citoyens ou des patrons), de l'autre, la création d'un « statut » du salarié hors de l'emploi, statut qui combinerait rémunération et droit à la formation.

Bien sur, la SSP défendue dans l'article de *Tout est à nous !* est une version « radicale » : on exige le maintien intégral du salaire payé intégralement par la collectivité des patrons (via une nouvelle branche de la sécurité sociale). Le NPA veut « imposer » cette mesure, en faisant croire, de façon erronée, que cela revient à interdire les licenciements et à en finir avec le chômage.

Or on n'en finira pas avec le chômage en « responsabilisant » les patrons, comme le préconise l'argumentaire, mais en les expropriant, en changeant de régime social, et par le fait que les travailleurs feront tourner la production en fonction de leurs besoins. L'idée d'une entreprise capitaliste « responsable », « citoyenne », « éthique », etc., est une utopie, étant donné les lois de la production capitaliste.

Le chômage : résultat de « choix de rentabilisation » ou logique objective du capital ?

La logique réformiste qui soutend l'argumentaire de *Tout est à nous !* est à notre avis liée à une conception erronée du capitalisme véhiculée par l'article. Les licenciements, le chômage de masse, sont présentés comme étant le produit, non de la logique même du système, mais de choix d'individus (les capitalistes) malfaisants. Par exemple, le texte parle d'un conseil

d'administration qui « **préfère placer les bénéficiaires dans des coups de Bourse hasardeux plutôt que de s'en servir pour développer l'investissement et l'emploi et bien sûr payer correctement les salariés** », du « **bon vouloir d'une poignée de gros actionnaires et de patrons** », ou encore explique que « **à une échelle globale, les licenciements et les suppressions d'emplois sont bien dus à des choix de rentabilisation** ». Or, si le chômage n'est que le résultat de mauvais choix, il suffit pour en finir avec lui d'obliger les individus malfaisants à prendre de meilleures décisions. Bref, il suffit de réformer, voire simplement de moraliser le capitalisme.

Cette perspective est une utopie, comme l'expliquent d'ailleurs les principes fondateurs du NPA : « *La logique du système invalide les prétentions de le moraliser, de le réguler ou de le réformer, de l'humaniser, qu'elles soient sincères ou hypocrites.* » Il serait bon que les articles publiés dans notre journal, *Tout est à nous !* ne disent pas ou ne suggèrent pas le contraire !

Mots d'ordre pour lutter contre les licenciements

À l'heure où la crise du capitalisme menace de jeter à la rue des centaines de milliers de travailleurs en France et des dizaines de millions dans le monde, la manière dont l'article de *Tout est à nous !* pose le problème des licenciements a enfin tendance à évacuer la question centrale, brûlante : comment aider aujourd'hui les travailleurs à empêcher, ici et maintenant, ces vagues de licenciements et de fermeture d'entreprises ?

De ce point de vue, le *Programme de transition*, programme d'action de la IV^e Internationale, rédigé en 1938 par Trotsky fournit des mots d'ordre d'une frappante actualité :

- exiger l'ouverture des livres de compte face à tout capitaliste qui prétend licencier ;

- n'accepter aucun licenciement, même si l'ouverture des livres de compte révèle la faillite de l'entreprise prise à la gorge par la crise du capitalisme ;

- se battre pour la répartition des heures de travail entre les travailleurs et les chômeurs sans baisse de salaire ;

- mettre en avant les méthodes de la lutte des classes et l'auto-organisation : les grèves, les piquets de grève, les occupations d'usine, les comités de grève, les comités d'usine...

- combattre pour le contrôle ouvrier ;

- lutter pour l'expropriation des capitalistes dans les secteurs clés de l'économie, à commencer par les entreprises du CAC 40, et pour leur nationalisation sous contrôle ouvrier préparant les travailleurs à l'idée de l'expropriation pure et simple du capital ;

- défendre un plan de grands travaux conçu et réalisé sous le contrôle des travailleurs.

Tous ces axes dirigent vers une seule et même conclusion : pour en finir avec le chômage, les travailleurs doivent conquérir le pouvoir politique. Seul un gouvernement des travailleurs auto-organisés aura assez de force pour commencer à détruire ce système qui détruit nos vies et diriger la révolution socialiste.

□ Gaston Lefranc

Motion du Comité NPA de Romans (Drôme) pour l'AG interpro du 1^{er} mai

Motion proposée par un camarade de la tendance CLAIRE, votée à l'unanimité par le comité NPA de Romans, et diffusée à 500 exemplaires dans la manifestation du 1^{er} mai. Rédigée pour être présentée aux travailleurs ayant participé au rassem-

blement qui a suivi la manifestation, cette motion n'a malheureusement pas pu être soumise au vote. Nous la publions néanmoins ici telle qu'elle a été rédigée, en tant que document du comité NPA de Romans.

Nous vivons, notamment depuis deux ans, une régression sociale sans précédent :

- **aggravation des injustices sociales** : les profits explosent, la paupérisation et la précarisation s'aggravent.

- **liquidation des services publics**

- **atteintes aux libertés individuelles et collectives.**

C'est une politique pour les patrons, les actionnaires, les riches que met en oeuvre, sans vergogne Sarkozy.

Nous le savons toutes et tous, usine par usine, service

par service, école par école, nous ne gagnerons pas !

Pour vaincre, il faut l'unité des travailleurs et de leurs organisations syndicales face à ce patronat rapace et ce gouvernement arrogant.

Il n'y a pas d'autre solution que de renouer avec les principes gagnants du syndicalisme de classe et de masse : les AG, l'auto-organisation, la grève générale.

Les journées ponctuelles, sans lendemain ni perspective, ont montré leurs limites malgré leur ampleur.

Il s'agit aujourd'hui de construire un véritable rapport de forces pour mettre un terme à cette régression afin d'aller

vers une société plus juste et plus libre où l'exploitation humaine sera bannie.

La Guadeloupe et la Martinique ont démontré que seule la grève générale permettait de gagner.

« *La grève générale ne se décrète pas.* » Refrain bien connu servant à justifier des négociations bidons et des actions sans lendemain qui nous conduisent systématiquement à l'échec.

Si la grève générale ne se décrète pas elle se construit. Encore faut-il en avoir la volonté.

Nous, travailleurs syndiqués ou non du privé et du

public, chômeurs, retraités, lycéens, étudiants réunis à la maison des syndicats de Romans ce 1^{er} Mai 2009, demandons que les directions confédérales appellent tout suite à la grève générale et à une manifestation nationale à Paris :

- contre les licenciements ;
- pour le maintien de tous les sites et zéro licenciement ;
- aucune perte de salaire si chômage technique ;
- pour l'abrogation de toutes les suppressions d'emplois dans le service public et l'enseignement ;
- pour l'augmentation générale des salaires, des retraites et des minima sociaux.

Nous décidons de nous constituer en comité de préparation à la grève générale.

Nous appelons les salariés dans leur usine, les employés dans leur bureau, les enseignants dans leur école, les travailleurs dans leur quartier à constituer des comités de préparation à la grève générale.

Tous ensemble dans l'unité avec les organisations syndicales, construisons la grève générale et la manifestation nationale contre les licenciements.

Les loups sont rentrés dans Romans.

Manifestation contre Le Pen réprimée par les CRS, quatre manifestants arrêtés

À l'occasion des élections européennes, la « tournée » de la vieille baderne du FN passait samedi 16 mai par la Drôme. Romans était une ville étape incontournable puisqu'il peut se targuer d'une audience notoire (15/16% d'élus au conseil municipal). Romans, ville sinistrée, 20% de chômeurs puisque la mono-industrie de la chaussure a complètement disparu et que, de son savoir-faire d'antan, il ne reste plus qu'un musée. Depuis que la campagne a débuté, les murs de la ville lui appartiennent (collages).

Contacté par le comité anti-fasciste de Valence, aidé par celui de Lyon (CNT, anarchistes, autonomes, libertaires...), j'ai proposé que le comité NPA relève le défi avec eux pour une manif en ayant pour objectif de servir d'électrochoc pour les Romains. Après discussion, le comité a accepté et trois camarades ont participé. Il faut savoir qu'aucun parti ni syndicat n'avaient répondu à la sollicitation de participation.

Une quarantaine de personnes, surtout des jeunes, s'étaient donné rendez-vous sur la place Jacquemart avant de se rendre devant l'usine Jourdan armée de boîtes d'œufs.

Le Pen a inauguré avant l'heure la nuit des musées puisqu'il visita le musée de la chaussure avant sa conférence de presse à l'hôtel Primevère (face à Jourdan), mais aussi pour sa petite levée de fonds en vue des élections européennes. C'est là que l'on a attendu son arrivée, devant le portail de l'hôtel, où nous ont rejoints pas moins de dix cars de CRS. Le gouvernement devait bien une telle escorte à celui à qui elle doit tant.

À leur habitude, les CRS ont foncé dans le tas sans sommation, juste à temps pour que la voiture de Monsieur Le Pen et toute son escouade puissent passer. Ils ont été plutôt sélectifs dans leurs coups de matraques et de pieds, choisissant (peut-être inconsciemment : à force, ça devient un réflexe) ceux et celles qui n'avaient pas le bon faciès ou qui avaient le style « anarcho-autonome ».

L'assaut fut d'une brutalité inouïe et la répression sauvage puisque 3 camarades furent embarqués.

C'est le triste bilan de la manifestation contre la venue de Jean Marie Le Pen à Romans. Ce qui faisait écrire au très libéral *Dauphiné libéré* : « *Des CRS en renfort pour la venue du président national... ou protégé par les CRS.* »

Un peu plus tard, les Jeunesses identitaires (mouvement de jeunesse du Bloc Identitaire, courant d'extrême droite) se sont pointées avec l'objectif de parachever le travail des CRS. Face à cette horde de sauvages, la manif pré-féra s'évaporer pour éviter de se faire « massacrer ».

Cet acte symbolique mais fort a eu un certain écho sur Romans que les absents ont eu tort de boudier.

Jean

La campagne électorale du NPA dénonce le capitalisme et se fait l'écho des luttes, mais avec un orientation trop proche du réformisme et de l'électoralisme

À l'heure où nous écrivons, l'élection des députés français au Parlement européen auront lieu dans dix jours, et tout indique que, sur fond d'une importante absten-

tion, l'UMP arrivera en tête malgré l'impopularité persistante de Sarkozy et de son gouvernement. Après avoir triomphé des grèves et évité la montée vers la grève géné-

rale grâce à l'aide des directions syndicales, Sarkozy pourra donc ainsi partir en vacances renforcé et requinqué.

Si le PS fait campagne pour « changer l'Europe »¹ dans le but de changer la majorité au Parlement européen, il n'incarne pas une alternative significative aux yeux de la masse des travailleurs. Ni au niveau national où le PS peine à faire croire que ses solutions à la crise soient différentes de celles de l'UMP (qui elle aussi prétend défendre le « modèle social français »), ni au niveau européen, où le PS a approuvé le traité de Lisbonne et où les partis « sociaux-démocrates » et les partis de droite votent main dans la main la plupart des textes au Parlement de Strasbourg.

Profitant de l'affaiblissement du PS, le MODEM de Bayrou cherche à capter une partie de l'électorat socialiste en se positionnant comme l'opposant le plus ferme à Sarkozy (avec la sortie de son livre *Abus de pouvoir*), et en premier défenseur des libertés démocratiques. Sur le terrain écolo et europhile, Cohn-Bendit a réussi à rassembler un aréopage d'arrivistes de droite et de gauche qui pourrait cartonner dans les couches supérieures du salariat.

Le Front de gauche compte profiter de la transformation du PS en parti 100 % bourgeois, en défendant les valeurs traditionnelles de la social-démocratie (la redistribution, les politiques keynésiennes de relance, etc.). Il propose simplement de renforcer les services publics et le rôle de l'État vis-à-vis du marché sans remettre en cause les fondements du mode de production capitaliste : « Le marché peut faire bien des choses, mais ne peut pas tout. L'intervention publique est nécessaire »².

Lutte ouvrière mène une campagne anticapitaliste sans semer d'illusion sur la réforme du système : « Nous dirons, dans cette campagne, qu'il n'y a aucun remède contre la crise dans l'économie capi-

taliste »³. Mais elle ne défend pas centralement la perspective socialiste et elle ne propose aucune stratégie de lutte aux travailleurs pour affronter la crise. S'il est juste que le NPA ait refusé de faire alliance avec des partis pro-capitalistes comme le PCF ou le PG, on ne peut que regretter qu'il n'ait pas « harcelé » LO pour mener ensemble une campagne anti-capitaliste conséquente.

Enfin, certaines conditions semblent réunies pour que le FN progresse par rapport aux élections locales de 2008. L'aggravation de la crise, la montée du chômage, la perte de popularité de Sarkozy, le reflux des grèves, la dénonciation de l'Union européenne, la faiblesse de la campagne des anticapitalistes, font que le FN pourrait à nouveau incarner le vote de contestation pour de nombreux travailleurs.

Dans cet article pour le bulletin de la Tendance CLAIRE du NPA, nous analysons les forces et surtout les faiblesses de la campagne de notre parti, qui n'a pas selon nous défendu la ligne qu'il aurait dû défendre pour se renforcer et gagner à lui un maximum de travailleurs.

Une campagne qui dénonce le capitalisme et se fait l'écho des luttes

La campagne du NPA met en avant le mot d'ordre juste : « Ce n'est pas nous de payer leur crise ! ». Cela nous distingue des autres listes qui souhaitent amender ou compléter le plan de relance de Sarkozy. C'est de fait la question centrale du moment présent, l'axe du combat contre la résignation, pour une lutte de classe conséquente et radicale qui s'en prenne à la logique même du capitalisme. En se présentant comme les défenseurs des intérêts du monde du travail, en refusant de rogner sur les revendications pour que celles-ci puissent apparaître comme « réalistes » ou « compatibles » avec le maintien du

système capitaliste, le NPA ne cède pas aux sirènes de l'union sacrée face à la crise. Le NPA se positionne comme le parti qui soutient les travailleurs en lutte, leur donne la parole et qui refuse de dresser un mur de séparation entre la lutte de classes dans les entreprises et le combat électoral. Les meetings et réunions publiques permettent aux travailleurs d'entendre d'autres travailleurs et de réfléchir sur les luttes récentes ou en cours.

En outre, le NPA explique qu'il faut en finir avec le système capitaliste pour sauver la planète et satisfaire nos besoins. En cela, il se distingue du Front de gauche, dont l'horizon ne va pas au-delà d'une simple régulation et de politiques de redistribution dans le cadre du système — tout en participant en fait, au quotidien, à la gestion du système (notamment à l'octroi de grosses subventions publiques au patronat) dans l'ensemble des régions de France, où il participe aux exécutifs régionaux avec le PS, ainsi que dans de nombreuses municipalités.

Toutefois, nous pensons que la campagne du NPA a de grosses lacunes et qu'elle ne propose pas une alternative claire, révolutionnaire et donc enthousiasmante, aux vieilles ficelles réformistes. En tentant à s'enfermer dans une logique réformiste, pensant sans doute ratisser plus large, nous allons droit dans le mur, en perdant sur tous les tableaux : celui de la clarification politique (qui ferait progresser la conscience des travailleurs) et celui de la construction du parti.

Les axes programmatiques du NPA ne se distinguent pas assez de ceux du Front de gauche

Le Conseil Politique National (CPN) de mars 2009 a fixé les « 4 axes principaux » de la campagne : « Une Europe sociale, Une Europe démocratique, Une Europe écologique, Une Europe antimilitariste et anti-impérialiste ». Ces axes ne constituent pas une surprise car ils se situent dans le droit fil du texte

¹ <http://www.changerleurope.fr/>

² http://www.frontdegauche.eu/index.php?option=com_content&view=article&id=514:europa-pour-changer-de-cap&catid=97:actualite&Itemid=27

³ Conférence de presse de N. Arthaud : <http://www.lutte-ouvriere.org/elections-235/conference-de-presse-de-nathalie>

de congrès sur les européennes¹. Cependant, ils vont encore plus loin dans le renoncement à la perspective communiste puisqu'ils gommèrent tout aspect de classe, alors que le texte de congrès mettait encore en avant la perspective d'une « Europe des travailleurs » et même d'une Union socialiste. Ainsi, les brochures (4 pages) de campagne mettent en avant « Une Europe des peuples, démocratique, sociale, solidaire et écologique ».

Les intitulés des 4 axes de la campagne ne permettent pas de distinguer le NPA de la gauche réformiste. Ce sont des slogans creux qui sont repris ou peuvent être repris par tout le spectre politique. Le NPA devrait au contraire expliquer comment se débarrasser du système capitaliste, en dressant la perspective de la destruction des institutions (nationales et supranationales) de la bourgeoisie, par la mise en place d'un gouvernement des travailleurs auto-organisés en rupture avec l'Union européenne du capital. Et à l'Europe du capital, plus ou moins « sociale », « démocratique » ou « écologique », nous devrions opposer notre perspective d'une Europe socialiste des travailleurs.

Mais la campagne du NPA ne fait pas seulement abstraction de la perspective communiste. Elle fait croire qu'il serait possible de redistribuer radicalement les richesses dans le cadre du capitalisme. Dans la double page « L'Europe que nous voulons » de *Tout est à nous !* n° 6, on nous dit qu'il est « possible » de reprendre 10 points de PIB passés dans la poche du patronat, et donc de financer les 300 euros d'augmentation pour tous. Il suffit de « prendre sur les profits » pour obtenir une « nouvelle répartition entre les salaires et les profits ». Ainsi, sans détruire le système capitaliste (puisqu'les profits existeront

toujours), on pourrait imposer la répartition que l'on veut aux capitalistes. C'est entretenir des chimères, nier les lois mêmes du capitalisme et le fait que les rapports de distribution découlent des rapports de production. Le NPA ne doit pas raconter des histoires aux travailleurs. Laissons cela à Mélenchon et Buffet ! La radicalité ne consiste pas à proposer une hausse des salaires de 300 euros plutôt que de 200 euros, mais à prendre les choses à la racine. Il s'agit d'expliquer que la nécessité de détruire le système capitaliste (et donc de s'en donner les moyens) n'est pas une lubie, mais découle du fait qu'il est impossible de réformer le capitalisme pour qu'il serve les intérêts de la majorité de la population.

Réformer l'Union Européenne ou la détruire ?

À l'instar du Front de Gauche et des partis bourgeois, le NPA plaide pour « une Europe où le meilleur d'une législation sociale ou démocratique soit étendu à tous, avec la création de services publics européens »². Dans l'émission *Riposte* du 24 mai 2009, Olivier Besancenot s'est plaint qu'il n'existait pas de fiscalité et de budget européens et a regretté que les décisions sur la fiscalité doivent être prises à l'unanimité. Mais quel est l'intérêt de dire cela ? Cela fait croire qu'un bricolage institutionnel pourrait apporter un réel bénéfice aux travailleurs. C'est complètement désastreux pour la conscience de classe des travailleurs de propager ce genre d'illusions et de laisser le FN apparaître comme les seuls à dénoncer les institutions européennes. Marteler qu'il faut harmoniser par le haut les droits sociaux sans expliquer comment cela pourrait se faire, c'est répéter les belles promesses creuses des partis du système et faire croire qu'on peut agir dans le cadre de l'UE pour améliorer les droits des travailleurs.

Même si le NPA remet abstraitement en cause l'ensemble des traités, il n'en tire pas les consé-

quences pratiques et met au contraire en avant des propositions de réforme de l'UE. Ainsi, le NPA plaide pour une « assemblée constituante » européenne. Pourtant, le régime des pays européens est déjà celui de la démocratie bourgeoise. Sur quoi aboutirait donc une telle constituante, c'est-à-dire une assemblée élue au suffrage universel, fût-ce à la proportionnelle intégrale, après une campagne électorale orchestrée avec les partis actuels, les médias actuels, le système actuel ? Assurément à la même UE que celle que l'on connaît aujourd'hui ! Par quel miracle en serait-il autrement ? Pour satisfaire les besoins des travailleurs, la perspective à avancer n'est pas celle d'une nouvelle forme politique pour l'Europe capitaliste, d'une UE relookée. Les anticapitalistes conséquents, c'est-à-dire les révolutionnaires, doivent au contraire expliquer que notre but est de faire la révolution, c'est-à-dire de constituer un gouvernement des travailleurs, qui romprait immédiatement avec l'UE capitaliste et dont la première tâche serait de tout faire pour étendre la révolution dans les autres pays de l'UE et du monde. Avec en ligne de mire l'objectif des États-Unis socialistes d'Europe et des États-Unis socialistes tout court.

L'alliance proposée aux Alternatifs est révélatrice du voisinage de la campagne du NPA avec le réformisme

Le CPN de mars considérait que les conditions étaient réunies pour un accord avec les Alternatifs. Dans un projet de tribune pour *Le Monde*³, des dirigeants du NPA expliquaient : « Avec les Alternatifs, nous avons enregistré de très nombreuses convergences », sans préciser lesquelles.

Une fois examinée le pedigree des Alternatifs (cf. encadré), on comprend mal ce qui les distingue du PCF ou du PG. Difficile d'expliquer en quoi les Alternatifs seraient plus anticapitalistes que le PCF et le PG. Difficile aussi

¹ C'est pourquoi notre Tendance avait proposé au congrès une résolution alternative à celle proposée par le Comité d'Animation National du processus NPA, cf. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=16> ; cf. aussi notre bilan du congrès du NPA, <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=10>

² Brochure NPA pour la campagne en Île-de-France.

³ « Le NPA et l'unité à la gauche du PS », projet de Tribune dans *Le Monde* de S. Demarcq, P.-F. Grond, R. M. Jennar.

d'expliquer que les Alternatifs seraient moins liés au PS que le PCF et le PG, puisqu'ils participent à des exécutifs locaux avec le PS (comme à Nantes) et ont bien l'intention de continuer !

La direction du NPA donne donc du grain à moudre à ceux qui l'accusent d'avoir refusé les alliances avec le PCF et du PG, pour des raisons purement boutiquières.

Pour éviter les deux plaies du sectarisme et de l'opportunisme, notre parti aurait dû mener une campagne anticapitaliste conséquente et tous les militants honnêtes auraient compris qu'une telle campagne n'aurait pas pu être menée avec des organisations telles que le PCF, le PG ou les Alternatifs. Non seulement parce que ces gens-là refusent de rompre avec le PS, mais

aussi parce que ce refus même découle de leur réformisme et de leur refus de combattre pour développer la lutte de classe, pour dénoncer les directions syndicales (auxquelles ils sont au contraire organiquement liés), pour combattre dans l'objectif de la grève générale.

Les Alternatifs : un petit parti capitaliste

Les « quatre piliers » des Alternatifs sont « *solidarités, écologie, féminisme, autogestion* ». Ainsi, ils ne se définissent pas comme un parti de classe, anticapitaliste, pour le socialisme, sans même parler de la révolution... Leur horizon et leurs méthodes sont totalement étrangers au mouvement ouvrier : « *À travers une démarche de démocratie citoyenne, les alternatifs se donnent pour objectif d'aider à construire les bases d'un système politique où les modes de production et de répartition des richesses seront un outil de développement, de la justice sociale, de l'écologie et de la solidarité* ».

Dans leur réponse au NPA sur les élections européennes, les Alternatifs affirment franchement : « *Les Alternatifs sont opposés à l'interdiction des licenciements, et prônent ouvertement la Sécurité sociale professionnelle revendiquée par la CGT et Solidaires*' »¹. Ainsi, ils ne remettent pas en cause la propriété privée et le droit des patrons de mettre à leur porte leurs employés ; ils réclament juste un accompagnement social à base de formations, indemnités « généreuses », etc. Dans cette même lettre, les Alternatifs se félicitent que le NPA mette en avant les « services publics européens » et la « constituante européenne ». S'il n'est guère étonnant que ce parti souhaite réformer l'Union Européenne, cela l'est en revanche davantage pour notre parti qui se revendique anticapitaliste conséquent !

Pour faire face à la crise, les Alternatifs ne proposent aucune rupture avec le capitalisme : à l'instar des bureaucrates syndicaux, ils réclament juste que les plans de relance soient complétés par des mesures de soutien à la consommation : « *Soutenir l'investissement à moyen terme est une chose, mais n'est pas suffisant : la confiance passera par une relance du pouvoir d'achat*. » Mais ils se veulent réalistes et ainsi soucieux de ne pas trop augmenter les salaires : « *Plutôt que d'augmenter le SMIC brut, ce qui peut poser problème à court terme dans un certain nombre d'entreprises, il est possible d'augmenter le SMIC net par la réduction totale (8 % des salaires) ou partielle de la CSG, réduction plafonnée au niveau de ce même SMIC même pour les salaires plus élevés*. »

L'unité politique électorale avec un tel parti ne peut donc pas de faire sur « *un projet anticapitaliste au contenu précis en rupture avec le système* »². Il ne peut se faire que sur un programme de réforme sociale qui s'inscrit totalement dans le cadre du système. Si finalement l'alliance n'a pas été scellée, c'est simplement parce que les Alternatifs ont refusé de choisir entre le Front de gauche et le NPA, appelant à voter indistinctement pour l'un ou pour l'autre.

Le NPA glisse vers l'électorisme

Depuis début mai, le Comité exécutif demande aux militants NPA une implication très forte et quotidienne dans la campagne électorale : « *Il reste à peine 33 jours. Pour chacune et chacun, pas un jour sans campagne !* » (Informations du CE du 6 mai) ; « *Il reste 25 jours à peine. Pour chaque militant-e et sympathisant-e du NPA, pas un seul jour sans campagne !* » (Informations du CE du 13 mai) ; « *Il faut une mobilisation exceptionnelle de tout le NPA dans les 19 jours qui restent !* » (Informations du CE du 19 mai)... Même si le CE ressent le besoin de préciser que le

NPA n'est pas électoraliste (« *Nous ne sommes pas électoralistes* », Informations du CE du 6 mai), on ne peut que constater qu'une telle implication des militants n'a pas été demandée sur un autre sujet depuis le congrès de fondation ; notamment pas pour la mise en place des coordinations et autres structures d'auto-organisation qui étaient nécessaires pour déborder les directions syndicales et leur imposer la grève générale...

Pour la direction du NPA, les élections européennes sont le principal enjeu de la période : les militants doivent se battre pour arracher les votes un par un : « *Il faut aller chercher ces 2 à 3 % supplémentaires avec les*

dents » (Informations du CE du 6 mai et du 19 mai). Dans sa chasse aux électeurs, la direction du NPA en vient à mettre en avant des arguments sur le « vote utile » qu'on n'avait pas l'habitude d'entendre du côté de l'extrême gauche : « *Nous devons affirmer que nous voulons des élus. Que les seules listes de la gauche radicale qui (sans être assurée d'en avoir bien sûr) ont le plus de chance d'en avoir, ce sont celles du NPA.* » Cela se traduit même par des propositions de « flyers » avec la mention « *Votez pour la seule liste de la gauche radicale qui ait une chance d'avoir des élu-e-s* »...

Notre parti a eu raison de ne pas boycotter les élections : elles

¹ http://www.alternatifs.org/spip/IMG/pdf_090309RxV288-Net.pdf

² Le NPA et l'unité à la gauche du PS, projet de Tribune dans le Monde de S. Demarcq, P.-F. Grond, R. M. Jennar.

offrent une tribune qui peut permettre de diffuser nos idées à une échelle de masse pour construire le parti. Mais l'objectif n'est pas d'avoir des élus à tout prix, en lissant son discours et en appelant au « vote utile ». Il est de convaincre un maximum de travailleurs de la possibilité et de la nécessité d'une alternative révolutionnaire socialiste et de renforcer un parti qui se bat pour cette perspective.

Une occasion ratée

L'aggravation de la crise et les trahisons des directions syndicales ouvraient une fenêtre de tir pour le NPA qui aurait pu se démarquer, de manière nette, de tous les réformistes qui ont trempé dans la gestion du système capitaliste ces dernières années et qui trahissent les luttes. Pour cela, le NPA aurait dû utiliser la tribune des élections, pour dénoncer clairement et fortement la politique des directions syndicales collaboratrices et pour lancer des initiatives concrètes pour avancer vers la grève générale. Nous sommes persuadés qu'une telle campagne aurait trouvé un réel écho, sus-

cité un réel enthousiasme parmi les travailleurs qui participent aux luttes.

Beaucoup de travailleurs s'abstiendront malgré la campagne de culpabilisation qui ne manquera pas de se déchaîner pour rappeler l'importance d'aller voter. Le côté positif de cette abstention de masse est qu'elle exprime une défiance à l'égard du système politique, le sentiment que ces élections ne changeront rien, quelle que soit la majorité au parlement européen. Pour beaucoup, l'abstention sera un acte de protestation individuel contre les politiciens et une façon de leur dire « nous ne sommes pas dupes ». À ce titre, l'abstention massive des travailleurs est une bien meilleure nouvelle qu'un vote massif et plein d'illusions pour le PS ou pour les réformistes rancés du Front de gauche. Il ne sert à rien de donner des leçons de civisme aux travailleurs qui s'abstiennent. La seule solution pour qu'ils votent massivement pour les listes anticapitalistes (NPA et LO), c'était que les deux organisations s'allient pour défendre ensemble un programme anticapitaliste cohérent et conséquent, en rupture totale avec le réformisme, traçant la

perspective de la révolution et proposant un plan de lutte immédiate pour la convergence des luttes, l'auto-organisation et la grève générale.

Parmi les travailleurs qui iront voter, beaucoup hésiteront entre le Front de gauche et le NPA, et pourront préférer l'affichage « unitaire » du Front de gauche, faute de discerner clairement des différences programmatiques. La popularité d'Olivier Besancenot ne sera sans doute pas suffisante pour que le NPA fasse un score aussi bon que ce que les sondages indiquaient il y a quelques semaines. Cela n'a pas de gravité en soi, mais risque de décevoir les militants et sympathisants qui auront été sensibles à la dérive électoraliste de la direction du parti. Seule une campagne anticapitaliste et révolutionnaire aurait permis, indépendamment du score électoral comme tel, d'avancer de façon importante dans la construction du NPA. Sur ce plan comme sur les autres, il faut en tirer les leçons et revoir la politique du NPA.

□ **Gaston Lefranc**

Sur la campagne électorale ouvertement réformiste de Raoul Marc Jennar, tête de liste du NPA dans le Sud-Est

Un certain nombre de militants du NPA sont mécontents de la campagne électorale du parti, mais ils sont particulièrement nombreux en ce cas dans la circonscription du Sud-Est (Corse/PACA/Rhône-Alpes), où le candidat tête de liste est Raoul Marc Jennar. Des militants et même certains comités ont écrit des lettres pour s'en plaindre. En effet, la ligne défendue par le camarade Jennar dans sa campagne est ouvertement réformiste et assumée comme telle. Elle a ainsi au moins le mérite de mettre parfaitement en évidence la logique gravement erronée de la campagne électorale du NPA dans son ensemble.

Raoul Marc Jennar a lancé sa campagne le lundi 20 avril au village de La Chapelle en Vercors dans la Drôme, haut lieu de la Résistance. Dans cette première réunion publique, il a proposé un parallèle purement formel entre la Résistance et la politique du NPA, expliquant qu'il fallait refuser la fatalité et la résignation au nom des valeurs de la paix, de la solidarité, de l'égalité, de la justice, de la démocratie et autres abstractions¹. Mais surtout, plus concrètement, il s'est réclamé avec ferveur du programme du Conseil national de la résistance — programme réformiste par lequel les gaullistes, les démocrates chrétiens, les sociaux-démocrates et les

staliniens se sont alliés pour éviter la révolution au lendemain de la guerre, en reconstruisant le capitalisme français effondré et son État bourgeois discrédité — tout en massacrant les révoltes des Malgaches et des Algériens qui osaient se soulever pour leur libération nationale.

Lors de sa réunion publique suivante, à Romans (Drôme), interrogé par un militant de la Tendence CLAIRE sur l'objectif de la révolution, R. M. Jennar s'est livré à une violente attaque contre le communisme et la révolution russe, il a renvoyé dos-à-dos Trotsky et Staline et s'est vanté d'avoir combattu durant le processus constituant du NPA pour que les mots « révolutionnaire » et « communiste » ne servent pas

¹ Cf. le site de R. M. Jennar, <http://rmjennar.free.fr/?p=776#more-776>

d'identifiants au parti. Il s'est prononcé plus généralement contre la violence révolutionnaire, à laquelle il a opposé l'idéologie de la non-violence de Gandhi — alors que cette canalisation pacifiste de la lutte du peuple indien contre l'occupant britannique est intégralement responsable de la reproduction du sous-développement capitaliste indien, avec le maintien du pillage et de l'exploitation du peuple par les trusts impérialistes, la persistance de la misère massive du peuple et leur cortège explosif de tensions ethniques et religieuses permanentes.

Mais alors, quel est le programme politique du camarade Jennar ? Dans les réunions électorales, il se propose, s'il est élu, de « mettre des grains de sable dans la machine » de l'Union européenne, qu'il ne remet cependant pas en cause comme telle : il consacre

beaucoup de temps à critiquer le fonctionnement des institutions de l'UE, mais se contente ensuite d'opposer à cette « UE libérale » une bien vague « Europe des peuples », non une Europe socialiste des travailleurs. C'est que sa démarche à l'égard de l'UE est ouvertement réformiste : dès le congrès de fondation du NPA, il avait annoncé vouloir « construire une unité anticapitaliste en Europe » dans le but de « changer l'Union européenne » (cf. <http://rmjennar.free.fr/?p=672#more-672>). Dans sa campagne, il ne se prononce même pas pour l'abrogation du traité de Lisbonne, qu'il veut, là aussi, seulement « changer » : « le traité doit changer radicalement dans ses orientations », car « l'Europe n'est pas démocratique » (*Le Dauphiné libéré*, 27/04). Quant à l'adverbe « radicalement », il est à peu près vide : la mesure de cette « radicalité » se juge à l'aune de sa

position concernant « l'arrivée de nouveaux pays » dans l'UE : « Il ne faut pas un trop gros élargissement, mais une zone de libre échange, oui. » Autrement dit, l'anticapitalisme du R. M. Jennar est compatible avec le « libre échange » et son « Europe des peuples » en exclut certains !

Pour les révolutionnaires, au contraire, l'anticapitalisme cohérent et conséquent ne peut être que le combat pour détruire l'UE, institution impérialiste, et construire les États-Unis socialistes d'Europe et du monde. Cela suppose de combattre contre le capital et contre le marché, pour la socialisation des moyens de production et la planification de l'économie par les travailleurs auto-organisés en conseils à tous les niveaux.

□ Jean Veymont

Sur le parcours et l'orientation politiques de Raoul-Marc Jennar

La campagne électorale de Raoul Marc Jennar est éclairée par son parcours politique. Après avoir milité un certain temps avec les démocrates-chrétiens de gauche en Belgique, il assure avoir tiré la leçon de cette expérience en se ralliant à la lutte de classe et à l'anti-capitalisme. Militant et expert « altermondialiste », il a été porte-parole de la campagne électorale petite-bourgeoise et réformiste de José Bové en 2007, avant de se rallier au processus NPA au printemps 2008. Ces deux tournants importants de son itinéraire laissent espérer qu'il poursuivra son évolution en passant du réformisme au communisme révolutionnaire. Pour le moment, il en est loin. C'est pourquoi les militants révolutionnaires du NPA doivent s'efforcer de le convaincre que son orientation réformiste est une impasse. D'autant plus que le camarade Jennar, figure de l'intelligentsia altermondialiste, a été propulsé par la direction de l'ex-LCR à un rôle dirigeant dans le parti, notamment pour la rédaction des textes du congrès et, maintenant, pour la campagne électorale.

Une idéologie réformiste assumée

Dans sa lettre du 7 avril 2008 à Daniel Bensaïd, R. M. Jennar assume sa position en disant se situer au-delà du clivage entre réforme et révolution : « Je voudrais ajouter à vos propos sur réforme et révolution qu'on peut concilier les deux termes si la succession des réformes aboutit à une transformation radicale du système telle qu'elle en devient révolutionnaire. C'est ainsi que Jaurès concevait la révolution et c'est ainsi que je crois nous devons en porter l'idéal : provoquer, par étapes successives, des transformations qui aboutissent à cet autre monde dont rêve l'immense majorité des habitants de la planète. » Il s'agit là du bon vieux discours réformiste selon lequel on pourrait arriver à établir le socialisme à coups de réformes successives transformant graduellement la nature du système. C'était très précisément le projet du PS et du PCF des années 1970. Pourquoi cela n'a-t-il pas marché ? Pour R. M. Jennar,

c'est parce que les gouvernements de gauche n'ont pas su garder le cap fermement, qu'ils se sont laissés corrompre par le système au lieu de rompre avec lui. Autrement dit, ce serait une simple question de bonne volonté ! R. M. Jennar ne comprend pas que, au-delà même de la corruption et des trahisons des dirigeants, la prétention de sortir du capitalisme à petits pas ne peut pas conduire à autre chose qu'à subir tant ses lois générales que ses impératifs particuliers imposés par la conjoncture. Seule une rupture révolutionnaire avec le capitalisme et la construction, dans un seul et même mouvement, d'une nouvelle société, le socialisme, peuvent permettre de ne pas se laisser rattraper par le système capitaliste et ses États armés jusqu'aux dents. Même si on le voulait sincèrement, on ne pourrait opposer à la puissance colossale de ce système les petits coups de boutoir réformistes.

Constatant que le PS a abandonné l'idée même d'un au-delà du capitalisme, mais sans approfondir les causes historiques et sociales de ce résultat survenant après un pro-

cessus séculaire, R. M. Jennar propose simplement de revenir en arrière en créant un parti qui aurait le même projet que le PS des années 1970. Il ne tire donc aucune leçon de l'échec cinglant de toutes les expériences réformistes du XX^e siècle, qui ont vu des gouvernements sociaux-démocrates (généralement soutenus par les PC) gérer le capitalisme dans des dizaines de pays, notamment en Europe.

C'est que le fondement programmatique de R. M. Jennar est bien vague : c'est celui de la « Déclaration universelle des droits de l'Homme et les conventions internationales qui la précisent », bref une sorte de « démocratisme radical » sans contenu de classe. Cela le conduit à considérer le « droit international » promu par la prétendue « communauté internationale », au premier chef l'ONU, comme l'un de principaux acquis de l'humanité. Pourtant, là encore, à moins de se plaindre en vain de l'écart entre les principes et la réalité, ne faut-il pas se rendre à l'évidence et constater que l'expérience de toute le second XX^e siècle prouve l'impuissance de cette orientation formaliste tant soutenue par les réformistes des « Trente Glorieuses » et les chrétiens-démocrates ? L'expérience ne prouve-t-elle pas que cette orientation juridico-moraliste n'a jamais empêché les impérialistes de bafouer les droits des peuples les plus élémentaires — quand elle n'a pas servi de caution à leurs entreprises guerrières ? Les principes humanistes qui animent le camarade Jennar sont sans aucun doute sincères et profonds, mais son orientation stratégique, axée sur le droit international, le pacifisme et les réformes, n'est pas à leur hauteur.

Attaché au vieux réformisme pourtant à l'agonie depuis trente ans partout dans le monde, R. M. Jennar est en revanche bien prompt à enterrer le « léninisme » sous le poids de quelques préjugés : « *Ce qui nous conduit à la nécessité de construire une authentique force de gauche, démocratique, réformiste/révolutionnaire et écologique. Ce qui force à fermer la parenthèse ouverte par le léninisme, à en récuser les méthodes (formulées*

dans les 21 conditions) et à entamer la construction d'un nouveau sujet politique, riche des leçons du XX^e siècle et en prise avec les défis du siècle présent. » Au lieu d'étudier en marxiste les causes de la dégénérescence stalinienne de la révolution soviétique, il expédie la question par une identification vulgaire entre le « centralisme démocratique » et le stalinisme, comme si ce dernier pouvait s'expliquer par la mauvaise « application » d'une « théorie » pure : « *Le centralisme démocratique tel qu'il fut appliqué – et cela seul compte, car nous n'avons que faire de superbes théories qui ne trouvent leur transcription que dans la barbarie – signifie dans tous les cas de figure l'arbitraire. Le centralisme est aussi peu démocratique que les démocraties étaient "populaires".* » Le formalisme juridico-moral de Jennar le conduit à se poser en donneur de leçons, l'empêchant de comprendre le bruit et la fureur du réel historique, la dynamique de la révolution et de la contre-révolution en URSS et dans le monde durant les années 1920.

Soit dit en passant, R. M. Jennar s'est montré bien moins formaliste quand il s'est agi, au sein du comité exécutif du NPA, de répartir les têtes de listes électorales sans même consulter la base du parti et quand il s'est vu attribuer l'une d'elle — d'ailleurs celle où le NPA a le plus de chances d'avoir un élu.

Comment être à la fois anti-capitaliste et consultant, voire héraut de l'ONU et du gouvernement cambodgien ?

Mais surtout, le réformisme de R. M. Jennar ne le mène pas seulement à l'anti-communisme, à la confusion idéologique et à l'extension de celle-ci dans le parti. On sait que le NPA s'est doté d'un programme ambigu, il n'a pas tranché le débat entre réforme et révolution et cela le conduit, dans la pratique, à développer une orientation incohérente et inconséquente, tendant au réformisme ; cependant, le NPA s'est clairement défini comme un parti indépendant des institutions, refusant d'y participer (ce qui

ne signifie évidemment pas qu'il ne faille pas se présenter aux élections lorsque cela peut être utile à la diffusion de nos idées). Or R. M. Jennar, quant à lui, ne se contente pas de défendre théoriquement une orientation réformiste : dans la pratique, il met en outre ses compétences au service d'institutions capitalistes en acceptant d'être leur « consultant » ou conseiller.

En effet, il a été consultant non seulement de la GUE (Gauche Unie Européenne, qui rassemble avant tout les députés européens des PC et des formations issues des PC), mais aussi de l'ONU et de l'Union européenne¹. Et il est aujourd'hui consultant du gouvernement cambodgien, gouvernement d'un État capitaliste dont le régime est certes celui de la démocratie bourgeoise. Spécialiste du Cambodge (il a consacré sa thèse de doctorat à ce pays et il y vit en partie), il aide ce gouvernement et l'ONU à préparer et mener le procès des génocidaires khmers rouges, sans même s'interroger sur le droit de pareilles institutions bourgeoises à juger les précédents oppresseurs du peuple, qui seul est légitime pour entendre et condamner les fous staliniens qui l'ont torturé et en partie détruit (1,7 million de morts). En outre, quand le journal *Libération* estime que le gouvernement cambodgien et l'ONU font traîner en longueur les préparatifs de ce procès, Raoul Marc Jennar prend publiquement leur défense².

Mais plus généralement, à ceux qui s'interrogent sur les limites de la démocratie politique au Cambodge, il ne répond pas seulement en mettant en avant des faits indéniables, mais en outre par une véritable profession de foi où il se porte garant de la « *volonté politique* » du gouvernement, son éloge de celui-ci n'étant surpassé que par celui de l'ONU, portée aux nues³. Quant aux limites et aux failles de la démocra-

¹ Cf. la biographie de R. M. Jennar sur son propre site, <http://rmjennar.free.fr>

² Cf. « A propos du tribunal pour les Khmers rouges » (2008), <http://rmjennar.free.fr/?p=223>

³ Cf. « Cambodge, la démocratie, l'État de droit et les droits humains : un état des lieux » (2008), <http://rmjennar.free.fr/?p=320>

tie, il les relativise en soutenant notamment que c'est pire dans les autres pays du Sud-Est asiatique et que les démocraties occidentales ne sont pas parfaites elles non plus ! Et il trouve toutes sortes d'excuses au gouvernement et aux institutions, y compris pour les cas d'« assassinats de militants syndicalistes et (de) poursuites contre d'autres défenseurs des droits des travailleurs », qualifiés généreusement de « défaillances occasionnelles du système judiciaire ».

Mais si l'on persiste à douter, il nous révèle mieux les dessous de son soutien au gouvernement, en n'hésitant pas à expliquer doctement que la démocratie ne peut s'installer rapidement dans un pays qui a non seulement subi des guerres et un génocide, mais où en outre le « bouddhisme théravadique (...) encourage l'acceptation d'une société organisée autour d'un dirigeant lui-même considéré comme le centre d'une cosmogonie ». Les progrès de l'« État de droit », intégralement dus à l'ONU et au gouvernement cambodgien si l'on en croit Raoul Marc Jennar, seraient ainsi entravés par des « pesanteurs culturelles » qui feraient que « le terreau cambodgien est loin d'être le plus fertile pour une culture des droits humains ». Une preuve « convaincante » en serait fournie, nous assure Raoul Marc Jennar le plus sérieusement du monde, par un journaliste britannique qui écrit : dans la culture khmer, « contrairement aux histoires pour enfants de la plupart des pays où la vertu est récompensée et la méchanceté punie (...), les vo-

leurs sont impunis et coulent des jours heureux ad vitam aeternam. Des hommes sont exécutés pour des actes qu'ils n'ont pas commis. À condition qu'elle réussisse, l'infamie n'est pas condamnée. La ruse est admirée ; l'honnêteté décriée ; et la bonté passe pour de la stupidité. Il n'y a guère de place pour la compassion. » Au-delà du manque de culture universelle évident qui conduit à véhiculer un préjugé aussi stupide sur les bonnes et les mauvaises cultures (et notamment sur les méchants accapareurs de la propriété privée !), on voit clairement apparaître l'idée réactionnaire de peuples modernes qui seraient culturellement inaptes à la démocratie politique. En l'occurrence, un peuple aussi rétif aux valeurs morales et à la démocratie que le peuple cambodgien devrait même s'estimer heureux d'avoir un gouvernement aussi méritant dans son entreprise démocratique. De fait, Raoul Marc Jennar nous garantit que l'« État de droit » est en passe de triompher des « clans » grâce à la formation de nouvelles... « élites » cambodgiennes, notamment une cuvée de juristes... formés en collaboration avec l'École nationale de la magistrature de Bordeaux ! C'est dire !

Certes, Raoul Marc Jennar avance aussi indéniablement des faits à l'appui de ses dires, mais son démocratismes semble lui tenir lieu de pensée politique : il ne fournit pas la moindre analyse du rôle et de l'intérêt des impérialistes dans cette restauration de la démocratie politique et il ne s'interroge pas une seule fois sur son contenu social réel,

comme si son idéologie juridico-morale le rendait incapable de la moindre analyse en termes de classes. Tout au contraire, il se réjouit sans la moindre réserve de la progression... des investissements étrangers au Cambodge ! Il n'ignore pourtant pas que ces investissements sont réalisés par les multinationales et les impérialistes qu'il dénonce en Europe, mais ce qui compte pour lui, c'est que cela a permis au Cambodge d'avoir ces dernières années un « taux de croissance à deux chiffres ». Il en est si enthousiaste qu'il ne pense pas une seule fois à s'interroger sur les conditions d'exploitation subies par les travailleurs pour que leurs patrons arrivent à un tel résultat !

La pratique politique de Raoul Marc Jennar découle indéniablement de la logique même de son idéologie démocrate-formelle et réformiste. Mais, du point de vue des principes fondateurs du NPA lui-même, n'y a-t-il pas une contradiction évidente à vouloir construire un parti anticapitaliste indépendant des institutions et à se faire le conseiller et même le héraut d'un gouvernement capitaliste, de l'ONU et des investissements impérialistes au Cambodge ? C'est pour le moins une question qui mérite d'être posée dans le parti. Nul doute qu'une discussion générale au sein du NPA, qui permettrait au camarade Jennar de défendre son point de vue et peut-être d'évoluer, serait fructueuse pour l'ensemble de ses militants.

□ Nina Pradier

DOCUMENT

La campagne d'Yvan Zimmerman, tête de liste du NPA dans le Grand-Est : une orientation de lutte de classe

La campagne électorale du NPA ne se limite heureusement pas à celle de Raoul Marc Jennar, tête de liste dans le Sud-Est. Celle d'Yvan Zimmerman, tête de liste dans le Grand-Est est une véritable campagne ouvrière de lutte de classe. Nous ne partageons pas l'ensemble des posi-

tions du camarade Zimmerman, mais il est clair que si toute la campagne du NPA avait été comme la sienne, elle aurait permis de faire progresser la conscience de milliers d'ouvriers, de les gagner au parti sur une base de classe et de leur donner l'envie et le courage de lutter en

s'organisant politiquement pour en finir avec le capitalisme.

Nous reproduisons ci-dessous presque in extenso et sans autre commentaire un discours d'Yvan Zimmerman, prononcé au début de sa campagne au meting de Gerardmer dans les Vosges.

« J'aimerais vous dire pourquoi je suis là à parler devant vous et pourquoi j'ai accepté d'être tête de liste du NPA aux élections européennes pour le Grand Est.

Tout d'abord, je vous rassure, je ne suis pas un politicien professionnel, je ne veux pas faire un parti électoraliste et je n'ai surtout, surtout pas envie de faire carrière dans la politique. Je suis occupé à temps plein pour le boulot, et mes enfants et ma famille c'est aussi un temps plein. Et naturellement, par goût personnel, je préférerais être avec mes enfants. Mais si je suis là dans cette réunion aujourd'hui, c'est aussi pour eux.

Je suppose que comme pour vous, il y a la joie d'être partie prenante de manifés comme celle de jeudi dernier, le 19. Ça a été une journée radieuse. De tous points de vue, pas seulement parce qu'on était au soleil. Mais d'être avec les camarades de travail, et des milliers d'autres qu'on ne connaît pas, en nombre et côte à côte, en train de construire ensemble un autre monde ça fait du bien. De voir et vérifier que nos collègues et voisins ne se limitent pas à ce que la société veut en faire, mais qu'il y en en nous mille possibilités.

Et pour moi ça a été aussi un soulagement. Je craignais qu'il y ait moins de monde parce que les syndicats avaient attendu 7 semaines pour donner une suite au 29 janvier. Étant donné aussi que Thibault la veille avait démobilisé — comme d'habitude, j'aurais envie de dire puisqu'il avait fait le même coup la veille de la grande journée de lutte des cheminots contre la remise en cause de leur retraite il y a un an - que Thibault donc avait démobilisé en disant que la suite serait le 1er mai et que Mailly de son côté expliquait qu'on imitait la Guadeloupe et la Martinique en manifestant tous les deux mois... Mais non, il y avait autant de monde et même un peu plus. C'était donc super. Un formidable succès. Et la joie d'être là. D'y avoir contribué pour ma petite part. Encore une claque qu'on a donné ensemble à Sarkozy, encore la démonstration de notre force, encore la volonté massive et par millions, criée dans la rue de ne pas payer leur crise. Encore l'envie d'en être et de faire mieux, d'être plus efficace.

Je dois dire qu'après j'ai eu un arrière goût un peu plus mitigé — et là il commence à y avoir un lien avec mon chemin vers le NPA et ma candidature. Il y avait déjà Thibault et son

1er mai — prolongé hier par la volonté des directions syndicales de ne rien décider avant le 30 mars. Ce qui consiste à dire à Sarkozy et au Medef qu'ils ne faut pas qu'ils s'inquiètent, les directions syndicales ne veulent pas organiser de suite sérieuse.

Il y a eu aussi Fillon le soir même qui a dit qu'il ne donnerait rien. Et puis Sarkozy qui a fanfaronné qu'il n'était pas impressionné. Et puis s'il y a eu un peu plus de monde, à un haut niveau donc, ce qui est un facteur d'espoir, en même temps, nous n'avons pas franchi une nouvelle étape. Le 29 janvier était un surgissement. Il sortait de nulle part. C'était une surprise pour tous, ça bousculait tous les calculs et les appareils, ça faisait peur aux puissants, et puis dans la foulée il y a eu la grève générale aux Antilles, le mouvement des enseignants chercheurs, les colères à Sony et Continental, le scandale des profits de Total et de ses licenciements. Tout ça bousculait. Ça progressait. Qu'allait donner le 19 mars ? Un nouveau point de départ ?

Le 19 mars n'a pas été ça, mais plutôt une confirmation. Il n'y a pas eu un doublement du nombre des manifestants ou une augmentation très significative qui aurait voulu dire que le 19 mars était une nouvelle étape qui obligeait à une suite immédiate. Des journalistes l'ont dit bêtement : c'est Besancenot qui a perdu. Parce qu'il n'y a pas eu de grève générale illimitée à partir du 19, parce que Continental n'a pas prolongé le 19 mars d'un 20 mars, etc... Mais non, ils se trompent complètement. Et j'ai plutôt l'impression que dans ces manifés, s'il y a bien un parti qui y a été comme un poisson dans l'eau, soutenu, recherché, encouragé et renforcé c'était bien le NPA. Donc ils n'en ont pas fini avec nous. D'ailleurs nous n'avions jamais prédit comment ça se passerait au lendemain du 19. Nous sommes seulement des militants avec un point de vue militant. Mais ces journalistes disent à leur manière et à travers leurs peurs et leur soulagement, ce qu'il y avait un peu dans l'air.

Ce sera donc peut-être un peu plus lent. Et les syndicats qui avaient un peu perdu la main avec la séquence qui associait le 29 janvier et la grève générale aux Antilles, peuvent la reprendre un peu à cette occasion. Pour la convergence des luttes dont tout le monde ressent le besoin immédiat, on retombe un peu sous leur houlette. Mais tout cela n'est pas sûr évidem-

ment. (...)

Mais ce qu'il y a de plus important, c'est qu'au travers des multiples luttes qu'on connaît depuis 6 mois (et pas seulement en France : il y a eu la Grèce cet hiver, avant en automne il y avait eu des luttes importantes en Italie, et il y a quelques jours ou semaines en Irlande ou au Portugal) ces multiples luttes qui sont pour le moment ou dispersées ou sans suite. Mais quand elles sont unifiées, il se produit une politisation. C'est ce qu'on sent au travers du succès grandissant du NPA et de l'inquiétude que la politisation des luttes fait surgir chez les possédants. C'était le titre du *Figaro* il y a quelques jours : « *Besancenot veut politiser le 19 mars.* » Ce n'est pas tant nous qui politisons, que le pouvoir, lui qui le fait en distribuant des centaines de milliards aux plus riches en même temps qu'il dit que les caisses sont vides pour les plus pauvres. Les grands patrons comme Total qui annoncent 14 milliards de bénéfice et qui licencient quand même ou la Société Générale qui distribue l'argent que l'État lui donne en Bonus ou stocks options pour ses dirigeants ou encore Continental qui avait promis de sauver l'entreprise pour peu que les ouvriers fassent des efforts et qui une fois les efforts faits, les bénéficiaires engrangés, licencie tout le monde. Ce sont eux qui montrent à tous qu'on ne peut pas "moraliser" le capitalisme, qu'on ne peut que le renverser. Nous, on ne fait que dire ce qui est, donner un sens, mettre des paroles sur ce que tout le monde voit de ses propres yeux.

Et tout le monde le comprend bien, ce n'est pas fini. Non seulement la crise mais la politisation. Ce n'est que le début de l'un et de l'autre.

Mais il faut un peu de temps. Nous sortons de 20 années de plein emploi et de 30 autres années plus difficiles mais sans crise majeure. Avec donc des organisations populaires syndicales ou politiques qui se sont formées dans et pour répondre aux problèmes de cette période. Des manifés plan plan, des balades d'élections en élections, des programmes sans contenu... une installation tranquille dans les institutions...

Là, la crise accélère tout et bouscule tout, et nous n'avons pas, comme aux Antilles où la situation était un peu différente - j'y reviendrai - des organisations et des dirigeants en phase avec les réponses que nécessite la crise. On annonce 90 000 chô-

meurs de plus en janvier, un ministre envisage de dépasser le million de chômeurs en plus pour 2009, les salaires sont baissés avec le chômage partiel et le haut taux de chômage ainsi que les bas salaires, ça risque d'être durable. On donne 400 milliards aux banques, riches et grands patrons, mais les syndicats revendiquaient le 19 mars de ne pas travailler le dimanche, de renoncer à la défiscalisation des heures sups, de renoncer au bouclier fiscal et deux trois autres trucs relativement mineurs de ce genre avec pour obtenir ça, une manif tous les deux mois.

Il y a des années lumières entre la situation d'urgence, l'amplitude de la crise, la détresse des gens et les programmes et les habitudes des organisations. Bref nous n'avons pas pour le moment de véritables organisations de masse pour faire face à la crise.

Comment faire pour résoudre le problème ? Je reviendrai plus loin sur cette question et donc sur le NPA mais je voudrais d'abord faire un petit détour, revenir à mon boulot et dire quelques sentiments personnels qui permettront ensuite de revenir à cette question de comment faire.

Juste avant le 19, dans l'actualité il y avait eu les profits de Total, Continental et Sony. Je ne sais pas si vous êtes comme moi, mais quand j'ai vu à la télé le patron de Continental qui recevait sur la tête les œufs que ses ouvriers lui lançaient, eh bien pour moi ça été du bonheur. Pareil quand j'ai vu le patron de Sony qui a été séquestré par les ouvriers qu'il licencierait. Quand je dis bonheur, ce n'est pas seulement un moment fugitif, une joie malsaine ou un sentiment de vengeance mal digéré. C'est beaucoup plus profond et beaucoup plus sain. Une libération même. C'est ce que j'aimerais vous expliquer et partager peut-être ensemble.

Je ne suis pas violent, je vous rassure, c'est même tout le contraire. Je me bats pour un monde sans violences. Tout me pousse vers ce sentiment. Et pourtant j'ai aimé quand le patron a reçu des œufs sur la tête, qu'il s'est sauvé ou que l'autre a été séquestré de force.

Et quand j'ai vu dans la presse que ce lancer d'œufs a inquiété fortement Fillon, Thibault et Chérèque, je me dis que ce que j'ai ressenti, des millions d'autres ont du le ressentir également et que ça recouvre bien des choses.

Je crois que chaque fois que je vois des exploités, des humiliés, des opprimés, des pauvres relever la tête, c'est un bout de moi qui revit un peu plus pleinement. Je respire mieux, le monde est meilleur un instant, je retrouve un peu de dignité, un peu de liberté et de fierté d'être du monde des hommes. C'est un affranchissement.

Quand j'étais enfant je vibraïis d'indignation et de révolte aux récits de l'exploitation des esclaves noirs des plantations en Amérique.

Aujourd'hui, toutes proportions gardées bien sûr, en Europe nous sommes les esclaves des temps modernes. Nous sommes le rebut du rebut. Comme dit une chanson populaire : « c'est la racaille. Eh bien j'en suis ».

Les « exclus » comme on dit aujourd'hui, ont parfois leurs défenseurs chez les bonnes âmes bourgeoises. Ils ont « leurs » pauvres, il y a les œuvres de charité, la commisération. Pour les ouvriers, il n'y a même pas ça. Il n'y a rien. L'exploitation brute, les eaux froides du calcul égoïste, et nous mêmes. Avec les organisations que nous serons capables de créer.

Mais nous ne sommes pas que les méprisés, les invisibles ou le bas fond de la société, nous sommes aussi les classes dangereuses. Et à la réaction d'inquiétude du gouvernement et des dirigeants syndicaux face au danger du 19 mars mais aussi seulement à deux petits œufs sur le crane d'un PDG, tout le monde sent la force potentielle qui est là derrière. L'exaspération et l'explosion sociale dont c'est le symptôme possible. Parce qu'ils connaissent l'histoire. Une force qui peut emporter le monde...qui a déjà marqué le XIX^e siècle, le XX^e siècle et qui est toujours plus nombreuse, plus puissante à qui il manque juste la conscience d'elle même pour emporter aussi le XXI^e siècle. Ce que nous ferons, j'en suis sûr.

Il y a un auteur que vous connaissez certainement qui dit que la dignité de l'ouvrier c'est la haine.

Derrière les œufs, il y a la haine... et la dignité humaine. Deux éléments explosifs. On pourrait même dire révolutionnaires...

Parfois le matin quand je me lève dans la nuit à 4 H pour aller au travail chez Peugeot. Oui j'ai de la haine. Quand je vois mes camarades de travail, venant des quatre coins du monde, dans le bus qui nous amène, vieilliss prématurément, mal rasés,

rabougris, usés, parfois malades, en partie handicapés par le travail, qui dorment encore à moitié dans le bus, déjà fatigués et qui dans les minutes qui suivent vont se retrouver en chaîne, dans tous les sens du terme et le soir, le bus à nouveau, le corps moulu, douloureux, épuisé, l'esprit vidé... Eh bien oui, je me demande pourquoi, pour quelle raison nous, les travailleurs, avons été condamnés, parce que condamné est le mot, condamné à vivre cette vie-là, cette non vie. Et j'ai envie de me tirer ou d'exploser, de tout casser. J'ai la haine comme disent les jeunes.

J'ai fait du bucheronnage dans les Vosges, j'ai travaillé dans le bâtiment et je fais actuellement de l'élagage d'arbres. Je fait ça parce que la paye de Peugeot ne suffit pas. Mais je fais ça en plus de Peugeot aussi pour me changer la tête. Vous aurez peut-être du mal à me croire mais quand après l'usine je travaille dans les arbres, je revis, je souffle. Sans ce délassement de l'usine, je ne tiendrai pas. J'ai besoin de cette évasion physique et psychique.

L'an passé, vous le savez, il y a eu 7 camarades qui se sont suicidés ou ont fait des tentatives de suicides à l'usine. Dont des très proches. Les suicides ont ému l'opinion. Mais il y a quelque chose qui n'émeut pas, qui est banal, accepté. C'est ce qui amène aux suicides au travail. On les estime à 400 par an. Estime parce qu'en fait il n'y a même pas de statistiques dans ce domaine. On peut crever en silence. Parce que le travail rend malade et tue. Le nombre des maladies professionnelles a explosé. On est passé de 13 658 en 1996 à 52 979 en 2005. 537 décès au travail par accident en 2006, 13% de plus que l'année d'avant. Et ces chiffres officiels sont grandement sous estimés parce que sous déclarés par les patrons. Plusieurs millions de salariés sont exposés sans aucune protection à de multiples produits dangereux, cancérigènes, toxiques pour la reproduction. Et l'intensification du travail depuis des années, la sous-traitance, l'autorisation du travail de nuit pour les femmes, des jeunes dès 14 ans accélérer cet assassinat collectif et silencieux. Être ouvrier ça veut dire avoir dix fois plus de risques de mourir d'un cancer qu'un cadre supérieur et une espérance de vie de 8-10 ans inférieure à celle d'un cadre.

Un simple voleur de sac à main est condamné à six mois de prison

ferme devant n'importe quel tribunal en comparution immédiate. Il est considéré comme un danger pour la société. Mais l'employeur coupable d'homicide - dit involontaire - lui, quand il est poursuivi, ce qui est rare, est condamné, ce qui est exceptionnel, après des années et des années d'instruction, n'a que quelques mois de prison avec sursis. Et le plus souvent il n'y a rien. Regardez les procès sur l'amiante. Cela fait des décennies qu'on connaît le problème. Des dizaines de milliers de personnes meurent ou vont mourir. Et justice n'est toujours pas faite. Et puis aussi Total et AZF, les exemples sont multiples. Mais moi j'y pense tout le temps. Et j'ai régulièrement dans mes nuits l'image d'un camarade qui a tenté de se suicider en buvant du détergent industriel à cause du boulot.

Les grands patrons mettent en danger délibérément leurs employés mais ne sont pas considérés comme de véritables délinquants. Nos patrons nous tuent à petit feu, dans le silence, l'acceptation sociale, la plus grande complicité des pouvoirs publics et c'est nous qu'on ose montrer du doigt quand nous osons dire quelque chose. La grève met en cause l'économie, pousse à la délocalisation, fait fermer les usines, prend en otage les usagers, j'en passe et des meilleures...

C'est pour ça que j'ai besoin de cette évasion. Parce que cette chape de plomb sur notre condition pèse trop lourd. Parce que les autres motivations pour s'accrocher, la haine et les moments de fraternité, quand il ne se passe rien, ce ne sont que des moments, enfouis le reste du temps par l'oppression quotidienne, l'exploitation et une démoralisation rampante qui emporte l'esprit et le corps.

Si vous connaissez des OS, des manoeuvres, vous comprendrez mieux pourquoi nous sommes soupes au lait, un jour l'abattement, la soumission - y compris idéologique - le lendemain la rage la plus violente, y compris révolutionnaire et le désir féroce d'une autre vie, d'un autre monde. Vous comprendrez pourquoi deux œufs inquiètent les puissants de ce monde. Et pourquoi ils crient leur peur en hurlant à la défaite de Besancenot quand ils ne voient pas de grève générale prolongée après le 19 mars. Les révoltes des pauvres sont pour eux un cauchemar permanent, le prolétariat une horreur sans fin.

Si je reste chez PSA, c'est pour

gagner ma vie bien sûr, comme tout le monde, mais aussi pour mes camarades de travail, pas tous et pas tout le temps, mais pour certains c'est sûr. Il y a quelque chose qu'on partage entre nous, entre notre haine et notre solidarité, qui est au fond comme le secret du monde.

Nous sommes au plus bas de la hiérarchie, nous ne sommes pas estimés, nous sommes considérés comme des objets voire des animaux et pourtant nous savons que nous faisons tout. Les maisons, les voitures, les chaussures, ce qu'on mange ou boit... c'est nous. La vie quotidienne et son confort c'est nous et pourtant nous, nous en manquons. Les cravates en soie de nos directeurs, leurs voitures de luxe, leurs billets de banques c'est encore nous. Et pourtant nous n'en avons pas. Nous fabriquons des objets qui sont dans la lumière du monde moderne pour une poignée et nous vivons en foule dans l'ombre comme dans les siècles passés. Sarkozy a décidé que 14 000 foyers fiscaux bénéficieraient du bouclier fiscal avec des ristournes d'impôts de 33 000 euros en moyenne par foyer et nous sommes plus de 20 millions d'ouvriers et employés à avoir le minimum pour vivre dont 7 millions de ce qu'on appelle les travailleurs pauvres. Et des centaines de milliers d'entre nous vont être demain jetés à la rue. J'ai une amie qui vient d'être licenciée. Ça fait 15 jours qu'elle essaie de s'inscrire aux ASSEDIC — maintenant c'est électronique avec des voix enregistrées au téléphone si vous êtes dans tel cas, appuyez sur tel chiffre, etc. Eh bien ça ne marche pas. Non seulement elle a perdu son boulot mais en plus elle n'arrive même pas à s'inscrire aux ASSEDIC.

Perdre son travail, perdre son salaire, ça veut dire qu'on dit à nos enfants : "Eh bien l'instrument de musique dont tu rêvais, ce n'est pas pour toi. Tu rêvais d'être chanteuse, eh bien non, ce sera coiffeuse. Tu voulais des vacances. Non, tu resteras dans le quartier.". Et puis, les factures qui s'accumulent qu'on n'ouvre même plus, la voiture qu'on conduit sans assurance, le loyer qu'on ne paie plus avec la hantise de l'expulsion. Les fins de mois où on n'a que des pâtes pour les enfants. Le nombre d'amis, de voisins, de camarades qui n'ont que 40 euros par semaine pour vivre...et qu'on dépanne d'un ou deux euros, c'est affolant. Et ça rend fou !

Nous ne sommes rien et nous

faisons tout, nous produisons toutes les richesses et nous sommes pauvres. Il y a là le secret de cette société d'exploitation mais aussi les solutions pour la changer, et ça c'est un lien plus fort que tout. Les œufs qui s'écrasent sur un crane chauve au dessus d'une cravate c'est un peu du secret de la société qui se lève.

Comment ça se fait qu'il y ait des riches et des pauvres, comment on pourrait répartir autrement les richesses, comment contrôler tout ça ? Et qui va le faire, qui peut le faire ? Eh bien je peux vous le dire ce ne sont pas les politiciens qui nous promettent le paradis à chaque élection pour nous laisser en enfer à chaque lendemain. Ce ne sont pas les beaux parleurs professionnels, les acteurs permanents du théâtre politique, non, ce sont les sans grade, les dépossédés, les soutiers, ceux qu'on ne voit jamais mais dont les colères emportent les forteresses les plus solides.

Alors si je vais à l'usine, c'est pas pour m'y faire voler ma vie mais aider mes camarades d'infortune à nous lever tous ensemble.

Et après tout, il n'est pas si difficile de se rendre compte que vu notre position au travail, que ce soit dans les usines, les champs, les banques, les transports, les hôpitaux ou les écoles, vu que nous faisons déjà tout, eh bien, que nous contrôlons de fait déjà tout. Il ne nous manque que l'union, la solidarité entre nous pour entrer en possession de ce que nous fabriquons déjà ensemble.

La propriété sociale de ces grands moyens de production ou d'échange est déjà dans nos bras. Il suffit au fond que nous comprenions ça, que nous ayons confiance en nous pour que nous en soyons les propriétaires. Pour que les richesses de la terre soient reprises à la minorité qui les accapare et les vole et soient rendues enfin à ceux qui les produisent.

Le titre de notre journal va être : « *Tout est à nous* » tiré de la chanson qui conclut « *rien n'est à eux, tout ce qu'ils ont, ils nous l'ont volé* ».

C'est tout notre programme. Et c'est ça la politique, telle que je la comprends et veut la défendre, c'est comment arriver à quelques uns à faire comprendre ça à des millions. Ou plus exactement encore, donner cette confiance en eux aux opprimés qu'il leur permettra de croire possible, que ce monde là est à leur portée.

Il ne s'agit pas que d'explication. Bien sûr, il faut lire, faire lire, faire un

journal, une revue, des tracts, des discours, tout ça c'est nécessaire. Il faut s'adresser aux classes populaires avec ce matériel mais ce n'est qu'une partie du chemin. L'autre partie c'est comprendre que la solution à nos problèmes vient du mouvement des opprimés eux-mêmes. Notre force c'est la leur. Notre programme c'est la conscience que nous pouvons leur donner des énormes possibilités qu'ils portent en eux-mêmes, de ce qu'ils font et peuvent faire. Quand on parle de ce que viennent de faire les antillais ce n'est pas pour parler d'un pays mystérieux, étranger et lointain qu'il faudrait imiter. Non ce pays là est aussi en nous, caché peut-être pour le moment au plus profond de nous, mais bien en nous. C'est ce qu'il y a d'antillais au fond des classes populaires que nous devons faire surgir. Nous ne ferons pas la grève générale comme aux Antilles, la grève générale est en nous, dans nos souffrances, nos révoltes et nos espoirs, pour le moment seulement étouffée par des années d'habitudes et de soumissions. Pour ça nous sommes tous des antillais.

Aux Antilles ce ne sont pas quelques personnes éclairées et bien intentionnées qui ont fait les choses. Ce ne sont pas les élections qui ont été un débouché politique. C'est la population elle-même en lutte qui s'est découverte à elle-même. Tout est partie d'une révolte spontanée contre la hausse du prix de l'essence. Une révolte populaire qui a rencontré ensuite la volonté de militants de lui donner force et efficacité. Ce qui a donné la naissance du LKP, une alliance de multiples associations, syndicats et partis. LKP au sommet et LKP à la base. Mais il ne faut pas oublier qu'à la tête des principales de ces organisations que ce soit l'UGTG, la CGTG, la CTU ou encore la CGTM, il y a la présence, depuis de nombreuses années, de militants révolutionnaires. C'est -à-dire de militants dont l'objectif essentiel est de donner le pouvoir aux humbles.

Il ne faut pas attendre ici ça de Thibault, Chérèque ou Mailly...

Aux Antilles, il n'y a pas eu que des grèves et des manifestations comme on les voit traditionnellement ici. Il y a eu un début de contrôle de l'économie et la vie sociale par la population mobilisée. Ils ne se contentaient pas d'arrêter de travailler, ils commençaient à organiser la vie autrement. Un petit début d'un autre

pouvoir. Les barrages routiers par exemple étaient des lieux où les petits paysans ou les petits pêcheurs apportaient leur produits, les vendaient plus chers qu'ils ne les vendaient à la grande distribution mais infiniment moins chers que ne les achetaient les consommateurs dans la grande distribution. Plus d'intermédiaires, tout le monde était gagnant. le début d'une autre manière de vivre. Et puis vous avez vu ces petits reportages à la télé. Une petite équipe de militants par exemple qui vont dans une blanchisserie industrielle et qui obligent le patron à reprendre un ouvrier combattif qu'il vient de licencier ou de se comporter autrement avec un autre salarié qu'il maltraite. Et le patron affolé qui confie ensuite à voix basse au micro du journaliste : « *Je n'ai jamais vu ça, ce n'est plus la préfecture qui fait la loi, c'est le LKP. Il y a deux lois... Ou vit-on ?* » Eh bien oui, il y avait deux lois, une de la minorité possédante et une, embryonnaire, de la majorité qui travaille. Et ce n'est pas que 200 euros qu'ils ont gagnés mais plus de 160 revendications qui touchent à tout, c'est-à-dire l'irruption des classes populaires sur la scène politique, sur la manière d'administrer la vie.

Tout ça pour dire que le débouché politique, comme certains disent parfois, n'est pas dans les institutions dont les élections. Tout l'effort des grandes organisations syndicales et politiques, de droite comme de gauche, en France depuis des décennies et des décennies et de faire rentrer les grèves et les mouvements de rues dans le canal institutionnel et le plus souvent les élections. Après le 19 mars, on nous dit il y aura le 1er mai et puis ensuite bien voter aux élections européennes. Ça se répète inlassablement. Parce qu'ils savent que dans les élections, on ne change rien de profond, on n'y élit pas les propriétaires du monde qui continueront à le diriger depuis leurs conseils d'administration quel que soit l'élu, pendant que les chefs de l'armée, de la gendarmerie de la justice ou les tous les hauts fonctionnaires seront les mêmes, non élus, quel que soit le nouveau gouvernement, le nouveau parlement, les nouveaux conseils généraux, régionaux, ou européens. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas se présenter aux élections. Mais pour s'en servir de tribune pour faire entendre nos idées plus efficacement que dans nos petits tracts diffusés à quelques milliers

d'exemplaires, certainement pas pour dire que les élections et les institutions sont un débouché politique aux luttes.

Non le débouché politique aux luttes, il est dans les luttes elles-mêmes. Quand elles atteignent un certain niveau, c'est là que les lois changent car il faut que la vie, la société changent pour que les lois elles-mêmes changent. On l'a vu dans l'histoire. La république française est issue d'une révolution mais même sans remonter jusque là, la grève générale de Mai 68 a bien plus bouleversé la société que tous les gouvernements de gauche et toutes les élections qui lui ont succédé. Et c'est pour ça qu'inconsciemment beaucoup sentent qu'il faudrait un nouveau mai 68 ou une grève générale pour bouleverser les choses aujourd'hui.

Le changement n'est pas que dans nos explications, nos désirs ou l'organisation qu'on veut construire, mais dans le facteur explosif qu'est l'oppression des classes populaires majoritaires par une minorité. Et que le changement viendra de ce que le parti qu'on construit sera capable de se faire l'expression des courants souterrains - aujourd'hui - de révolte qui agitent des millions et des milliards de pauvres, de dépossédés, de « prolétaires » en un mot.

Pour cela il faut en être. Pas commenter, expliquer, conseiller de l'extérieur. En être. C'est-à-dire gagner la confiance de tous les dépossédés parce qu'on en est, parce que nos portes paroles, nos candidats, nos journaux, nos tracts ne sont pas des commentaires, mais sont l'expression de cette force potentielle et qu'ils lui donnent conscience d'elle même, confiance en elle même. Nous avons vu le 29 janvier, ou le 19 mars ce que nous sommes capables de faire. Nous avons vu le nombre, l'envie de changer, de ne pas payer leur crise, l'envie de vivre, la naissance de notre force. Tout notre travail à venir va être de donner à cette force conscience de ce qu'elle porte en elle, du monde nouveau qu'elle porte en elle, des valeurs qui lui sont les siennes, de la politique qu'il lui faut pour se déjouer de ses adversaires déclarés et de ses faux amis.

C'est pour ça que je me suis engagé dans la construction du NPA. Parce que quand on est ouvrier, notre seule dignité c'est la lutte et la lutte jusqu'au bout. Personnellement on peut échapper à l'exploitation, la classe ouvrière ne peut pas y échapper

sinon en changeant le monde. Et c'est ce que je veux faire. Vous savez, parfois quand dans la rue on voit un mendiant et qu'on ne veut pas lui donner, on fuit son regard, on regarde ailleurs et on oublie le plus vite possible. Mais on ne peut pas regarder ailleurs quand on est avec ses collègues de travail à l'usine quand l'un d'entre eux se suicide, est humilié ou détruit, on ne peut pas regarder ailleurs à l'usine et apprendre en même temps les valeurs humaines les plus hautes à ses enfants.

C'est pour ça aussi que j'ai accepté d'être tête de liste aux élections européennes, pour porter à la face des puissants qui vont donner des milliards aux banques et n'ont que des paroles pour les pauvres, le témoignage, la colère, l'intelligence et la dignité de ceux qu'ils foulent aux pieds. Ce n'est pas pour moi que je me présente mais pour Paul, Mario, Marcel et encore d'autres qui se sont suicidés et pour tous les autres qui luttent au quotidien. Pour faire de ces élections la tribune de ceux qu'on assas-

sine en silence, de ceux qui ont une autre morale bien plus élevée que celle de l'argent et de l'égoïsme, la morale de la solidarité humaine, du partage et de la vie commune, pour en faire la tribune de ceux qui luttent pour une autre vie et un autre monde. Et aussi parce que ces élections seront une des étapes de la politisation des classes populaires dans cette période de crise.

C'est ce sens là que je mettrai dans nos revendications d'urgence que ce soit les 300 euros d'augmentation, l'interdiction des licenciements ou l'embauche d'un million de salariés dans la fonction publique.

Et puis aussi, à un autre niveau, l'expropriation des grands groupes de l'énergie comme Total pour créer un véritable service public de l'énergie sous le contrôle de ses salariés et de la population. Pareil pour l'automobile comme enfin la nationalisation des banques sans indemnités ni rachat pour créer un véritable service public bancaire là aussi sous le contrôle des salariés et de la population afin que

l'argent ne soit plus du capital qu'on accumule pour voler les autres mais un simple service public. Il n'est plus possible qu'une poignée d'irresponsables qui n'ont pour seul but que le profit et pour seule morale l'enrichissement personnel puissent décider de la vie et de la mort de millions et milliards d'êtres humains plonger l'humanité dans la catastrophe par leurs spéculations effrénées.

C'est pourquoi aussi je suis fier que le NPA m'ait proposé cette candidature aux européennes même si pour moi ce n'est pas facile. Parce qu'à travers moi le NPA cherche à se faire représenter par ceux qui n'ont pas droit à la parole, par ceux qui au fond sommes dangereux pour ce monde capitaliste. Ouvrier de l'automobile, au delà de ma personne, c'est un symbole, un drapeau, une histoire, un programme. La parole aujourd'hui pour le pouvoir demain de ceux qui n'ont rien et qui seront tout... pour un monde enfin humain, débarrassé de toute exploitation capitaliste et de toutes les oppressions. »

❖ TRIBUNE LIBRE INTERNATIONALISTE

Compte-rendu de la première conférence européenne de la FT-QI

Nous publions ici un compte-rendu de la première conférence européenne de la Fraction Trotskyste-Quatrième Internationale (FTQI), avec laquelle la Tendence CLAIRE du NPA a décidé d'ouvrir des discussions approfondies. Ce compte-rendu a été publié en castillan dans le journal du PTS d'Argentine (Parti des Travailleurs pour le Socialisme, principale section de la FTQI), et en français dans la revue Stratégie internationale n° 6, publiée par la FTQI, avec les textes qui ont servi de base aux travaux de la conférence. Pour contacter la FTQI : correo@ft-ci.org

La première Conférence Européenne de la (FT-QI) s'est tenue les 11, 12 et 13 avril en banlieue parisienne. Y ont participé des délégations de Clase

contra Clase de l'État Espagnol, d'Internationaler Klassenkampf d'Allemagne, des membres de la FT-QI qui militent dans le Collettivo Comunista di Via Efeso de Rome et militants de l'ex-Groupe CRI, ainsi que des invités et sympathisants de la Tendence CLAIRE du NPA en France. Cette Conférence a constitué un pas en avant précieux malgré sa dimension modeste comme cela s'est reflété dans la qualité des échanges et dans le climat fraternel de la réunion. (...)

L'Europe face à la crise capitaliste mondiale

La Conférence a abordé la façon dont la crise historique du capitalisme mondial frappe l'Union Européenne (UE) sous la forme d'une série de

crises combinées. Les banques européenne les plus importantes d'une part ont constitué l'un des principaux réceptacles des actifs toxiques émis sur le marché immobilier et financier américain. Certains pays de l'UE d'autre part, qui avaient bénéficié des importants flux de financement externe pendant la période précédente ou du crédit facile grâce aux conditions initiales de l'adhésion à l'euro, sont en train de subir l'ajustement de la bulle immobilière et du crédit : c'est le cas par exemple de l'Angleterre, de l'État espagnol, de l'Irlande et dans une moindre mesure de la France. Les banques anglaises et celles de l'Europe continentale enfin ont une forte participation dans les prêts aux économies dites « émergentes ». Le taux d'exposition à ces marchés (mesuré en pourcentage du PIB) des banques

européennes (21%) et britanniques (24%) est cinq fois plus élevé que celui des institutions japonaises (5%) ou américaines (4%). Cela pourrait par conséquent représenter un puissant effet boomerang sur ces banques et les économies qui les soutiennent. L'Europe de l'Est a été la principale destination des prêts bancaires. La phénoménale crise de la dette qui s'est ouverte dans cette région peut toucher fortement l'Europe occidentale. Ce danger est lié non seulement au risque du crédit mais également à la fuite de capitaux qui peut se produire dans certains pays. Le taux d'exposition de l'Autriche aux « économies émergentes » par exemple est si élevé que l'on peut lui assigner le même risque souverain qu'à ses débiteurs. Par ailleurs, les difficultés accrues de financement des économies qui possèdent un déficit de leur compte courant semblable à celui des pays en voie d'adhésion l'euro et dont une part importante du PIB est lié à l'évolution des pays émergents comme dans le cas par exemple de l'Espagne (23%) constituent un autre élément important à analyser. Pour finir, mais ce n'est pas là l'aspect le moins important, pour un grand nombre de pays d'Europe à commencer par l'Allemagne les exportations avaient constitué le moteur de la croissance au cours de la période précédente. Ces pays se retrouvent donc particulièrement menacés par la chute brutale du commerce mondial et par son manque de financement. Cela touche également les pays de l'Est où ceux d'Europe occidentale avaient délocalisé une grande partie de leur production.

Ces facteurs expliquent pourquoi l'UE a été l'une des zones où la crise financière internationale a frappé le plus fort. Parallèlement le PIB a chuté non seulement dans les petits pays de l'Est ou en Islande mais également dans certaines des principales économies européennes.

Dans ce cadre la Conférence a examiné de façon critique les positions de ceux qui en se basant sur l'exemple de moment difficiles traversées par l'UE dans le passé considèrent que la réponse à la crise actuelle sera inévitablement un nouveau saut dans l'intégration bourgeoise et réactionnaire de l'Europe. La Conférence a au contraire souligné que même si l'on ne peut écarter l'hypothèse d'une issue pro-européenne plus fédérale, comme en témoignerait l'émission sur le marché des capitaux d'un bon commun pour la dette des différents pays, la crise actuelle met en exergue le fait que l'euro et l'UE elle-même ne sont pas invulnérables. Nous avons aussi souligné combien, face à la magnitude et à l'approfondissement de la crise, des scénarios plus catastrophiques pourraient devenir réalité, ce qui ne veut pas dire bien entendu que ce sera le cas. Nous avons ainsi envisagé non seulement l'hypothèse de la sortie de la zone euro d'un pays d'importance secondaire — tandis que les autres y resteraient — mais aussi l'hypothèse selon laquelle la plus grande conquête de l'intégration bourgeoise, l'euro, et donc l'UE elle-même, pourrait être remise en question. Cela serait le cas par exemple si des dévaluations compétitives des monnaies de pays situés en dehors de la zone euro, comme la Suisse (premier pays avec une déflation en Occident après le Japon qui vient de dévaluer sa monnaie) ou l'Angleterre, se combinaient avec de fortes pressions de la lutte de classes, conduisant à des solutions populistes dans les grands pays impérialistes de l'UE ou à un enchaînement de cessation de paiement de la dette souveraine à l'Est ou même à l'Ouest.

Dans ce cadre l'affirmation selon laquelle l'unification de l'Europe ne pourra être réalisée que par la classe ouvrière à travers la révolution prolétarienne conserve toute son actualité. En ce sens la plus grande interpénétration de capitaux, une tendance qui

s'est renforcée de façon significative par rapport à l'époque de l'impérialisme du début du XXe siècle analysée par Lénine, ne peut être traitée abstraitement et de façon an-historique sans prendre en compte les contradictions actuelles rappelées ci-dessus. En outre si l'on se réfère à la formation des États nationaux, comme par exemple celle de l'État français ou des États-Unis qui n'ont pu s'accomplir sans révolution ou également de lutte pour l'indépendance et d'une guerre civile dans le second cas, on mesure mieux qu'envisager une unification européenne bourgeoise de façon évolutive est non seulement réactionnaire mais également utopique. Une cession de la souveraineté en faveur d'une entité supranationale européenne sans grands affrontements est impossible.

Les premières réponses à la crise et les nouvelles médiations qui apparaissent

La Conférence a constaté que la crise est si violente que des pays pourtant peu connus pour leur tradition de lutte de classes comme l'Islande par exemple ont connu des explosions sociales aiguës. Parallèlement, compte tenu de la préparation relativement faible du prolétariat européen, le niveau des réponses aux attaques du capital pour lui faire payer la crise est surprenant. En effet celle-ci frappe un prolétariat marqué par un long recul de sa subjectivité et de son organisation après des années d'offensive néolibérale, un salariat privé de parti révolutionnaire et même, dans la plupart des cas, de partis d'extrême gauche de portée nationale. de ce point de vue, la France fait figure d'exception.

Nous nous sommes donc attachés à analyser les différents mouvements qui ont surgi : la rébellion largement spontanée, puissante, violente et prolongée de la jeunesse grecque et

les journées de grève interprofessionnelle dans ce pays ; la lutte des étudiants contre le plan Bologne dans l'État Espagnol ; les manifestations massives des travailleurs en Irlande ; la lutte de classes de plus en plus forte qui se développe depuis l'année dernière en Italie ; et enfin les deux journées d'action massives et les mouvements de lutte de la jeunesse universitaire et des travailleurs en France, des événements qui placent aujourd'hui ce pays, une des principales puissances impérialistes, à l'avant-garde des réponses ouvrières et populaires à la crise mondiale quand bien même celles-ci restent encore globalement en deçà de ce que devrait être une réponse ouvrière par rapport à l'ampleur de la récession. Ces mouvements possèdent certaines caractéristiques communes : la jeunesse y occupe une place très importante, notamment la jeunesse scolarisée ; de même, les jeunes travailleurs précarisés et mal payés y sont aussi de plus en plus nombreux ; le retour de la classe ouvrière industrielle dans les luttes n'est pas encore un phénomène généralisé mais il existe une claire tendance initiale en ce sens ; des méthodes de lutte disparues depuis longtemps réapparaissent, même si pour le moment il ne s'agit pas de tendances généralisées ni massivement reprises : séquestrations de patrons en France, grèves avec piquets et occupation (France, Ukraine, État espagnol, Royaume-Uni, Irlande, Allemagne). Tout cela indique un début de radicalisation ouvrière qui constitue une réponse à la violence de la crise. S'allier à cette nouvelle avant-garde ouvrière, à ses luttes et à sa rage et la gagner aux idées du marxisme révolutionnaire représente un défi majeur pour tous ceux et celles qui se revendiquent du trotskysme.

Dans ce cadre la Conférence a analysé les nouvelles tendances couramment appelées « anarcho-autonomes » qui se renforcent, aussi

bien dans l'État Espagnol, en particulier à Barcelone, qu'en France et dans d'autres pays d'Europe. Ce phénomène naît, d'une part, comme une expression plus générale face aux tendances des vieux partis du réformisme social-démocrate (et dans certains cas stalinien) à se transformer en des partis bourgeois normaux. D'autre part cette tendance témoigne de la progression de la subjectivité, sous-tendue par la nouvelle situation que nous traversons, de certains secteurs, notamment de la jeunesse scolarisée et précarisée. Le phénomène « anarcho-autonome » constitue cependant en même temps et de manière contradictoire un obstacle à la construction d'organisations marxistes révolutionnaires. L'émergence d'une jeunesse radicalisée, anarchisante, sans pour autant s'appuyer sur l'idéologie traditionnelle de l'anarchisme, et sur laquelle ne pèse pas le poids des défaites du passé est aussi favorisée par le virage opportuniste, vers le pacifisme et l'électoratisme, des courants qui se revendiquent du trotskysme ou de l'extrême gauche, notamment dans les pays où ces organisations ont un poids dans l'avant-garde.

Les militants de Tarnac sont un exemple de cette tendance. Il s'agit d'un « groupe » devenu célèbre en France à la suite des arrestations de novembre 2008 sous l'accusation de sabotage des lignes de la SNCF. Les militants de Tarnac ont été arrêtés et accusés sans la moindre preuve si ce n'est l'écriture d'un pamphlet qui leur est attribué, *L'insurrection qui vient*. Ce scandale juridique a provoqué l'indignation des habitants du village où ils habitaient qui ont organisé des comités de soutien ainsi que celle de dizaines d'intellectuels de renom. Cela a conduit à la libération sous contrôle judiciaire des jeunes arrêtés, à l'exception du plus connu de tous, Julien Coupat, qui reste actuellement en prison. Ce groupe qui revendique le

mot d'ordre du « ¡Que se vayan todos ! / Qu'ils s'en aillent tous ! » scandé par les manifestants au cours de la crise argentine de décembre 2001, la révolte des banlieues et la méthode du sabotage, se réfère à une idéologie où le blanquisme se mêle au proudhonisme, ces deux utopies émancipatrices du XIX^e siècle, alternatives au marxisme. Tenant compte de la société carcérale dans laquelle nous vivons, il faudrait, selon *L'insurrection qui vient*, lutter pour détruire ce qui nous détruit ; lutter individuellement et collectivement là où l'on se trouve, pour un monde débarrassé de l'exploitation et de la domination. Ce ne sont ni le code pénal ni la morale de cette société qui devraient dicter notre conduite mais bien la rage et l'éthique de chacun. *L'insurrection qui vient* considère ainsi que ce qui nous unifie c'est la rage ou la haine et non l'appartenance à une classe, à une race ou à un quartier. Pour paraphraser Toni Negri, le sujet de la transformation sociale serait ainsi une « multitude » d'enragés.

Ces tendances qui émergent en Europe et dont nous venons d'analyser une des expressions en France exigent des marxistes révolutionnaires une lutte idéologique, stratégique mais également organisationnelle. S'il faut mener cependant cette polémique avec intransigeance il faut également le faire sans sectarisme. Nous devons nous attacher à montrer la force et le potentiel de la classe ouvrière et nous atteler avec audace, dans la mesure de nos possibilités, à organiser une puissante organisation de jeunesse regroupant étudiants, jeunes travailleurs précaires et jeunes de banlieue, autant de secteurs parmi lesquels Olivier Besancenot jouit d'une grande sympathie mais à l'égard desquels le NPA n'a pas de politique afin de les organiser de façon révolutionnaire.

La reconstruction de la IV^e Internationale : un mot d'ordre central

Nous avons également débattu au cours de la Conférence de la nécessité de résister à la pression et à l'abandon du trotskysme au sein de plusieurs organisations d'extrême gauche, notamment au sein du NPA. Le NPA vient d'abandonner dans son congrès fondateur toute référence au trotskysme et de remplacer la stratégie de lutte pour la dictature du prolétariat par la formule ambiguë d'un « gouvernement de rupture », soutenant que la question de la IV^e Internationale relève du passé car elle serait réductible au combat contre le stalinisme.

Tout au contraire la gravité de la crise et les conditions de putréfaction du capitalisme, (tout comme les concessions arrachées par exemple en Guadeloupe et en Martinique après une grève générale prolongée mais qui sont toujours insignifiantes rapportées à la misère des masses et à la profon-

deur de la crise sociale) font que « la plus immédiate de toutes les revendications doit être l'expropriation des capitalistes et l'étatisation et socialisation des moyens de production » comme le soulignait déjà Léon Trotsky dans *Où va la France ?* C'est en ce sens qu'il nous faut plus nettement mettre en avant dans l'agitation la nécessité de forger des partis révolutionnaires et la reconstruction de la IV^e Internationale. Ne pas le faire reviendrait à prendre le risque de céder au trade-unionisme et /ou à la participation aux luttes en tant que simples militants combattifs, c'est-à-dire sans aider le meilleur de l'avant-garde à s'élever à la conscience de son rôle en tant qu'avant-garde de la classe hégémonique.

La nécessité de mettre sur pied une orientation plus offensive pour la reconstruction de la IV^e Internationale répond également à la nécessité de livrer une bataille politique ferme face au projet de regrouper, au moins sur le continent européen, les différents partis anticapitalistes dits « larges »,

basés sur un programme ambigu et sans délimitation de classe.

La Conférence a ainsi partagé les premières réflexions que notre courant international a commencé à poser au sujet de la nécessité d'une nouvelle méthode de regroupement des révolutionnaires dans la prochaine période (...). Au cours de la période précédente, vu le niveau relativement bas de la lutte de classes et de la subjectivité révolutionnaire, notre méthode consistait à discuter avec d'autres courants sur la base des leçons révolutionnaires que nous pouvions tirer des principaux événements de la lutte de classes. Aujourd'hui il nous semble nécessaire, sans pour autant négliger la discussion sur les fondements idéologiques et sur les bilans de l'intervention dans la lutte de classes, de placer au premier plan les questions stratégiques et programmatiques qui seront mises à l'épreuve dans l'action. Approfondir ce débat sera l'un des axes de la prochaine Conférence internationale de la FT-QI.

❖ ESPAGNE (TRIBUNE LIBRE)

4 millions de chômeurs ! Assez de licenciements et de chômage ! Grève générale de 24h et plan de lutte national !

L'UGT et les CCOO doivent rompre leur pacte social avec le gouvernement et le patronat !

Nous publions ci-dessous l'éditorial de Contra la Corriente, le bulletin du groupe Clase contra Clase, section espagnole de la FT-QI (Fraction Trotskyste-Quatrième Internationale).

La barre des 4 millions de chômeurs vient d'être franchie, soit 17,36% de la population active et on se dirige vers les 5 millions. Cela rend obsolète les prévisions du gouvernement (15,9%), de la commission européenne (16,1%) et même du FMI (17,7%) : personne ne

s'attendait à un chiffre si catastrophique, même pour la fin de l'année. Cette situation montre clairement que l'État espagnol est entrain d'entrer dans une crise historique, que l'on commence déjà à comparer avec l'une des plus graves connues par un pays d'Europe occidentale au siècle dernier.

Les plus de 800 000 licenciements au premier trimestre ont laissé sans effet le ballon d'oxygène que Zapatero [premier ministre, dirigeant du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, PSOE] voulait se donner

avec son remaniement ministériel, a rendu la crise gouvernementale encore plus aiguë et a aggravé l'affrontement avec le PP [Parti Populaire, principal parti de la droite en Espagne]. Le remplacement des ministres les plus usés (Solbes, Magdalena Alvarez et la rétrogradation de Garmendia) para d'autres, ayant un profil plus politique, n'était pas une simple opération de maquillage. C'était aussi une confirmation de la stratégie « socialiste » pour sortir de la crise : elle repose sur l'accroissement galopant de la dette

publique et sur l'idée d'adapter le rythme des attaques directes contre la classe ouvrière pour qu'il soit compatible avec la collaboration de la bureaucratie syndicale. L'échec de cette stratégie pour d'autres secteurs de la bourgeoisie, regrouper derrière le PP, mais aussi au sein même du PSOE (comme c'est le cas du gouverneur de la Banque d'Espagne), qui sont pour contenir les dépenses publiques et lancer un ensemble de mesures d'ajustement sur le marché du travail, les retraites, etc, renforce les tendances à la crise du régime. Ce dernier a été imposé par la Transition, une contre-révolution démocratique qui a permis à la monarchie de se maintenir, a préservé l'appareil de répression franquiste et a mis en place progressivement une démocratie parlementaire organisée autour de deux grands partis patronaux.

Alors que plus d'un million de familles ont tous leurs membres au chômage, alors qu'un nombre similaire de chômeurs ne touchent aucune allocation, alors qu'un presque 100 000 familles ont perdu leur logement l'année dernière, que fait le gouvernement ? Il continue à faire des milliards de cadeaux aux grands banquiers, aux entreprises les plus importantes et à celles du secteur de la construction.

Alors que le fouet du chômage de masse et la politique criminelle de la bureaucratie syndicale ont empêché jusqu'à maintenant une riposte d'ensemble des travailleurs, la grogne sociale s'accroît et s'est exprimée dans des manifestations, comme celles convoquées par les CCOO [les Commissions Ouvrières, l'une des deux principales centrales syndicales en Espagne, comptant environ 1 million de syndiqués] et l'UGT [l'Union Générale des Travailleurs, l'autre grande centrale syndicale, comptant elle aussi environ 1 million de syndiqués] à Saragosse, à Barcelone et plus encore dans la lutte contre le plan Bologne, les manifestations contre la LEC catalane [la loi d'éducation catalane] ou contre la répression déployée par la *Tripartit* [nom du gouvernement de la Généralité de Catalogne, composé par trois partis, le PSC (Parti Socialiste de

Catalogne), l'ERC (la Gauche Républicaine Catalane) et ICV-IU i A (Initiative pour une Catalogne Verte et Gauche Unie et Alternative)] contre les étudiants. Cette dernière lutte a été très particulière, car les gens sortaient sur les balcons, applaudissaient, frappaient sur des casseroles et saluaient les jeunes en lutte contre la privatisation.

Si pour le moment le gouvernement a principalement recours à un pacte avec la bureaucratie syndicale pour faire retomber la crise sur le dos des travailleurs, il a également fait preuve d'un autre talent. La répression contre les étudiants de Barcelone en lutte contre le plan Bologne n'a pas été un excès de Mossos catalans [de la police de la Généralité de Catalogne]. Bien au contraire. Le PSOE et ses alliés « de gauche » cherchent à intimider l'avant-garde et à faire peur de tous ceux qui voudraient se joindre à la lutte.

Les politiques contre les immigrés sont encore plus dangereuses. La campagne de persécution et de déportations et les interventions de la bureaucratie syndicale exigeant l'arrêt des flux migratoires terrorisent la fraction de la classe ouvrière qui souffre le plus fortement du chômage (avec près de 30% de chômage) et préparent le terrain pour les idées racistes et xénophobes. La division des rangs ouvriers entre les nationaux et les étrangers va être exploitée à l'avenir par le gouvernement et le patronat pour faire passer ses plans.

Une grève générale de 24h est nécessaire

Même si, en s'opposant aux propositions du patronat (pour rendre les licenciements moins coûteux, pour mettre en place un contrat unique précaire, privatisations des retraites), la bureaucratie syndicale cherche à se donner un profil « de gauche », son rôle véritable est clairement de gérer la crise provoquée par les patrons. Elle n'a rien eu d'autre à proposer aux 4 millions de chômeurs que la poursuite de sa politique de dialogue et de paix sociale, en demandant simplement l'intégration des Communautés Au-

tonomes au nouveau schéma de discussion. Face au discrédit de ces pseudo-négociations pour des centaines de milliers de travailleurs, Toxo [secrétaire général des CCOO] et Méndez [secrétaire général de l'UGT] veulent maquiller d'une nouvelle manière la table des négociations.

Pour le moment, ils n'ont appelé qu'à quelques manifestations isolées, annoncées dans la presse, à Saragosse, à Barcelone et dans quelques autres villes. Les différentes luttes contre les ERE,s [littéralement « dossiers de régulation de l'emploi », c'est-à-dire des plans pouvant inclure du chômage partiel, des licenciements et d'autres mesures contre les travailleurs, plans qui doivent recevoir l'aval du gouvernement] et les licenciements sont dirigées vers la négociation d'indemnités au lieu de lutter pour imposer le mot d'ordre « pas un seul licenciement ». En outre, Méndez et Toxo proposent un plan répondant véritablement aux besoins des capitalistes, en exigeant plus d'aides pour le patronat et un plan de travaux publics au service des grandes entreprises du BTP, c'est-à-dire prenant en charge les investissements que la bourgeoisie espagnole n'a pas voulu financer avec ses profits des dernières années. C'est à l'opposé de la lutte pour un plan de travaux publics conforme aux besoins des travailleurs et accompli sous leur contrôle permettant de satisfaire les besoins dans le domaine de la santé, de l'éducation et des autres services. Les millions d'argent public offerts aux patrons ne servent qu'à leur permettre de se sauver eux-mêmes et à préparer le paiement des licenciements actuels et futurs, c'est-à-dire à nous condamner.

Comme si tout cela ne suffisait, ces dirigeants prétendent qu'il ne faut pas appeler à une grève générale de 24h dans l'État Espagnol. Le secrétaire à l'organisation et à la communication de l'UGT, Jose Antonio Cubillo, déclarait à *El Pais* le dimanche 26/04/09 que « *le syndicat n'appellera à aucune grève pour affaiblir le gouvernement central alors que celui-ci est le meilleur allié des travailleurs* ». Nous devons

imposer à la CGT et aux CCOO la rupture de la paix sociale qu'elles maintiennent avec ce gouvernement anti-ouvrier et l'appel à une grève générale de 24h pour arrêter ces attaques. Un tel appel à une grève générale de 24h serait le premier pas pour lancer un plan de lutte avec des mobilisations, des meetings et des actions de luttes dans toutes les villes de l'État espagnol, afin de garantir que cela ne soit pas une journée de protestation sans lendemain.

L'initiative prise par ELA et LAB [centrales syndicales nationalistes basques] en Euskadi [Pays Basque] d'appeler à une grève générale de 24h le 21 mai, doit servir d'exemple pour commencer à mettre en avant une orientation alternative à la politique criminelle de paix sociale. Il faut exiger publiquement que les CCOO et l'UGT se joignent à cet appel à une journée de lutte au Pays Basque et qu'elles l'étendent à tout le pays. Pour que la grève soit effective, il est nécessaire de reconstruire l'unité des travailleurs dans les usines. Afin d'atteindre cet objectif, il est crucial d'appeler à des Assemblées Générales rassemblant tous les travailleurs (qu'ils soient syndiqués ou non, qu'ils aient un poste fixe ou un CDD, qu'ils soient nationaux ou étrangers...), où l'on puisse discuter de la manière d'en finir avec la politique criminelle de la bureaucratie syndicale.

Les syndicats alternatifs, comme la CGT [centrale syndicale issue d'une scission avec la CNT et toujours marquée par la tradition anarcho-syndicaliste] et les Intersyndicales peuvent jouer un rôle clé dans cette situation, en impulsant une campagne dans les usines et sur les lieux de travail qui donne une réponse au chômage et à la crise. La CGT de Catalogne co-dirige avec ACTUB à TMB [compagnie de bus de Barcelone], est majoritaire dans le métro de Barcelone, etc. L'intersyndicale a un poids important parmi les professeurs et les fonctionnaires. Dans les Asturies, la CSI [Courant Syndical de Gauche] dirige les chantiers navals de Gijon, en Andalousie le SAT [Syndicat Andalou des Travailleurs] a une grande influence parmi les salariés agricoles, à Saragosse la CGT a une implanta-

tion chez Opel et dans la métallurgie et l'Intersyndicale dirige le syndicat des transports urbains, la STE's [Syndicat des Travailleuses et Travailleurs de l'Enseignement] ont une forte implantation chez les employés de l'État avec une forte présence dans quelques régions comme les Canaries, la Catalogne, Madrid ou les Asturies. Ces syndicats pourraient appeler à une réunion de comités d'entreprise, de sections syndicales d'entreprises en lutte et de militants pour réorganiser l'opposition ouvrière à la bureaucratie qui dirige les CCOO et l'UGT et essayer d'imposer la grève générale de 24h par en bas avec des assemblées et des mobilisations. Les organisations étudiantes et les coordinations des assemblées à la tête la lutte contre le plan Bologne peuvent aussi jouer un rôle actif dans cette campagne pour une grève générale de 24h.

Pour un programme ouvrier d'urgence

Il faut mettre en avant un programme ouvrier d'urgence face aux attaques capitalistes :

1) Non au ERE's et assez de licenciements ! Il faut imposer aux dirigeants syndicaux de CCOO et UGT de ne signer aucun ERE et de lutter contre tout licenciement ! Nous ne pouvons pas rester les bras croisés face au licenciement de l'un de nos camarades.

2) Contre l'augmentation du chômage qui atteint 4 millions, si l'on en croit les statistiques du gouvernement, il faut lutter pour la répartition des heures de travail entre tous sans baisse de salaire jusqu'à en finir avec le chômage. L'argent pour payer les salaires doit être pris sur les millions d'euros qu'ont gagnés les patrons pendant la dernière décennie et non des aides de l'État au patronat.

3) Face aux fermetures d'entreprises, nous devons lutter pour l'occupation et la relance de la production, tout en se battant pour sa nationalisation sous contrôle des travailleurs.

4) Contre les expulsions de logements, qui augmentent de jour en jour, il faut mettre en avant le mot d'ordre de « pas une expulsion ! », ainsi qu'exiger que tous les intérêts

sur les hypothèques soient annulés et que les mensualités de remboursement ne dépassent pas 15% du salaire. En même temps, nous devons lutter pour la nationalisation du sol, des entreprises de BTP et des logements des spéculateurs, afin d'assurer aux travailleurs des logements à louer qui ne coûtent pas plus de 10% du salaire. Il faut également se battre parmi les travailleurs de la construction et les associations d'habitants des quartiers populaires pour un plan de travaux publics au service des travailleurs et du peuple, c'est-à-dire consiste en des hôpitaux, des garderies, des écoles, des centres sportifs, etc. et non des constructions somptuaires (comme celles pour l'Exposition Universelle) ou des investissements d'infrastructures orientés vers la satisfaction des besoins des patrons. Ces plans publics doivent être financés sur la base d'impôts sur les grandes fortunes et les entreprises les plus importantes.

5) En même temps, il faut combattre les tentatives de diviser nos rangs en luttant pour le passage en CDI de tous les CDD et intérimaires, pour la régularisation de tous les immigrants et contre la persécution ainsi que les expulsions dont sont victimes les travailleurs étrangers.

Il nous faut adopter un programme d'urgence comme celui-ci, si nous ne voulons pas que la crise retombe sur notre dos avec une baisse significative de nos conditions de vie. Nous ne devons rien attendre du PSOE ou du PP, ni des alliés « de gauche » de Zapatero, c'est-à-dire de ceux-là même qui ont dirigé la répression contre les étudiants en Catalogne. La lutte pour un programme ouvrier d'urgence fait partie de la lutte pour un gouvernement ouvrier et populaire par lequel les travailleurs donneraient des solutions à leurs propres problèmes et à ceux des autres secteurs comme ceux des travailleurs indépendants, classes moyennes ruinées, des petits commerçants. Un tel gouvernement est le seul capable de changer l'État espagnol à la racine, en expropriant les grandes banques et les entreprises capitalistes qui dominent l'État, seule façon d'en finir avec l'anarchie et la misère capitaliste qui se manifeste aujourd'hui avec tant de férocité.

V^e sommet des Amériques : entre crise et soumission

Nous publions ici un article d'Eduardo Molina paru le 23 avril 2009 dans La Verdad Obrera, journal du PTS, section argentine de la FTQI.

Du 17 au 19 avril, trente-trois chefs d'État américains, à l'exception de Cuba, se sont réunis à Puerto España (capitale de Trinité et Tobago) pour recevoir le président Obama dans l'attente que cette réunion ouvre une « nouvelle étape dans les relations entre les USA et l'Amérique Latine ». Bien que dans ces rencontres diplomatiques on n'ait pas l'habitude de prendre les décisions déterminantes, elles nous permettent d'analyser les tendances au niveau des relations interétatiques, dans ce cas les relations entre la principale puissance impérialiste et les semi-colonies latino-américaines. Par ailleurs, le fait qu'Obama y soit allé pour présenter les grandes lignes de sa politique pour la région et que le thème de Cuba ait pris une grande importance avant et pendant le Sommet, lui ont conféré une ampleur plus significative.

Cependant, malgré les félicitations réciproques entre tous les participants, les résultats du Sommet n'annoncent rien de bon pour les travailleurs et les peuples de la région. D'une part, le climat de « cordialité et d'optimisme » du Sommet ne peut pas cacher que celui-ci se réalise dans un contexte international cauchemardesque, marqué par l'extension et l'aggravation d'une crise mondiale historique. Et d'autre part, nous sommes dans un contexte de déclin de l'hégémonie impérialiste des USA, aggravé par la crise économique qui renforce les contradictions interétatiques et qui rend plus difficile la gestion des affaires mondiales par Washington.

Ces deux éléments ont un grand impact déstabilisateur en Amérique Latine, où la récession économique a déjà commencé (bien qu'avec du retard et pour le moment moins violemment que dans les centres capitalistes), et où l'affaiblissement économique et politique des USA crée de l'incertitude et des « turbulences » additionnelles, à cause du haut degré

de dépendance latino-américaine à l'égard du dollar, du marché et des capitaux américains.

Tout cela explique la hâte des différents gouvernements pour entendre ce qu'Obama avait à dire sur le plan politique et économique, pour lui faire part de demandes et d'inquiétudes et pour détendre les relations.

Le « bon voisin » Obama et l'agenda impérialiste pour l'Amérique Latine

« Je suis là pour ouvrir un nouveau chapitre », a dit Obama lors de la session d'ouverture¹. Suivant la ligne de sa politique consistant à « donner un nouveau visage » à l'impérialisme nord-américain, Obama s'est présenté comme « un partenaire comme les autres (*an equal partner*) » : « Nous montrons qu'il n'y a pas de grand ni de petit partenaire en Amérique, nous ne sommes que des collègues engagés pour avancer dans un agenda commun avec des défis communs. » Ce tournant vers une politique de « bon voisinage » contraste avec l'« unilatéralisme » d'imposition de l'ère Bush. Celui-ci a conduit à une série d'échecs économiques (ALCA), politiques (chute de ses plus fidèles agents régionaux ou refus latino-américain de participer à la guerre en Irak) et diplomatiques (mauvaise passe du IV^e Sommet de Mar del Plata en Argentine). Tous ces événements ont témoigné de changements dans le cadre général des forces régionales, auxquels les USA doivent faire face après une décennie d'importants processus de masses, de crises politiques aiguës et de développement de phénomènes politiques nationalistes comme le chavisme.

Obama cherche à compenser la perte d'autorité nord-américaine au Sud du Rio Grande, améliorer l'image des USA, rétablir les relations avec les gouvernements de la zone et détendre les situations les plus conflictuelles, comme celles avec Cuba, le Venezuela et la Bolivie, pour réussir à recompo-

ser la capacité nord-américaine à exercer son hégémonie sur la région dans son ensemble.

Cela représente un problème stratégique pour Washington (quoique l'Amérique latine ait une importance secondaire dans les priorités de sa politique étrangère). Les USA ont besoin de récupérer le contrôle sur la région de la périphérie, qu'historiquement ils ont considéré comme leur « arrière cour », pour faire face dans les meilleures conditions aux défis lancés à leur hégémonie globale (par exemple, la rivalité avec les principales puissances impérialistes européennes et le Japon, mais aussi avec la Chine et la Russie qui ont augmenté leur présence économique et leurs liens politiques en Amérique latine dans la période récente).

Il s'agit de défendre le même « intérêt national » nord-américain de base par tous les moyens. La « lutte contre le narcotraffic », la « sécurité de l'hémisphère », la « sécurité énergétique », l'essor des biocombustibles et d'autres thèmes persisteront dans le programme des USA sous Obama pour l'Amérique latine.

Le maintien de hauts fonctionnaires de Bush comme Thomas Shannon à la tête des affaires pour l'hémisphère ou la désignation du Général (R) James Jones, ami personnel du républicain John McCain, comme Secrétaire National à la Sécurité, tous deux présents au Sommet, illustrent le degré de continuité.

Ce qui est nouveau dans l'orientation d'Obama est donc la rupture avec l'échec de l'« unilatéralisme » et le changement de ton et de style de la diplomatie, maintenant plus dialoguiste (ce qui ne veut pas dire que les USA acceptent de rediscuter les décisions et les politiques fondamentales), s'appuyant sur des « partenaires privilégiés » au niveau régional et sur des mécanismes multilatéraux pour avoir un consensus.

¹ BBC World, 18/4/09.

Cuba et la réorientation de Washington

« *La politique que nous avons eue pendant 50 ans n'a pas marché de la manière que nous nous attendions. Le peuple cubain n'est pas libre* »¹, a déclaré Obama en réponse à la disposition des présidents latino-américains à mettre fin à l'embargo. La polémique autour de la question de la réincorporation de Cuba avait précédé le Sommet et en a été une des questions clés.

Obama a aussi déclaré : « *Je crois que nous pouvons faire bouger les relations entre les USA et Cuba dans une nouvelle direction.* » Avant même le Sommet, sa Secrétaire d'État, Hillary Clinton, avait fait l'éloge de « *l'ouverture au dialogue de Raul Castro* », qui avait déclaré être prêt à « *discuter sur tous les sujets avec les USA : Droits de l'Homme, liberté de presse, prisonniers politiques* ». Miguel Insulza, Secrétaire Général de l'OEA, avait anticipé qu'il proposerait d'abolir les sanctions de 1962 contre Cuba². Lula a déjà défendu l'intégration de Cuba au Groupe de Rio et à d'autres scénarios.

En ce sens, un article publié dans *Clarín* [quotidien argentin, NdT] disait : « *La normalisation de la situation cubaine (...) est le symbole, dans la région, des changements au niveau international et le premier pas d'une nouvelle géopolitique pour l'hémisphère (...). Pour la première fois depuis un demi-siècle, Washington recule sur une discipline historiquement anticastro et s'apprête à mettre (ajouter) Cuba sur le même plan que celui où il maintient ses relations avec d'autres expériences communistes comme celle de la Chine ou celle du Viêt-Nam.* »³

Obama fait un geste comme celui de redonner l'autorisation aux familles cubaines de voyager et d'envoyer de l'argent vers l'île, mais n'a rien changé à l'embargo criminel, en demandant des conditions comme la « libération des prisonniers politiques » et des « signes d'ouverture ». La nouvelle administration démocrate est en train d'abandonner la politique consistant à imposer la chute directe

du régime castriste, comme le faisaient les républicains, et de se tourner vers une voie plus graduelle considérée comme la seule réaliste pour réussir la destruction des conquêtes de la révolution et amener jusqu'au bout la restauration capitaliste dans le pays et transformation en semi-colonie.

En fait, le Sommet montre que l'on est en train de tâter le terrain pour essayer d'effectuer des changements et qu'il est possible que s'ouvre un processus de négociations.

Rediscuter le « système interaméricain »

Le débat sur Cuba est lié à un problème plus général : celui de la recombinaison des relations de subordination semi-coloniale à l'impérialisme. En fait, depuis des années persiste une crise de l'ordre semi-colonial de la région, approfondie par les échecs de Bush. Les USA ne peuvent plus imposer leurs décisions sans effort comme autrefois. Tous cherchent une nouvelle relation qui, sans que cela implique un alignement automatique derrière les USA, permette de gérer les crises et les problèmes régionaux et de maintenir la « gouvernabilité » face aux vents de contestation qui se font déjà sentir sur le continent.

Un analyste attire l'attention sur le fait que « *le plus important et le moins discuté lors du Sommet, ce sont les profondes divergences qui aujourd'hui divisent les gouvernements latino-américains* »⁴. En effet, la dispersion oscille entre les positions les plus alignées derrière les USA et les politiques néolibérales (le Mexique, la Colombie ou le Chili), et le pôle de type nationaliste (le Venezuela ou la Bolivie), en plus de frictions et conflits bilatéraux à différents niveaux⁵.

La récession commence à déstabiliser toutes les relations sociales et politiques et augmente la possibilité de nouvelles crises politiques – comme le montre le Mexique. Tous cherchent à préserver la « stabilité régionale » à travers l'actualisation et la légitimation de mécanismes de gestion, de contention ou encore d'intervention internationale.

Obama désigne comme partenaire privilégié le Brésil dans la difficile entreprise de recomposer l'ordre régional (surtout à cause de son importance économique et de son poids régional).

Il désigne aussi comme alliés préférentiels le Mexique (à cause de leur contiguïté géographique et de leur partenariat dans le NAFTA) et la Colombie (pays stratégiquement important et solide allié de Washington) ; l'Argentine serait ainsi reléguée.

Obama et Lula ont préparé ensemble le Sommet et le rôle de la diplomatie d'Itamarati [Ministère des Affaires Étrangères brésilien, NdT] a été déterminant au sujet de Cuba. En outre, le Brésil a géré l'approchement entre Obama et Chavez⁶ ; et en plus il a intercedé en faveur de l'Argentine.

De cette façon, durant le Sommet le Brésil a obtenu de la part des États-Unis une plus grande reconnaissance de son rôle d'« interlocuteur privilégié » et de « leader régional », en s'appuyant sur une stratégie active pour réunir l'Amérique du Sud autour de ses initiatives économiques, politiques et de sécurité. Celle-ci est une tâche difficile étant donné les problèmes propres au Brésil et les frictions que cette projection crée avec ses voisins comme le Venezuela, l'Argentine ou l'Équateur.

La détente des relations avec le Venezuela et la Bolivie

« *Nous préparons l'artillerie que nous allons amener au Sommet* », avait dit Chavez dans la rencontre de l'ALBA, rejetant d'avance la déclaration de Puerto España car elle ne parlait pas de la crise économique globale et excluait Cuba. Cependant, il est arrivé au Sommet avec un très cordial salut à Obama en lui offrant le livre d'E. Galeano, *Les veines ouvertes de l'Amérique latine* (comme si sa lecture allait changer le président à la tête de l'administration impérialiste) ; il a gardé la plus grande modération dans toutes les réunions et a fini par nommer un nouvel ambassadeur à Washington.

Le geste a été bien reçu par Obama qui, en outre, face à une de-

¹ *Washington Post*, 20/4/09.

² *O Estado de Sao Paulo*, 18/4/09.

³ Marcelo Cantelmi. « *Estado Unidos y América Latina: un giro de gran proporción* ». *Clarín*, 17/4/09.

⁴ Moisés Naim, « *La cumbre del calipso* ». *El País*, 19/4/09.

⁵ Par exemple, entre la Colombie et l'Équateur et le Venezuela ; entre le Pérou et la Bolivie, etc.

⁶ Lula aurait dit à Chavez : « *Je crois qu'il est temps que tu prennes l'initiative et que tu discutes avec Obama. Si ta divergence était avec l'ancien président et non pas avec les USA, c'est le moment.* »

mande d'Evo Morales, a déclaré : « *Je veux être clair : je m'oppose absolument et condamne tout essai de renverser violemment un gouvernement élu démocratiquement, où que cela se passe dans l'hémisphère. Cela n'est pas la politique de notre gouvernement (...).* »¹

De cette façon, le climat dialoguiste a atteint aussi le Venezuela et la Bolivie, deux pays où la tension avait conduit à la suspension des relations diplomatiques avec Washington.

Chavez présente cela comme un « triomphe de la révolution », mais la vérité est que la recherche d'un rapprochement avec les USA témoigne de son cours de plus en plus « modéré » et mine le terrain sur lequel se base sa position de leader d'une « alternative bolivarienne ». En effet, en absence de vrais actes anti-impérialistes et en baissant les niveaux de sa rhétorique anti-nord-américaine, il peut commencer à s'affaiblir aux yeux des Latino-américains, en même temps que le renforcement du Brésil porte atteinte à ses aspirations « géopolitiques » dans la région.

En effet, l'ampleur de la crise oblige tout le monde à reconsidérer ses relations avec les USA, y compris les pays dépendants, comme le Venezuela et la Bolivie. Cette dynamique tend à mettre à nu l'inconsistance d'un « bolivarianisme » qui ne rompt ni avec l'impérialisme, ni avec les classes dominantes locales.

La crise économique et les demandes latino-américaines

Il n'a pas eu tort Obama quand il a dit que « *même les plus fervents critiques des USA désirent être sûrs que l'économie nord-américaine soit en marche et en croissance à nouveau. En ce sens, les gens soutiennent le succès des USA* »². Tous attendaient un signe qui indique une sortie de crise pour les USA pour qu'ils puissent ainsi aider les pays de la région qui commencent à entrer en récession.

D'après des données de la CEPAL, le PIB régional chuterait de 0,6% cette année. Le Brésil perdrait 1% et le Mexique 2% de leur PIB. L'Argentine est en train d'entrer en récession. Les

taux d'exportation, d'activité industrielle, etc., chutent dans un pays après l'autre. L'investissement de capitaux étrangers dans la région tomberait de 80% par rapport à 2008 et il y a dans certains pays de la zone des signes de fuite de capitaux. Les mesures protectionnistes, les fortes dévaluations, les tentatives de réduire la dépendance vis-à-vis du dollar à travers les « *swaps* » (Brésil-Argentine, Argentine-Chine, etc.) et les « paquets de stimulation » (qui atteignent 2% du PIB au Chili, au Mexique et au Brésil, 1% en Bolivie, au Venezuela et en Argentine) se révèlent impuissants pour éviter l'aggravation de la crise³.

Dans ce cadre, le président du Mexique, Felipe Calderón, a sollicité un « Plan Marshall » pour l'Amérique Latine de 100 milliards de dollars. D'autres attendaient que l'on inclue la région dans les plans de « sauvetage » discutés lors du G-20. Lula veut des garanties que les USA ne tomberont pas dans le « protectionnisme ». Uribe [président de la Colombie, NdT] et Alan Gracia [président du Pérou, NdT] attendaient la ratification des TLC [Traité de Libre Commerce] par le Congrès nord-américain et Tabaré Vasquez [président de l'Uruguay, NdT] attendait la ratification d'accords commerciaux préférentiels.

Obama ne s'est engagé à rien. Au-delà de phrases optimistes, il n'a annoncé qu'un fonds de 100 millions de dollars pour les micro-entreprises. « *Un peu moins qu'une aumône dont le montant n'arrive même pas à être équivalent au fonds d'aide aux PME créé par les quatre partenaires du MERCOSUR.* »⁴

Toutefois, ce qui est clair, et que tous ont accepté, est le retour du FMI et d'autres institutions multilatérales (comme la BID [Banque Interaméricaine de Développement, NdT]), dont la tâche est de discipliner les politiques économiques des gouvernements semi-coloniaux selon les intérêts du capital financier international. Le fait que le Brésil obtienne quelques voix de plus dans le Fonds pour avoir apporté 4,5 milliards de dollars n'altère pas ce rôle. En échange du fait que l'impérialisme leur « tende une main » face aux « goulets » financiers qui s'approchent dans plusieurs pays, les gouvernements se préparent à

accepter des conditions antinationales.

Après le Sommet

Manuel Zelaya, président du Honduras, a dit que l'« *Amérique latine est sortie [du Sommet] dignement et les USA aussi* », c'est-à-dire que les gouvernements latino-américains ont pu se montrer sans s'agenouiller devant les USA, mais en même temps ont épargné à Obama un fiasco politique et lui ont permis de rentrer à Washington applaudi et honoré. Néanmoins, le désaccord sur des sujets fondamentaux s'est maintenu ; ce qui a conduit à la non-signature de la déclaration « *pour ne pas gêner le bon climat du Sommet et les avancées par rapport à Cuba (...). Pour Obama, (...) simplement, personne n'a voulu porter la responsabilité d'avoir gâché la fête avec de lourds débats sur les divergences.* »⁵

Bien que Chavez lui ait donné du crédit parmi les masses latino-américaines en affirmant : « *Obama l'a dit, l'a promis, il faut lui faire confiance, il faut jouer avec la bonne foi mise en avant* », la vérité est que le gouvernant démocrate a montré qu'il a bien peu à offrir à l'Amérique latine et que, par contre, il a beaucoup d'exigences sur le terrain économique et politique.

Cependant, Chavez, Evo et d'autres n'ont pas jugé nécessaire de dénoncer le Plan Colombia, l'étouffante dette extérieure, l'occupation d'Haïti en faveur de l'impérialisme et tant d'autres thèmes qui montrent que la soumission latino-américaine aux intérêts fondamentaux des USA et de l'impérialisme n'a pas été mise en question. Il y a quelques mois, un analyste écrivait : « *Le reste du monde s'est montré à plusieurs reprises mécontent de la politique de George W. Bush (...). Obama sera probablement plus diplomatique que son prédécesseur, mais peut-être plus exigeant aussi* »⁶. Cet avertissement aux puissances semble encore plus valable pour la semi-coloniale Amérique latine.

Face à une crise de dimensions historiques comme celle qui est en

⁵ *Idem.*

⁶ Richard N. Haas, président du Conseil de Relations Etrangères. Article publié dans l'hebdomadaire *Confidencial de Nicaragua*.

¹ *La Jornada*, Mexico, 20/4/09.

² *Washington Post*, 19/4/09.

³ CEPAL, divers documents récents sur www.eclac.org.

⁴ Eleonora Grossman, dans *Clarín*, 20/4/09.

cours, il est plus que difficile que les USA renoncent à défendre les intérêts vitaux de leurs transnationales dans la région et qu'ils acceptent sans problèmes de perdre tout contrôle économique, politique et militaire sur l'Amérique latine. Au contraire, il faut s'attendre à ce qu'avec le temps ils cherchent à exercer la plus forte pression et l'agressivité au moment d'imposer le partage des coûts de la crise aux peuples de la région.

Impérialisme, hors d'Amérique latine !

Alors, rien de bon ne peut venir de cette si célébrée « nouvelle ère de relations entre les USA et l'Amérique

latine » pour les travailleurs et les peuples de la région, qui affrontent la perspective d'un tournant dans la crise, dans les attaques des capitalistes et dans le saccage impérialiste.

À la politique d'entente avec Washington des progressistes et des nationalistes il faut opposer le programme de la rupture avec l'impérialisme, en cherchant l'unité dans la lutte des travailleurs et des paysans de toute l'Amérique latine sous le mot d'ordre : « Que les capitalistes, les latifundistes et l'impérialisme paient la crise ! » Cela met sur la table, dans le cadre de la crise « globale », les tâches de la libération sociale et nationale. Dans cette lutte, le prolétariat et les minorités opprimées des USA seront un allié

fondamental. En effet, le grand contingent de travailleurs immigrés latinos constitue un « pont naturel » pour chercher l'alliance du prolétariat continental.

Ce ne sont pas les bourgeoisies nationales, ni les forces nationalistes et réformistes liées à celles-ci, qui pourront le faire. Il faut que la classe ouvrière prenne dans en mains la lutte continentale contre l'impérialisme.

La seule manière de réaliser la nécessaire unité économique et politique de la région est de construire par la voie révolutionnaire une Fédération de Républiques Socialistes d'Amérique latine.

□ **Eduardo Molina**

❖ **ARGENTINE**

Déclaration du Front de gauche et des travailleurs, anticapitaliste et socialiste (PTS-MAS-IZQUIERDA SOCIALISTA)

C'est aux capitalistes de payer la crise, pas aux travailleurs !

Affaibli par le conflit qui l'a opposé au patronat agricole sur le niveau des taxes à l'exportation sur les produits agricoles, c'est-à-dire pour la répartition de la rente agraire entre les secteurs agro-exportateurs et les secteurs industriels du capital et par les premiers effets de la crise en Argentine, Cristina Fernandez de Kirchner, présidente de la République, a décidé de convoquer des élections législatives anticipées pour le 28 juin 2009. Sur le plan politique, c'est pour le moment principalement les divers secteurs de l'opposition bourgeoise qui se renforcent. Cependant, malgré la politique de la bureaucratie syndicale, les travailleurs ont commencé à affronter la crise par leurs propres méthodes : manifestations, grèves, occupations d'usines, etc.

Dans ce contexte, il est important, pour aider les travailleurs à s'élever de la lutte sur le terrain économique au combat politique, de constituer une alternative de classe unitaire, développant un programme de revendications transitoires, dirigé vers le gouvernement des travailleurs, seul à même de satisfaire durablement les aspirations des exploités et des oppri-

més. C'est pourquoi la Tendence CLAIRE du NPA approuve l'accord conclu par delà leurs différences, entre le Parti des Travailleurs Socialistes (PTS), le nouveau Mouvement vers le Socialisme (MAS) et la Gauche Socialiste (IS), trois organisations issues de l'éclatement du MAS historique à la fin des années quatre-vingt. Elles ont décidé d'intervenir dans la campagne électorale en constituant un Front de Gauche¹ et des Travailleurs, Anticapitaliste et Socialiste, qui développe une orientation mettant l'accent sur l'indépendance de classe des travailleurs et avance d'excellentes revendications transitoires. Il se situe dans la continuité du Front que les mêmes

partis avaient formé pour l'élection présidentielle d'octobre 2007.

Malheureusement, le Parti Ouvrier (PO) a une nouvelle fois refusé de participer à un tel front unitaire, rééditant son choix de 2007. En l'absence de toute divergence politique sérieuse sur le programme à défendre, cette décision exprime un sectarisme nuisible, à l'heure où il s'agit de regrouper les secteurs d'avant-garde qui luttent pour les aider à avancer vers l'indépendance politique de classe et le programme du trotskysme. Elle semble s'expliquer par l'espoir caressé par le PO de sortir des élections comme la première force d'extrême gauche, car tout le monde suppose que le MST sera passablement affaibli par le soutien qu'il a accordé au patronat agraire dans le conflit de 2008.

La portée de cet accord électoral dépasse le simple cadre argentin. Il donne un exemple concret de la manière dont les organisations d'extrême gauche en France pourraient utiliser les échéances électorales pour présenter une alternative de classe, anticapitaliste cohérente et conséquente, pour le gouvernement des travailleurs et le socialisme, au lieu d'aller divisées aux

¹ Dans le contexte politique argentin, « gauche » (*izquierda*) désigne les partis se revendiquant du socialisme révolutionnaire, qu'ils mettent en œuvre une politique qui y corresponde ou non. Aujourd'hui cela désigne les partis se revendiquant du trotskysme (PO, PTS, IS, MST, MAS, etc) et du maoïsme (PCR). Le PC, qui s'est intégré pleinement au front large et mouvant organisé autour de Kirchner, relève du « centre gauche » (*centroizquierda*) (NdT.)

élections. Cela serait particulièrement utile à un moment où il s'agit de regrouper les travailleurs d'avant-garde pour développer une orientation afin que les travailleurs ne payent pas la crise du capitalisme.

La traduction et les notes (soit en bas de page soit entre crochets) sont de nous.

Antoni Mivani

Les élections du 28 juin ont lieu dans le cadre d'une crise de l'économie capitaliste-impérialiste mondiale. C'est la plus grave crise depuis les années 30 du siècle dernier. Il n'a jamais été aussi évident que le capitalisme est un système failli. L'impérialisme, sous la direction d'Obama, et les gouvernements capitalistes veulent que ce soient les travailleurs qui payent la crise et non ceux qui l'ont provoquée : les capitalistes, les banquiers, les multinationales, les grands propriétaires terriens et les organismes financiers internationaux comme le FMI, la Banque Mondiale ou la Banque Internationale pour le Développement.

Le capitalisme fait retomber sa crise sur le dos des travailleurs et des opprimés du monde entier. Des millions de travailleurs sont jetés dans le chômage et la misère, au moment même où les gouvernements des pays impérialistes injectent des milliards de dollars pour le sauvetage des grandes banques et entreprises. La crise frappe aussi bien le secteur financier que la production et le commerce mondial. Les affirmations selon lesquelles il serait possible d'y échapper ont été bien vite oubliées. Lors de la récente réunion du G20, la principale décision a été de renforcer le FMI pour qu'il puisse intervenir auprès des économies les plus endettées, en accordant de nouveaux prêts en échange des traditionnels « plans d'ajustement », qui s'accompagnent de licenciements et de baisse de salaires, ces plans que nous connaissons si bien dans notre pays et en Amérique Latine.

La résistance à ces mesures est aussi entrain de commencer. D'ores et déjà les gouvernements d'Islande, de Lettonie et de République Tchèque sont tombés. Des mobilisations populaires de masse ont eu lieu en Grèce, en Italie, en Irlande, en Ukraine et en France. Dans le dernier pays mentionné, les occupations d'entreprise avec séquestrations de patrons et de cadres dirigeants, une méthode de lutte radi-

calisée qui avait disparu depuis des dizaines d'années, s'étendent. Elles bénéficient d'un large appui dans la population et suscitent la crainte de la bourgeoisie en Europe. Cependant, pour éviter que le peuple travailleur ne fasse les frais de la crise, il faudra élever la riposte à niveau supérieur.

Face au désastre produit par l'impérialisme, les multinationales et les banquiers, ils veulent maintenant nous faire croire que le problème pourrait être résolu avec un peu plus d'intervention et de régulation de l'État. Ce qui est sûr, en tous cas, c'est que les millions dépensés par les États ne l'ont pas été pour éviter aux les travailleurs et au peuple de sombrer dans la misère, mais pour sauver les capitalistes qui ont provoqué la crise. Mais ce n'est pas tout. Ils sont entrain de conduire à une explosion de la dette publique des États-Unis qui menace de faillite l'État nord-américain lui-même. Face à la crise, il n'y a pas de demi-mesure. C'est eux ou nous. Le capitalisme est un système failli. Nous devons impulser l'action commune des travailleurs et des peuples pour en finir avec ce système de misère et de famine et instaurer des gouvernements des travailleurs dans la perspective du socialisme.

Le gouvernement Kirchner et ses opposants patronaux veulent les uns et les autres que les travailleurs payent la crise

Dans notre pays la crise vient frapper dans un contexte d'une division préexistante au sein de la bourgeoisie autour du conflit entre le gouvernement Kirchner et le patronat agraire au sujet de la répartition de la rente agricole.

Les licenciements et les mises à pied avec des baisses de salaires et les hausses du prix des services (gaz, lumière, transports) ont déjà commencé. Mais le gouvernement prépare un plan d'ajustement plus dur pour après les élections, car il sait que la crise continue de s'approfondir et qu'il doit être capable de tenir les engagements pris vis-à-vis de l'impérialisme dans les sommets internationaux pour que le peuple travailleur paye la crise.

Alors que les chômeurs ne reçoivent toujours qu'à peine 150 pesos par mois, les Kirchner [l'ancien président, Nestor Kirchner, et l'actuelle présidente, Cristina Fernandez de Kirchner sont mari et femme] ont payé au FMI

et à la Banque Mondiale 25 milliards de dollars. Malgré cela, la dette externe continue d'approcher les 150 milliards de dollars. Plus de 40% des salariés travaillent sans contrat, c'est-à-dire au noir, avec des salaires de misère, qui sont quatre fois inférieurs au coût mensuel de la vie pour une famille, qu'on estime aujourd'hui à 4 300 pesos. Par delà la rhétorique d'un gouvernement qui se dit « national et populaire », les entreprises minières, les sociétés de pêche et les compagnies pétrolières ont continué à obtenir des profits fabuleux. L'argent perçu par l'État au titre des taxes sur les exportations agricoles et de pêche n'a pas été destiné à la satisfaction des besoins populaires, mais au paiement de la dette externe et à la subvention des capitalistes-amis, qui ont aussi profité des marchés de travaux publics. Le pouvoir et les profits des grandes entreprises exportatrices de céréales et d'oléagineux n'ont pas été le moins du monde attaqués. La structure de la propriété agricole n'a pas non plus été modifiée : 4000 grands propriétaires, qui sont des capitalistes agricoles, possèdent la moitié de toutes les terres utilisables pour la culture et l'élevage, soit 84 millions d'hectares. Tandis que l'on laisse ce pouvoir intact, les travailleurs ruraux sont parmi les plus exploités du pays, avec des salaires de misère et travaillent pour la plupart sans contrat, au noir. Malgré cette situation, le patronat de l'agriculture et de la pêche, celui qui a occupé le Ministère de l'Économie sous Videla [c'est-à-dire pendant la dictature militaire de 1976-82] avec Martinez de la Hoz, s'oppose à toute mesure qui affecte même de façon limitée son haut taux de profit : il postule pour se transformer en le noyau le plus dynamique dans le cadre d'un nouveau réalignement des forces au sein de la classe dominante. C'est un secteur auquel des secteurs de l'extrême gauche comme le MST (Mouvement Socialiste des Travailleurs) [qui se revendique du trotskysme] et le PCR (Parti Communiste Révolutionnaire) [maoïste] se sont adaptés, pratiquant une politique de complet suivisme par rapport au Bureau de Liaison [structure de coordination du patronat rural dans sa lutte contre le gouvernement]

Aujourd'hui le gouvernement Kirchner est nettement affaibli et il perd des alliés à la fois sur sa droite et sur sa gauche. L'organisation d'élections anticipées et les recours aux listes dites « de témoignage » dans la province de Buenos Aires sont des manœuvres

caractéristiques d'un gouvernement en repli. Avec la défaite assurée dans les provinces de Cordoba, Santa Fe, Capital Fédérale et Mendoza, le kirchnérisme veut sauver la face en s'assurant la victoire dans la province de Buenos Aires en utilisant la figure de Scioli et des maires pour éviter la fuite du vote vers le « péronisme dissident » du patron De Narvaez et de l'ex-secrétaire à l'agriculture de Menem, Felipe Solá. Les Kirchner veulent présenter cette élection comme une lutte entre deux « modèles », mais la réalité, c'est qu'ils laissent faire les licenciements et les mises à pied et se préparent pour une nouvelle négociation avec le FMI après le 28 juin. Dans le même temps, ils frappent le peuple au porte-monnaie avec les hausses de prix en cascade et soutiennent le report des négociations salariales paritaires.

Vu l'affaiblissement du kirchnérisme, les politiciens capitalistes voient ces élections comme une manière de prendre leurs marques pour le changement présidentiel de 2011 ou pour une sortie anticipée de l'actuel gouvernement. Ainsi les différentes fractions de la classe dominante préparent leurs porte-parole et représentants, tout en encourageant une dévaluation qui provoquerait immédiatement une chute du salaire ouvrier (c'est point sur lequel l'Union des Industriels Argentins et le patronat agraire organisé dans le Bureau de Liaison sont d'accord), comme cela s'est déjà passé en 2002. Le patronat agraire, qui a déjà profité pendant les dernières années de l'augmentation du prix des matières premières et qui encourage une baisse ou une suppression pure et simple des taxes sur les exportations pour la production de soja, a placé ses représentants dans les diverses coalitions de l'opposition patronale. L'alliance entre PRO [parti de droite dur, dont le principal dirigeant est le maire de la Capitale Fédérale, Macri], le péronisme « dissident », Reutemann, Schiavetti et Mondino, tout comme l'accord entre la Coalition Civique, l'UCR, le « cobismo » [du nom de Cobos, président de la chambre des députés, un radical, ancien rallié à Kirchner, mais aujourd'hui passé du côté du patronat agraire] et le Parti Socialiste sont profondément anti-ouvriers. Macri (PRO) et De Narvaez sont des patrons, font de la répression contre le peuple et les jeunes marginaux un de leurs principaux axes de campagne. Carrio (Coalition Civique) se fait, à travers l'ex dirigeant de la banque JP Morgan, Adolfo Prat Gay,

une porte-parole des politiques néolibérales, en prenant position non seulement pour la fin de toute taxe sur les exportations agricoles et de pêche, mais en proposant aussi la suppression de tout impôt sur les entreprises, une mesure que seuls les républicains états-unien osent avancer.

L'usure du kirchnérisme provoque aussi divers regroupement au centre gauche, comme ceux qu'incarne Pino Solanas et Proyecto Sur ou Martin Sabatella. Ce sont des tentatives de recréer quelque chose de semblable au Frente Grande ou au Frepaso, avec des positions reposant sur la chimère que l'on pourrait avoir raison du cancer de la crise capitaliste avec des aspirines.

Bref, il faut dire clairement que, quel que soit le bloc qui gagne ces élections, que nous dénonçons comme les plus antidémocratiques et frauduleuses des dernières années, les deux secteurs patronaux s'apprentent, par delà les nuances entre eux, à appliquer à partir des élections du 29 juin, un terrible plan économique d'ajustement contre la classe travailleuse et le peuple.

Soutenons les travailleurs en lutte !

Pendant toutes ces années, la CGT (Confédération Générale du Travail)¹ de Moyano a été un allié fondamental du gouvernement. Elle a permis la continuité de la fragmentation des travailleurs (entre les travailleurs en CDI et ceux en CDD, entre les travailleurs ayant un contrat et ceux travaillant au noir, etc) et a garanti année après année les plafonds salariaux. Ainsi, alors que les profits capitalistes ont explosé, les salaires ont à peine retrouvé en 2007 leur niveau de 2001

¹ La CGT est une confédération syndicale, née dans les années 30, puis étatisé par le président bonapartiste Peron à la fin des années 1940. Elle est la seule confédération syndicale jouissant dans la plupart des secteurs de la « personnalité syndicale », qui lui permet de négocier au nom des travailleurs ou de gérer les œuvres sociales. Elle est dirigée par une bureaucratie « péroniste » qui ne se contente pas de collaborer avec le patronat et les gouvernements, mais pourchasse activement tous les opposants au sein des syndicats, aide le patronat à repérer et licencier les délégués combatifs et n'hésite jamais à recourir à la violence physique organisée contre les militants de gauche.

pour recommencer à chuter depuis cette date. En ce moment même, la CGT accepte que les négociations salariales paritaires soient repoussées et laisse passer les licenciements et les mises à pied. Elle soutient également le chantage patronal consistant à imposer des bas salaires en échange d'un renoncement aux licenciements, ou celui visant à imposer de nouveaux rythmes de travail sous le coup de la crise, mesure entraînant de généraliser dans beaucoup d'usines.

Quoiqu'ils tiennent un autre discours, les dirigeants de la CTA (Centrale des Travailleurs Argentins)² n'ont rien fait de fondamentalement différent. Ils disent que « *les travailleurs ne peuvent pas payer* » la crise, mais ils n'appellent à aucune mesure de lutte sérieuse. Au contraire, ils viennent de vendre les luttes des enseignants de la Capitale fédérale, de la province de Buenos Aires et surtout de Rio Negro et de Neuquen pour une poignée de lentilles. Dans les différents secteurs, ils sont les complices directs des politiques du patronat, comme dans l'industrie du pneu et le secteur du téléphone, où ils ne sont en rien distingués de la CGT quand il s'est agi de vendre les conquêtes et les conventions collectives, d'accepter et d'imposer la flexibilité, ainsi que de « gagner » des hausses de salaires plusieurs fois inférieures mêmes à celles obtenues par la CGT.

Malgré cette politique des directions syndicales, les travailleurs sont entraînés de commencer à affronter la crise avec des grèves, des piquets de grève et des mobilisations. Dans le sud de l'agglomération de Buenos Aires, une lutte importante est en cours dans l'usine de papier Massuh, qui met à l'ordre du jour le problème de l'étatisation de l'entreprise sous contrôle des travailleurs. De même, les petites usines comme Arrufat, Indugraf, Filobel et Disco de Oro font face au départ du patron avec l'occupation de l'usine et la relance de la production, actualisant ainsi l'exemple de Zanon (qui continue sa lutte pour l'expropriation définitive après 7 ans de gestion ouvrière) et des usines récupérées, exemple qui s'est développé dans le feu de la crise de 2001.

² La CTA est l'autre confédération syndicale, née d'une rupture d'un secteur de la CGT face au processus de privatisation dans les années 1990 ; implantée principalement dans le public, elle demande à bénéficier également de la personnalité syndicale.

À Cordoba, les ouvriers en CDD et en CDI d'Iveco affrontent le patronat et la persécution de la bureaucratie syndicale du SMATA local contre les délégués qui s'opposent aux licenciements ; les employés de la justice, de la voirie et de l'assemblée législatives sont aussi en lutte. À Villa Mercedes, dans la province de San Luis, tout la ceinture industrielle s'est mis en grève pour soutenir les travailleurs de Tersuave. Les ouvriers de la viande se sont mobilisés pour exiger des augmentations de salaires, comme cela n'était pas arrivé depuis des années. À Rosario, les ouvriers de l'huile ont défait les licenciements et la précarisation que prétendaient imposer Cargill y Dreyfuss, deux des principaux trusts exportateurs et, chez le sous-traitant automobile Mahle, les travailleurs ont occupé l'usine pour éviter sa fermeture. Les enseignants et les travailleurs de l'État diverses provinces revendiquent également des hausses de salaires.

Dans le nord de l'agglomération de Buenos Aires, diverses usines affrontent les licenciements et les persécutions contre les militants. C'est le cas par exemple de FATE et sa section syndicale d'usine qui reste une référence pour l'avant-garde dans toute la zone. Dans la même région, diverses expériences de résistance ont eu lieu à Pabsa, Dana, Lear, Terrabusi et maintenant à Pillkington (Blindex).

Il faut encourager et soutenir tous les secteurs combattifs et antibureaucratiques qui se sont développés les dernières années et qui sont attaqués par le patronat, l'État et la bureaucratie syndicale, comme les délégués et le nouveau syndicat indépendants des travailleurs du métro de Buenos Aires, le SOECN (Syndicat des Ouvriers et Employés Céramistes de Neuquen), les délégués des cheminots de Sarmiento, comme la section de San Fernando du SUTNA (Syndicat Unifié des Travailleurs du Pneu d'Argentine), les SUTEBAS (Syndicats Unifiés des Travailleurs de l'Éducation de la Province de Buenos Aires) dirigés par l'opposition, etc. Face à l'offensive patronale, il faut que la classe ouvrière donne une riposte d'ensemble : il faut imposer à la CGT et à la CTA un plan de lutte et une grève nationale, tout en continuant à impulser la révolte ouvrière par en bas pour les déborder, avec l'objectif que les capitalistes payent la crise et non la classe ouvrière.

Pour l'indépendance politique des travailleurs

Le PTS, le nouveau MAS et la Gauche Socialiste, par delà leurs différences, s'engagent pour que la force sociale que les travailleurs expriment dans leurs luttes, leur organisation et leur poids social ait une expression sur le plan politique, comme une alternative ouvrant une issue aux besoins impérieux de l'ensemble de la société face au capitalisme argentin, semi-colonial et décadent.

Nous cherchons à éviter que l'usure du gouvernement ne soit capitalisée par diverses variantes patronales de droite ou par des impasses, comme celles que défendent diverses variantes de centre gauche.

En ce sens, nous affirmons qu'il faut profiter des élections du 28 juin pour défendre la nécessité de gagner l'indépendance politique de la classe travailleuse. Nous appelons les groupes et les organisations ouvrières combattives, les militants antibureaucratiques, les secteurs du mouvement étudiant combatif et les partis qui se revendiquent de la classe ouvrière et du socialisme à constituer un pôle pour défendre une telle issue.

La réponse que la gauche ouvrière et socialiste doit apporter sur le terrain électoral doit être un point d'appui en ce sens, sur le chemin de la construction d'une alternative socialiste et révolutionnaire, luttant pour que les travailleurs et les travailleuses commencent à occuper le centre de la scène politique.

Un Front de Gauche et des Travailleurs, Anticapitaliste et Socialiste

Nous, le PTS, le nouveau MAS et la Gauche Socialiste, avons réalisé un accord électoral pour défendre l'indépendance de classe face aux coalitions et aux partis des capitalistes et face aux patrons de la ville et de la campagne, ceux qui aujourd'hui font retomber la crise sur le dos de la classe ouvrière et des secteurs populaires.

Nous voulons aider à élever l'actuelle lutte revendicative des travailleurs à la lutte politique, sans avoir la moindre confiance dans les mécanismes de cette démocratie patronale, qui est aujourd'hui plus frauduleuse que jamais. Nous, les trois forces en présence, avons appelé publiquement le Parti Ouvrier à réaliser une alternative

unitaire, mais malheureusement il s'y est refusé.

Notre front défend des propositions anticapitalistes, orientées vers l'objectif que les capitalistes payent la crise

Non aux licenciements et aux mises à pieds de travailleurs qu'ils soient en CDI ou en CDD. Interdiction des licenciements et des mises à pieds. Répartition des heures de travail sans réduction de salaire. Salaire minimum à la hauteur du coût de la vie pour une famille (4 300 pesos par mois), indexé de façon mensuelle sur l'évolution réelle du coût de la vie. Négociations paritaires libres, incluant tous les travailleurs, avec des négociateurs élus en assemblée générale. Retraites à 82% du salaire de fin d'activité, indexé sur la hausse du coût réel de la vie. Pour l'administration par les travailleurs et les retraités des fonds de retraite. Suppression de la TVA sur les produits de base. Allocation chômage universelle de 2000 pesos par mois pour tous les chômeurs. Passage en CDI pour les travailleurs en CDD, les stagiaires et les travailleurs sans contrat et abrogation de toutes les lois et décrets sur la flexibilité. Pour la nationalisation sous contrôle et administration des travailleurs de toute entreprise qui ferme, licencie ou met à pieds des travailleurs de façon massive. Pour l'unité des travailleurs de la ville et de la campagne. A bas la loi vidéliste [du nom de Videla, le principal dirigeant de la dictature militaire de 1976-82] qui fait des travailleurs agricoles les plus exploités du pays, loi maintenue par les Kirchner. Pour l'expropriation de l'oligarchie des propriétaires terriens, des grands pools de semences, des monopoles des céréales, des oléagineux et de la viande. Pour la nationalisation de la terre, en commençant par l'expropriation des 4000 principaux propriétaires, en respectant les droits des pays pauvres, des peuples indigènes et des petits producteurs indépendants qui n'exploitent pas de main d'œuvre salariée. Pour la nationalisation de la banque et du commerce extérieur sous le contrôle et l'administration des travailleurs. Pour la nationalisation des mines, du pétrole, de la pêche et de la grande industrie. Pour la renationalisation sans indemnité de tous les entreprises privatisées pour les mettre sous le contrôle

des travailleurs et des usagers.

Pour la coordination de tous les secteurs en lutte selon les méthodes de la démocratie ouvrière ; pour l'unité de classe entre les travailleurs ayant un emploi et les travailleurs privés d'emploi ; pour la nécessité d'arracher à la bureaucratie les directions des sections syndicales d'entreprise et des syndicats. La bureaucratie, hors de syndicats ! Les centrales syndicales doivent rompre le pacte avec le gouvernement et le patronat et appeler à un plan de lutte national. Pour de nouveaux dirigeants ouvriers, lutte de classe, antibureaucratiques et combats. Pour le non paiement de la dette externe, pour augmenter le budget de la santé et de l'éducation et promouvoir un plan de travaux publics sous contrôle des travailleurs. De l'argent pour les salaires, le travail, la santé, l'éducation et le logement, pas pour la dette externe. Pour une éducation nationale unique, publique, gratuite et laïque. Pour un système de santé public, gratuit et sous contrôle des travailleurs.

Nous sommes en première ligne pour la défense de l'Hotel Bauen sous gestion de ses travailleurs et travailleuses, d'Arrufat, d'Indugraf et des autres entreprises récupérées. Pour l'expropriation définitive de Zanon et toutes les usines récupérées. Pour la défense et la reconnaissance du syndicat indépendant des travailleurs du métro de Buenos Aires. Pour la défense du SUTNA [Syndicat Unifié des Travailleurs du Pneu d'Argentine] San Fernando : non à la persécution des dirigeants et des délégués. Non à l'intervention de l'État à l'INDEC [INSEE argentin].

Non à la politique de répression et de criminalisation de la pauvreté impulsée aussi bien par le gouvernement que par l'opposition patronale.

Démantèlement et dissolution des forces de répression et des forces de sécurité. Non à la baisse de l'âge de la responsabilité pénale. La gendarmerie et la police, hors de quartiers populaires ! Apparition en vie de Luciano Arruga [adolescent disparu suite à un contrôle de police]. Puniton des assassins « de la gachette facile » [des policiers qui profitent de leur statut pour tuer impunément]. Puniton des assassins matériels et politiques de Carlos Fuentealba [enseignant assassiné à bout portant par la police il y a deux ans lors d'un barrage sur un pont dans la province de Neuquen]. Jugement et puniton des génocidaires et de chacun des responsables militaires, policiers, civils et ecclésiastiques des 30 000 disparus. Annulation des grâces accordées aux génocidaires. Abrogation de la loi antiterroriste. Liberté pour tous les prisonniers politiques. Amnistie ou abandon des poursuites contre tous les militants populaires. Emprisonnement d'Isabelle Peron et des responsables des crimes de la Triple A [Association Anticomuniste Argentine, organisation para-étatique responsable des assassinats ciblés de militants ouvriers dans les années 70-80.]. Restitution de l'identité des plus de 400 enfants que les génocidaires se sont appropriés. Droit à l'avortement sûr, libre et gratuit dans les hôpitaux publics. Contraception pour ne pas avorter, avortement légal pour ne pas mourir. Liberté immédiate pour Romina Tejerina [femme condamnée à 15 ans de prison pour avoir avorté suite à un viol, symbole de la lutte pour la légalisation de l'avortement].

Nous exigeons le retrait immédiat des troupes d'Haïti et des troupes impérialistes d'Irak et d'Afghanistan. Soutien à l'héroïque lutte du peuple palestinien contre le sionisme raciste et impérialiste. Nous sommes solidaires

de toutes les luttes qui se développent dans le monde contre l'impérialisme et les plans d'ajustement structurels faits pour que la crise soit payée par les travailleurs. Non aux plans du G20, du G8 et des autres sommets capitalistes ! A bas le blocus contre Cuba ! Anglais, hors de Malouines ! Défense de Cuba et du Venezuela contre toute attaque impérialiste. Nous luttons pour l'organisation politique et syndicale indépendante des travailleurs au Venezuela, pour lutter véritablement contre le patronat et l'impérialisme et non pour un faux « socialisme avec les patrons » défendu par le chavisme. Emprisonnement des assassins matériels et politiques des dirigeants lutte de classe de l'UNT de Aragua, Richard Gallardo, Luis Hernández et Carlos Requena.

Toutes ces revendications conduisent à l'affrontement avec le gouvernement, le régime et l'État capitaliste et au développement de l'unité avec les travailleurs et les peuples opprimés d'Amérique Latine et du monde. Leur satisfaction définitive et durable ne sera possible qu'avec un gouvernement des travailleurs et du peuple, qui impulse la lutte internationaliste de la classe ouvrière pour atteindre une Fédération des Républiques Socialistes d'Amérique Latine.

Nous appelons les travailleurs et les autres secteurs populaires à soutenir activement ces propositions et les candidats du Front de Gauche et des Travailleurs, Anticapitaliste et Socialiste.

**Parti des Travailleurs
Socialistes (PTS),
Mouvement vers le Socialisme (MAS),
Gauche Socialiste (IS)**

Buenos Aires, 25 avril de 2009

❖ VENEZUELA (CAMPAGNE INTERNATIONALE)

Assez de crimes et d'assassinats contre les travailleurs et les travailleuses en lutte

Le 5 mai en sortant de son domicile le secrétaire à l'organisation du syndicat des ouvriers de la multinationale Toyota de Cumaná Argenis Vásquez a été assassiné par des hommes de main. Ce meurtre intervient

juste après le grève de près de quatre semaines des travailleurs de Toyota qu'Argenis Vásquez a dirigée, se retrouvant au centre de l'affrontement avec l'entreprise. Tout semble indiquer que son assassinat représente

une « réponse » officieuse de la direction de Toyota qui n'a pas réussi à faire taire la grève.

Il y a trois mois à peine, toujours dans l'Ouest du pays, à Anzoátegui, deux autres travailleurs sont tombés

assassinés par les balles de la police régionale aux ordres du gouverneur Tarek Willian Saab. Pedro Suárez et Javier Marcano, tous deux ouvriers de Mitsubishi, occupaient leur usine avec leurs camarades pour protester notamment contre le licenciement de 135 intérimaires. Ils ont été tués lorsque la police est intervenue pour faire cesser l'occupation.

Ce double homicide s'ajoute au meurtre perpétré là encore par des hommes de main de trois des principaux dirigeants de l'Union Nationale des Travailleurs (*Unión Nacional de Trabajadores*, UNT) de l'État d'Aragua, le 27 novembre 2008 dans la zone de La Encrucijada : Richard Gallardo, secrétaire de l'Union régionale de l'UNT, Luís Hernández, dirigeant syndical chez Pepsi Cola et Carlos Requena, syndicaliste chez Produvisa. Tous trois étaient membres d'Unité Socialiste de Gauche (*Unidad Socialista de Izquierda*, USI), une organisation d'extrême gauche vénézuélienne. Lorsqu'ils ont été tués Gallardo, Hernández et Requena militaient activement aux côtés des travailleurs de l'entreprise agroindustrielle colombienne Lácteos Alpina qui occupaient leur usine face aux menaces de licenciement qui pesaient sur eux. Les travailleurs de Lácteos Alpina avaient d'ailleurs affronté à plusieurs reprises les forces de répression aux ordres de Didalco Bolívar, gouverneur de l'État d'Aragua, une des régions les plus combatives du Venezuela en termes de conflictualité ouvrière.

En cinq mois ce sont donc six ouvriers qui ont été assassinés alors qu'ils intervenaient dans des conflits du travail. Cette situation montre que l'on est en train d'assister à une véritable « colombianisation » des conflits ouvriers dans le pays : les patrons paient des hommes de main pour assassiner des syndicalistes, terroriser les travailleurs et désarticuler les organisations ouvrières.

Il ne faut pas non plus oublier que les travailleurs de Sanitarios Maracay, dans l'État d'Aragua, ont été l'objet de menaces et de pressions tout au long de leur lutte. Les travailleurs de Mitsubishi Motors d'Anzoátegui ont également fait savoir qu'une automobile à bord de laquelle certains d'entre eux se trouvaient alors qu'ils dénonçaient le meurtre de leurs deux collègues a été la cible de tirs à balles réelles. En juin 2008 Gloria Palomino, dirigeante ouvrière de l'entreprise de ventilateurs Fundimeca située à Carabobo, a été blessée à la jambe par des hommes armés alors qu'elle participait à un piquet de grève devant son entreprise visant à exiger la fin du lock-out patronal.

Ces divers assassinats et attentats contre des travailleurs en lutte indiquent comment les patrons commencent à vouloir « résoudre » les conflits ouvriers auxquels ils font face. Ils profitent pour cela d'un climat d'impunité totale puisque jusqu'à présent aucun des instigateurs de ces actions n'a été condamné, jugé ni même retrouvé. En revanche on assiste à une explosion des procès en justice intentés contre les travailleurs et les travailleuses en lutte. Plus d'une centaine aujourd'hui sont sous procès en raison de leur participation à un mouvement social.

C'est pour cela qu'en tant qu'organisations ou personnalités signataires de cette pétition nous protestons énergiquement contre cette situation. Nous exprimons notre indignation face aux assassinats de travailleurs en lutte perpétrés par des hommes de main payés par les patrons ou perpétrés par les corps de répression officiels. Nous protestons également contre l'impunité qui entoure ces crimes et nous exigeons que soient jugés et condamnés les responsables directs et indirects de ces attentats et assassinats tout comme leurs instigateurs.

Nous sommes convaincus que si les choses continuent ainsi et rien ne se passe nous pourrions nous diriger vers une situation dans laquelle on tendra toujours plus à vouloir faire taire par tous les moyens les luttes légitimes des travailleurs et des travailleuses.

Assez d'assassinats d'ouvriers luttant pour leurs droits !

Nous exigeons de l'État le jugement, la condamnation et le châtiement de ces crimes !

Nous proposons pour cela de mettre sur pied une Commission d'Enquête Indépendante constituée par les organisations ouvrières, par les organisations de défense des droits de l'homme et par les membres des familles des victimes ayant toute liberté pour enquêter jusqu'au bout sur ces crimes et attentats !

Nous exigeons la mise en liberté et l'arrêt des poursuites contre les travailleurs actuellement sous procès pour avoir participé à un mouvement social !

Nous exigeons la non-intervention de la Garde Nationale Bolivarienne, de l'Armée et de la police pendant les conflits sociaux !

Nous faisons appel à la coordination la plus large et à la mobilisation concrète des organisations ouvrières, étudiantes, de défense des droits de l'homme, des intellectuels et des artistes authentiquement démocrates, de manière à donner corps à une grande campagne nationale et internationale contre ces crimes !

Mai 2009

*Premiers signataires au Venezuela :
Syndicat des Travailleurs de NESTLÉ,
Syndicat Bolivarien des Travailleurs de
CATTVEN, Syndicat Unique des
Travailleurs et des Travailleuses de
MAN-PA, Syndicat des Travailleurs de
SANTARIOS MARACAY, Syndicat des
Travailleurs de GENERAL MILLS du*

Venezuela (DIABLITOS UNDER WOOD), José Bodas, Secrétaire Général de FEDEPETROL (Anzoátegui), Frank Hernández, Syndicat des Travailleurs et des Travailleuses de PEPSI-COLA, Crithian Pereira, Secrétaire du

Syndicat des Travailleurs de CHRYLER AUTOMOTRIZ, Emilio Bastida et Marcos Guzmán, Coordinateurs Régionaux de l'UNT d'Aragua, Tendance Classiste et Révolutionnaire (TCR) de SIDOR (État de Guayana), Front Uni

des Travailleurs et des Travailleuses pour la Vie, la Santé et l'Emploi (FUTRAVISEM), Centre des Etudiants de Sociologie de l'Université Centrale du Venezuela (UCV), Conseillers Étudiants de la Faculté de Sociologie de l'UCV.

❖ HISTOIRE

La Commune de Paris

Leçons de la première prise du pouvoir par le prolétariat

Le 28 mai 1871 les dernières barricades de la Commune de Paris tombent. Le 30 mai, Marx signe *La Guerre civile en France*. C'est la première fois qu'il pose de manière aussi évidente la nécessité d'un État ouvrier transitoire.

Il est important aujourd'hui de tirer les leçons de la Commune de Paris. Dès son livre *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte*, Marx avait commencé à comprendre la nécessité pour la classe ouvrière de détruire la machine de l'État bourgeois, marquant par là une avancée sur le *Manifeste du Parti communiste* qui, lui, ne posait pas encore la question d'un État ouvrier. Pour Marx, l'expérience de la Commune est la confirmation historique de ce qu'il avait conçu.

Nous allons tâcher, par ce compte-rendu de lecture, de montrer en quoi l'expérience de la Commune de Paris demeure aujourd'hui une expérience centrale du mouvement ouvrier. Elle a tout d'abord prouvé que les travailleurs étaient capables de diriger leur propre gouvernement : « *De simples ouvriers, pour la première fois, osèrent toucher au privilège gouvernemental de leurs "supérieurs naturels", les possédants.* » Mais elle a aussi et surtout montré de façon vivante que, pour y parvenir, les ouvriers ne pouvaient pas reprendre la machine de l'État bourgeois, mais devaient au

contraire la détruire et construire leur propre État de transition vers le socialisme.

Le contexte

Le 19 juillet en 1870, Napoléon III déclare la guerre à la Prusse et moins de deux mois plus tard (le 2 septembre) l'armée française est défaite et Paris assiégé. L'empereur est fait prisonnier. Le gouvernement de Louis Napoléon Bonaparte a perdu toute crédibilité dans sa défaite face à la Prusse. Le 4 septembre, les ouvriers de Paris se soulèvent contre l'Empire. Les républicains bourgeois, si peu vindicatifs sous la dictature de Napoléon III, s'empressent de faire proclamer la République pour canaliser le mécontentement ouvrier et populaire dans le cadre du capitalisme. Selon la même logique, ils refusent de capituler face à la Prusse. Vu le nombre de soldats prisonniers, ils ne peuvent assurer la poursuite de la guerre et notamment défendre Paris sans armer les ouvriers. Ce simple changement de régime dans le cadre de l'État bourgeois s'accompagne donc de l'armement du peuple. Mais, une fois le peuple armé, il commence à être un danger pour la bourgeoisie toute entière.

Les hommes qui viennent de parvenir à la tête de cette nouvelle République vont donc avoir comme principal enjeu d'ôter le pouvoir au peuple, c'est-à-dire le priver de sa force de résistance, ses armes.

La défaite de la République et avec elle de la Révolution sera leur objectif, même s'ils doivent

l'atteindre au prix de la capitulation pure et simple de la France face à la Prusse.

La bourgeoisie se trouve alors divisée. La frange républicaine (à commencer par le « gouvernement de défense nationale » du 4 septembre) entend mener la « guerre à outrance » contre la Prusse. L'autre fraction, plus réactionnaire, entend, elle, mettre en oeuvre tout ce qui est en son pouvoir pour faire entrer les troupes prussiennes dans Paris afin de détruire la République. Mais pour ce faire, elle a besoin d'une nouvelle légitimité. Elle va donc organiser des élections. La France, dont plus d'un tiers est occupé par la Prusse et dont les départements sont entièrement coupés de la capitale, est dans un tel état qu'il aurait fallu prévoir des mois de campagne pour se donner les moyens d'élections véritablement démocratiques même d'un point de vue bourgeois. Avides d'une nouvelle légitimité qui leur est désormais vitale, Thiers et les autres « usurpateurs du 4 septembre » décident de les organiser en huit jours ! Le nouveau gouvernement aurait la seule tâche de « décider de la paix ou de la guerre ». L'assemblée élue est composée de 400 députés monarchistes sur près de 650. À une époque où la population est très largement rurale, ce vote s'explique par le poids des notables et des curés dans la paysannerie, mais également par le mot d'ordre de paix immédiate mis en avant par les monarchistes, qui représente l'aspiration d'une grande partie de la population, dont en

particulier la bourgeoisie (de la petite à la grande) et la paysannerie.

À peine élue, l'assemblée nomme Thiers chef du gouvernement. Il vote le 28 janvier la capitulation de la France, via un « traité de paix » qui consiste à accepter toutes les concessions que demande Bismarck, y compris financières (annexion de l'Alsace-Moselle et versement de 5 milliards de francs-or).

Paris, déserté par la bourgeoisie et devenu essentiellement populaire et ouvrier, se tient alors sur le qui-vive. Se mettent en place des comités de vigilance animés par des révolutionnaires (membres de l'AIT donc « internationalistes », jacobins, blanquistes...) qui désignent le « comité central des vingt arrondissements », préconisant la guerre à outrance et un gouvernement démocratique et social. Une fédération

de bataillons de la garde nationale se forme dans le peuple au moment des élections de février. La garde nationale élit un comité central pour assurer l'organisation.

« *Paris en armes était le seul obstacle sérieux sur la route du complot contre-révolutionnaire.* » Rendre les armes consisterait simplement pour les ouvriers de Paris à rendre le pouvoir à la bourgeoisie. Jugeant Paris assez affaibli après des mois de siège, Thiers ouvre donc la guerre civile en attaquant la nuit du 17 mars la garde nationale qui résiste héroïquement. Prenant ce courage des ouvriers pour un acte de faiblesse et de désespoir, il croit opportun d'envoyer le 18 mars ses troupes à Montmartre, en les chargeant de récupérer les canons aux mains de la classe ouvrière. Mais la bourgeoisie a alors

entièrement sous-estimé la puissance de la classe ouvrière, qu'elle croit débile et sans défense. Les ouvriers et ouvrières de Paris se livrent alors spontanément à un combat d'un grand courage, et fraternisent avec nombre des soldats, qu'ils rallient à leur cause. Claude Lecomte et Clément Thomas, deux généraux, sont fusillés par l'armée mutinée.

Thiers et son gouvernement, suivis par des dizaines de milliers de Parisiens (des quartiers les plus chics), décident de s'installer à Versailles et comprennent qu'il leur faut constituer une nouvelle armée puisque l'armée bonapartiste est presque entièrement prisonnière de la Prusse. Ils engagent donc les 300 000 membres de la garde nationale à les rejoindre. Seuls 300 répondent positivement.



La naissance d'un État ouvrier

Si Marx avait déjà clairement dégagé que la tâche centrale du prolétariat était la conquête du pouvoir politique et l'avait inscrit au cœur du Manifeste et des statuts de l'AIT., il n'avait en revanche pas théorisé comment cela se ferait. S'il avait déjà posé l'idée générique de « dictature du prolétariat », il n'avait pas encore élaboré la forme concrète qu'elle prendrait, celle d'un État ouvrier. Il ne s'est donc pas agi de réaliser un projet longuement

mûri et pensé. Les ouvriers ont commencé par imposer un changement de République, sans remettre l'État bourgeois en cause dans ses fondements. C'est en réaction à la totale défaillance de la bourgeoisie que la classe ouvrière a mis en place son propre État. Marx s'efforce de tirer les leçons des événements de la Commune et de la créativité révolutionnaire du prolétariat en précisant sa pensée sur la conquête du pouvoir politique : « *La classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre tel quel l'appareil d'État et de le*

faire fonctionner pour son propre compte. » La classe dominante a mis en place des institutions pour répondre directement à ses besoins. Sa hiérarchie, son système d'élections, sa « séparation des pouvoirs », tous ces éléments sont là pour défendre ses intérêts. L'État bourgeois est lui-même le fruit de la lutte de classes qui a porté la bourgeoisie au pouvoir. Jamais cet État ne saurait être mis au service d'une autre classe.

Les ouvriers de la Commune comprennent cela quand ils déclarent

rent, dans le manifeste du 18 mars du comité central : « *Les prolétaires de la capitale au milieu des défaillances et des trahisons des classes gouvernantes, ont compris que l'heure était arrivée pour eux de sauver la situation en prenant en main la direction des affaires publiques [...] Le prolétariat [...] a compris qu'il était de son devoir impérieux et de son droit absolu de prendre en main ses destinées, et d'en assurer le triomphe en s'emparant du pouvoir.* »

Un État d'un nouveau type

« S'emparer du pouvoir » pour le prolétariat signifie qu'il cesse de compter sur les institutions en place, qu'il les détruit et qu'il crée les siennes propres.

Le premier décret de la Commune consiste à entériner le remplacement de l'armée permanente par des milices populaires : au lieu de prétendre « démocratiser » l'armée sans toucher à son essence, la Commune décide de dissoudre ce corps spécial composé d'hommes armés, instrument décisif de l'exploitation et de l'oppression de l'immense majorité au profit d'une infime minorité de capitalistes et de propriétaires fonciers ; elle lui oppose l'armement du peuple tout entier, seule garantie sérieuse de sa liberté et de la défense de ses intérêts de classe.

Ensuite elle décide que tous les membres du nouvel État (la police, les magistrats, etc.) soient élus, responsables et révocables à tout moment. C'est-à-dire qu'ils doivent rendre des comptes. Le comité central rend publique la moindre de ses décisions, la moindre de ses hésitations.

La Commune abolit également la séparation des pouvoirs. « *La Commune devait être non pas un organisme parlementaire, mais un corps agissant, exécutif et législatif à la fois.* » Pourquoi cette décision ? On apprend à l'école que l'un des critères de démocratie d'un régime est la séparation des pouvoirs. En fait, si l'on y regarde de plus près, cette prétendue « séparation des pouvoirs » consiste en réalité à faire élire par l'ensemble de la population

des « moulins à parole » (Lénine) et à donner les tâches exécutives (c'est-à-dire réellement politiques) à une caste de fonctionnaires qui ne sont pas eux soumis au suffrage universel (hautes administration, magistrats, police, armée, etc.). Dans *L'État et la Révolution*, Lénine explique : « *Au parlementarisme vénal, pourri jusqu'à la moelle, de la société bourgeoise, la Commune substitue des organismes où la liberté d'opinion et de discussion ne dégénère pas en duperie, car les parlementaires doivent travailler eux-mêmes, appliquer eux-mêmes leurs lois, en vérifier eux-mêmes les effets, en répondre eux-mêmes directement devant leurs électeurs. Les organismes représentatifs demeurent, mais le parlementarisme comme système spécial, comme division du travail législatif et exécutif, comme situation privilégiée pour les députés, n'est plus.* » L'État cesse d'être une institution morale, qui se voudrait au-dessus des classes ; il devient un simple outil, et s'assume comme tel.

La Commune instaure aussi la séparation de l'Église et de l'État, les prêtres devant désormais vivre de l'aumône des fidèles, et non plus des subventions de l'État. De pair avec cette résolution, l'instruction devient gratuite, entièrement ouverte au peuple, et sans ingérence de l'Église. Elle met en place un moratoire sur les échéances des petits commerçants, la réquisition des logements vacants et la restitution gratuite d'objets déposés au mont-de-piété.

La Commune n'eut pas le temps d'étendre son modèle à la France entière, mais c'est bien sûr ce à quoi elle aspirait (il y a eu néanmoins des communes à Lyon, Marseille, Saint-Étienne, Narbonne, Toulouse). Elle publia un décret en ce sens, qui disait que son modèle devait être appliqué même au plus petit hameau en France.

« *Les fonctions, peu nombreuses, mais importantes, qui restaient encore à un gouvernement central, ne devaient pas être supprimées, comme on l'a dit faussement, de propos délibéré, mais devaient être assurées par des fonctionnaires de la Commune, autrement dit strictement responsables.* » Nous y

reviendrons plus loin, mais la Commune est en ce sens un modèle de centralisme, et non pas un exemple de fédéralisme, comme certains le prétendent.

Un État réellement démocratique

« *L'unité de la nation [...] devait devenir une réalité par la destruction du pouvoir d'État qui prétendait être l'incarnation de cette unité, mais voulait être indépendant de la nation même, et supérieur à elle, alors qu'il n'en était qu'une excroissance parasitaire. Tandis qu'il importait d'amputer les organes purement répressifs de l'ancien pouvoir gouvernemental, ses fonctions légitimes devaient être arrachées à une autorité qui revendiquait une prééminence au-dessus de la société elle-même, et rendues aux serviteurs responsables de la société.* »

L'idéologie bourgeoise tend à faire croire que l'État serait une entité neutre, garante d'intérêts fondamentaux de l'Homme, qu'il planerait au-dessus des intérêts de classe et même de la société en général. Il n'en est rien. L'État est essentiellement un organe de domination d'une classe sur une autre. Les prolétaires de la Commune eux n'ont jamais nié que l'État qu'ils mettaient en place devait servir leurs intérêts contre ceux de l'ancienne classe dominante. Il était donc normal que les membres de cet État doivent rendre des comptes, pour que l'on s'assure des intérêts qu'ils servent.

« *La Commune ne prétendait pas à l'infailibilité, ce que font sans exception tous les gouvernements du type ancien. Elle publiait tous ses actes et ses paroles, elle mettait le public au courant de toutes ses imperfections.* »

On le voit bien, les ouvriers de la Commune n'ont pas agi en idéalistes indomptables, comptant sur la seule honnêteté de l'être humain, comme on caricature bien souvent les communistes. Ils ont simplement mis en place un État à même de servir leurs intérêts. Personne n'a alors parlé de faire confiance aux ouvriers qu'on élisait, parce qu'ils

étaient « bons » par nature. Bien au contraire, la Commune a tout de suite mis en place une structure qui rende chacun responsable, notamment en faisant de chaque membre de l'administration une personne révocable et sous mandat, chargée de rendre des comptes. La Commune se gardait bien de compter sur la « nature humaine », en se berçant d'illusions sur la bonté naturelle de l'humain.

Des avancées internationalistes et féministes

À l'époque, les Allemands sont stigmatisés et victimes d'une xénophobie exacerbée par la guerre. La Commune de Paris n'hésite pourtant pas à nommer un ouvrier allemand comme ministre (« Le drapeau de la Commune est celui de la République universelle »). Dans un État où la classe dominante n'a plus besoin d'exacerber le sentiment national pour faire avaler des couleuvres à la population, le racisme et la xénophobie finissent par disparaître. De même l'oppression des femmes tend à s'amenuiser. Les femmes ont joué un rôle central lors de la Commune de Paris : la classe ouvrière avait davantage d'intérêts à ce que les femmes soient sur les barricades plutôt qu'elles ne demeurent à s'occuper du foyer et des enfants, rôle auquel la bourgeoisie les avait cantonnées. Enfin les vols et les agressions avaient presque disparu et ne revinrent qu'avec le retour des Versaillais.

Classe ouvrière et « classe moyenne »

Marx insiste sur la centralité de la classe ouvrière et il explique comment elle peut sur la base de son propre programme politique s'allier la paysannerie et les « classes moyennes » de la ville (boutiquiers, commerçants, négociants).

Par son rôle dans la production, la classe ouvrière est la seule à avoir des intérêts entièrement antagonistes à ceux de la bourgeoisie. C'est la seule classe qui peut être capable d'arracher le pouvoir à la classe dominante. La petite-bourgeoisie, classe de petits proprié-

taires, est foncièrement attachée à la propriété privée des moyens de production. Cependant, en tant que petits propriétaires, ils subissent le fardeau du capitalisme toujours avantageux aux grands propriétaires des moyens de production. Mais, en raison à la fois de leur caractère de propriétaires de leurs moyens de production et de leur dispersion, ils sont incapables de se forger une conscience de classe propre : ils ne peuvent qu'osciller entre les deux classes sociales fondamentales, la bourgeoisie et le prolétariat. Dans son chemin vers la victoire, la classe ouvrière doit faire de toutes les classes intermédiaires ses alliées. Cette union a commencé à se réaliser lors de la Commune, où les ouvriers de Paris étaient en train de gagner le soutien de la paysannerie et de la petite bourgeoisie, avant que le gouvernement de Versailles ne parvienne à isoler Paris.

En 1848, ces classes intermédiaires se sont alliées à la bourgeoisie pour défaire la classe ouvrière qui se révoltait. Ils ont élu Louis Napoléon Bonaparte. Mais il n'a pas tenu le programme dans lequel les classes intermédiaires avaient foi : l'éducation avait été remise aux mains des prêtres ; la guerre contre la Prusse avait ruiné et humilié la France ; en outre, les paysans se trouvaient imposés pour financer les frais de cette guerre dont ils ne voulaient pas. La Commune, quant à elle, a décrété que devaient payer les frais de la guerre ceux qui l'avaient engendrée, et donc supprimer son impôt à la paysannerie. Ce type de mesures concrètes, de même que la séparation de l'Église et de l'État, qui impliquait que le paysan n'avait plus à payer pour entretenir le prêtre, ont pu faire dire avec raison à la Commune s'adressant aux paysans : « *notre victoire est votre seule espérance* ».

Pour essayer de nous faire croire que les idées de Marx et le marxisme seraient dépassées, on nous raconte aujourd'hui qu'à l'époque où Marx écrivait, tout était plus simple : il n'y aurait eu que deux classes sociales, le prolétariat et la bourgeoisie. Les choses seraient devenues beaucoup plus complexes aujourd'hui avec le

« développement de la classe moyenne ». Cette simplification extrême conduit à la conclusion que l'analyse de classes n'est plus d'actualité, que le monde a changé. Certes le monde a changé, mais il y avait bien à l'époque déjà une classe moyenne (créanciers, petits commerçants, etc.) et une paysannerie. La problématique de leur ralliement à la Révolution se posait déjà. Ce que dit Marx, ce n'est pas qu'il n'y a que des prolétaires et des bourgeois : il explique simplement que la société est dominée par la bourgeoisie, et que la seule classe qui soit capable de prendre le pouvoir et de construire une société nouvelle, débarrassée de l'exploitation et de l'oppression (c'est-à-dire de faire la Révolution) est la classe ouvrière. Quand la paysannerie ou la petite bourgeoisie tentent de prendre la tête d'une révolution, ils ne peuvent en fait s'en remettre qu'aux intérêts de l'une ou de l'autre des deux grandes classes antagonistes. En 1848, ces classes intermédiaires s'étaient ralliées à la bourgeoisie ; en voyant que cette dernière a trahi leurs intérêts, elles tendent à se rallier en 1871 aux ouvriers de Paris. Il n'y a que la classe ouvrière qui peut poser dans sa lutte la question du pouvoir. Les classes intermédiaires, quant à elles, se posent la question d'un changement de régime, mais pas de leur propre gouvernement.

La guerre civile finit par avoir raison de la Commune

Les Versaillais ont d'ailleurs fini par prendre conscience de la nécessité de couper Paris du reste de la France. Ils prirent la décision d'organiser de nouvelles élections pour tenter d'isoler Paris encore plus qu'ils ne le faisaient déjà (en plus de l'état de siège, le gouvernement réfugié à Versailles veillait à ce que la presse de la Commune, ses décrets, ses décisions, ne parviennent pas au reste de la France). Malgré toutes les précautions et leurs promesses (ô combien mensongères) d'être cléments envers Paris et de ne jamais les réprimer dans le sang, les Versaillais perdent les élections (orléanistes et bonapartistes réunis

obtinrent 8 000 conseillers municipaux sur 700 000).

Face à cet échec cuisant, il ne restait plus aux Versaillais qu'à s'en remettre à la Prusse pour venir à bout par la force de la Commune de Paris. « *La domination de classe ne peut plus se cacher sous un uniforme national, les gouvernements nationaux ne font qu'un contre le prolétariat !* » On envoya deux émissaires discuter avec Bismarck : la France paierait ses dettes plus rapidement, en échange de quoi Bismarck acceptait de libérer l'armée bonapartiste, c'est-à-dire de donner une armée aux Versaillais pour exterminer Paris. Le 18 mai, ce « traité de paix » avec la Prusse est ratifié par l'Assemblée nationale siégeant à Versailles et le 22, Thiers annonce à l'Assemblée : « *L'ordre, la justice, la civilisation ont enfin remporté la victoire* ».

Les Communards combattirent avec un courage héroïque, tenant près de 500 barricades, dont les dernières tombèrent huit jours plus tard. 30 000 morts dont au moins 20 000 prisonniers fusillés sans jugement, 36 000 prisonniers, 10 000 condamnés, des communards tués à la baïonnette dans leur sommeil... Telle fut la victoire de « *l'ordre, la justice et la civilisation* » : « *la sauvagerie sans masque et la vengeance sans loi* » (Marx).

Quelles leçons pour le mouvement ouvrier aujourd'hui ?

La bourgeoisie n'est pas expropriée

La principale limite de ce gouvernement ouvrier est qu'il ne se pose pas la question de l'expropriation de la bourgeoisie. Contrairement aux révolutions du XX^e siècle, et principalement à la Révolution russe, la Commune de Paris ne fait pas suite à une grève générale. Le processus révolutionnaire ne naît donc pas dans un contexte de remise en question de la propriété privée capitaliste. C'est face à la défaillance du gouvernement bourgeois que les ouvriers décident de mettre en place leur

propre gouvernement. Ils le font en outre en s'alliant avec des bourgeois républicains (« de gauche »), qui eux n'ont pas pour objectif l'émancipation de la classe ouvrière.

Lors des élections, la fraction la plus réactionnaire de la bourgeoisie est vaincue, mais ces élections ne représentent pas pour autant une victoire proprement ouvrière. À cette époque, la classe ouvrière n'a pas en France de parti qui la représente et qui défende ses intérêts. Cela explique entre autres éléments les limites de ce gouvernement ouvrier.

Les illusions petites- bourgeoises d'une révolution qui ne soit pas une guerre civile

Le comité central a commis la funeste erreur de ne pas marcher sur Versailles quand cela lui était encore possible. Cette décision reflétait l'illusion typiquement petite-bourgeoise selon laquelle la révolution pouvait se faire en trouvant un compromis pacifique avec la bourgeoisie. C'était au fond la négation de la réalité de la lutte de classes, car la logique de cette dernière est que la bourgeoisie luttera jusqu'au bout et par tous les moyens pour préserver son pouvoir et ses profits. Il dit aux Versaillais qu'il rendrait « œil pour œil, dent pour dent », mais n'en fit rien. Dès que les ennemis s'en rendirent compte, ils reprirent les tortures et les exécutions qu'ils avaient interrompues par peur de la menace. Quand ils virent qu'ils pouvaient entrer dans Paris en dissimulant des armes, et pris sur le vif de leur trahison, étaient relâchés par les ouvriers de Paris qui ne voulaient pas s'adonner à cette basse besogne répressive, alors rien n'arrêta plus leur cruauté. La Commune abattit pourtant un général (suite à la mutinerie de ses soldats qui refusaient de tirer sur la foule comme on le leur ordonnait) ainsi que 64 otages, dont l'archevêque de Paris. Mais la valeur symbolique de cette exécution arrangea bien les affaires de la bourgeoisie. Elle exacerba l'événement pour faire des Communards d'infâmes assassins. La seule libération de Blanqui aurait délivré tous ces otages, mais les

Versaillais préféraient largement sacrifier un évêque plutôt que de rendre un dirigeant ouvrier tel que Blanqui.

Par ce rappel de l'indulgence des Communards, nous n'entendons pas faire une apologie du pacifisme. Au contraire, il s'agit de comprendre, par l'expérience historique, l'illusion qui consiste à croire que la révolution n'impliquerait pas une guerre civile entre le prolétariat et ses alliés contre la bourgeoisie et les siens. Si le prolétariat n'a pas une claire conscience de cela, il sera toujours et partout vaincu. Les conséquences furent tout simplement l'écrasement de cette Révolution ouvrière qui commençait. Si les Versaillais avaient été éliminés avant qu'ils ne constituent une armée, l'issue aurait pu être tout autre.

La nécessité d'un État ouvrier

Que signifie historiquement la création d'un État ouvrier ? L'expérience de la Commune revêt deux aspects fondamentaux. Il dit aux réformistes de tout poil : non, l'État bourgeois ne peut pas être mis au service de la classe ouvrière, celle-ci a besoin de son propre État ; pour cela, elle doit d'abord détruire le vieil État, machine au service de la bourgeoisie. Mais il dit à la fois aux anarchistes : non, tant que les classes sociales n'auront pas disparu, l'État ne pourra pas disparaître ; État bourgeois ou État ouvrier, dictature du capital ou dictature du prolétariat, telle est l'alternative ; refuser l'institution d'un État ouvrier, c'est se condamner à laisser exister ou se reconstituer l'État bourgeois, c'est tout simplement renoncer à la révolution.

Pourtant beaucoup de militants anarchistes revendiquent l'héritage de la Commune. Or il n'était pas davantage possible pour les ouvriers de Paris de se passer d'un État que de faire marcher l'État bourgeois à leur service. Les tâches de coordination et d'organisation d'un État demeuraient nécessaires. Lénine l'explique : « *Nous ne sommes pas des utopistes. Nous ne "révons" pas de nous passer d'emblée de toute administration,*

de toute subordination ; ces rêves anarchistes, fondés sur l'incompréhension des tâches qui incombent à la dictature du prolétariat, sont foncièrement étrangers au marxisme et ne servent en réalité qu'à différer la révolution socialiste jusqu'au jour où les hommes auront changé. Nous, nous voulons la révolution socialiste avec les hommes tels qu'ils sont aujourd'hui, et qui ne se passeront pas de subordination, de contrôle, "de surveillants et de comptables". ».

Quand les ouvriers déclarent la Commune libre de Paris en 1871, ils cherchent spontanément la meilleure forme d'organisation possible, celle qui leur permettra de lutter contre la bourgeoisie qui les livre à l'armée prussienne, mais également de fonctionner entre eux. Ils mettent donc en place tout ce que nous avons décrit plus haut (juges révocables, milices armées, comité central, etc.) et que nous appelons un « État ouvrier ». Un « semi-État », précisera Lénine, puisqu'il s'agit d'un État temporaire voué à dépérir, dans la mesure où il a pour but la destruction de la base même de l'État, la division de la société en classes sociales aux intérêts antagonistes. L'État ouvrier, en contribuant à la lutte contre les exploités, à l'extension internationale de la révolution, à l'appropriation sociale des moyens de production et à la réorganisation de la production sous la direction des travailleurs eux-mêmes, s'aperçoit ainsi lui-même sa propre base. Mais ce sera tout de même un État, au service du prolétariat, dans la mesure où la victoire

de la révolution, qui plus est dans un seul pays, ne met pas fin à la division de la société en classes et par conséquent à la lutte de classes.

Cet outil, puisqu'il s'agit bien de ça, se doit d'avoir un pouvoir centralisé. Jamais la Commune n'a promu le modèle du fédéralisme.

La Commune et la dictature du prolétariat

Pourtant, nous dira-t-on, le comité central a bien organisé des élections au suffrage universel dans Paris. Ce fait tend à contredire l'idée qu'une « dictature du prolétariat » se mettait en place : sociaux-démocrates et anarchistes se servent de cet argument pour remettre en question la centralité ouvrière, puisque même la Commune aurait mis tous les « êtres humains » sur le même plan. Nous l'avons dit plus haut, le Paris où s'organisent ces élections est un Paris ouvrier, déserté par la bourgeoisie dans son ensemble. Non seulement ses dirigeants sont réfugiés à Versailles mais encore ce sont des dizaines de milliers de bourgeois qui fuient la guerre et les ouvriers qui s'y sont réfugiés. La Commune aurait peut-être réfléchi à deux fois avant de consulter la bourgeoisie sur la manière de s'émanciper.

La nécessité d'un parti révolutionnaire

Enfin, il a manqué au prolétariat un authentique parti révolutionnaire. Les efforts déployés par Marx et Engels pour la constitution

de la classe ouvrière en un grand parti des travailleurs, en particulier la fondation en 1864 de la 1^{ère} Internationale ou Association Internationale des Travailleurs, avaient certes contribué à avancer vers un tel objectif. Cependant, l'organisation politique de la classe ouvrière restait à cette époque encore trop embryonnaire pour lui permettre de renverser durablement la bourgeoisie. En France, c'était encore les proudhoniens, c'est-à-dire une des variétés de l'anarchisme, fondamentalement crypto-réformiste, et les blanquistes, parti consciemment prolétarien, mais croyant pouvoir substituer l'action d'une minorité à l'action de la classe sous la direction de son avant-garde, qui dominaient. Les militants de l'A.I.T. se reconnaissant d'une façon générale dans les idées de Marx et d'Engels étaient non seulement peu nombreux, mais surtout même pas encore réellement organisés en parti politique au sens étroit du terme. C'est précisément le mérite des bolcheviks, sous l'impulsion de Lénine, d'avoir su non seulement se consacrer de façon patiente à la construction d'une telle organisation révolutionnaire solide avant que la révolution n'éclate, mais aussi d'avoir su, lors de la révolution de 1917, mener une politique montrant qu'ils avaient tiré à la fois dans la théorie, mais aussi dans la pratique, les leçons de la défaite de la Commune.

□ **Pauline Mériot**

❖ **RÉFLEXION MARXISTE**

L'art et la révolution selon Léon Trotsky

Si, pour tout révolutionnaire communiste, il est essentiel de connaître l'œuvre de Trotsky, principalement ses écrits antistaliniens, ceux théorisant la révolution permanente et le Programme de transition, il est également intéressant de lire ses écrits sur l'art. En effet, Trotsky était un grand amateur de littérature et, tout au long de sa vie,

il a écrit une multitude d'articles, de critiques, d'essais sur cette question et sur l'art en général. Pourquoi ? Parce qu'il pensait que l'art est une des plus hautes expressions d'une société, mais aussi des différentes tendances contradictoires qui la traversent, reflétant des intérêts opposés, des dynamiques sociales et historiques divergentes... Il est donc

important, en tant qu'anticapitalistes et révolutionnaires, de nous intéresser à la question de l'art, à la fois pour mieux comprendre la société et pour encourager les artistes à lutter contre l'idéologie dominante capitaliste, dans le but de les gagner au programme communiste révolutionnaire. Penchons-nous alors sur

l'analyse de l'art que Trotsky a proposée, à commencer par son livre Littérature et révolution. Nous nous attarderons ensuite sur d'autres écrits d'après 1923 et sur le Manifeste rédigé par Trotsky et Breton en 1938. Nous montrerons ainsi comment l'analyse de Trotsky se modifie au cours des années.

Littérature et révolution (1923) : analyse marxiste de l'art, mais refus de l'autoritarisme

Léon Trotsky écrit ce livre en 1923 alors que la guerre civile en URSS, qui fait suite à la révolution socialiste de 1917, est presque terminée et que la reconstruction peut enfin commencer. Trotsky passe en revue et critique ouvertement tous les écrivains russes ayant continué ou commencé à écrire après 1917 alors que la révolution bouleverse tout le pays. Il est l'un des rares dirigeants bolcheviques, avec Lénine, qui prennent le plus au sérieux la situation et les œuvres des artistes russes de cette période. Il écrit notamment : « *Le développement de l'art est le test le plus élevé de la vitalité et de la signification de toute époque.* »

Trotsky commence donc son livre en étudiant les écrivains qui n'ont pas « accepté » la révolution, les « émigrés de l'intérieur », comme il les appelle. Même s'il admire l'expression artistique de certains, Trotsky n'hésite pas à les qualifier de « cadavres » — comme Bielyï, ou Rozanov pour les plus connus —, dans le sens où ils sont les représentants d'un passé mort et d'un régime, la Russie tsariste, éradiquée par le souffle révolutionnaire. Plus généralement, il écrit, au sujet des « émigrés » : « *Qui se tient hors de la perspective d'Octobre se trouve complètement et désespérément réduit à néant, et c'est pourquoi les pédants et les poètes qui ne sont "pas d'accord avec ceci" ou que "cela ne les concerne point" sont des zéros.* » La critique est certes violente, elle n'en est pas moins fondée concernant certains auteurs russes qui écrivent à cette époque des poèmes contre-révolutionnaires, faisant l'apologie de la « vieille Russie » aristocratique, n'hésitant pas à attaquer le peuple révolutionnaire : « *Et bientôt vous serez poussés vers la vieille étable avec un gourdin, Ô peuple irrespectueux des choses simples...* », écrit Zinaïda Hippus. L'aversion de Trotsky

pour ces écrivains est politique plus qu'esthétique : sa critique se place toujours du point de vue du socialisme, il ne juge pas le style, la forme, ou l'esthétique du roman ou du poème, mais plutôt le sens du message qu'il donne aux masses. C'est pourquoi on peut déceler un côté normatif dans son analyse, pour lui, tel ou tel écrivain est soit contre Octobre soit avec Octobre.

Dans une deuxième partie, Trotsky parle des « compagnons de route » de la révolution. Entre l'art bourgeois qui agonise en répétitions ou en silences et l'art nouveau encore à venir, se crée un art de transition qui est plus ou moins organiquement rattaché à la révolution, mais qui n'est cependant pas l'art de la révolution. Trotsky explique que cet art de transition est porté par des écrivains assez jeunes, qui n'auraient pas pu exister en tant qu'écrivains sans cette révolution. Ils acceptent l'idée du renversement du pouvoir, mais ne sont pas toujours d'accord sur les perspectives du communisme. Ils placent notamment le paysan au-dessus de l'ouvrier et n'ont pas encore saisi le rôle que peut avoir l'art nouveau pour la société future, comme Pilniak ou Alexandre Blok (avec Les douze) pour les plus connus. Pour Trotsky, certains de ces compagnons de route sont encore trop attachés à l'élément national et à la campagne et ne voient la Révolution que comme une libération de ces éléments. Trotsky explique : « *[Les] traits fort importants – clarté, réalisme, puissance physique de la pensée, logique impitoyable, lucidité et fermeté de ligne – qui viennent non du village mais de l'industrie, de la ville, comme le dernier terme de son développement spirituel – s'ils constituent les traits fondamentaux de la Révolution d'Octobre, sont pourtant complètement étrangers aux compagnons de route. C'est pourquoi ils ne sont que des compagnons de route. Et il est de notre devoir de leur dire, dans l'intérêt de cette même clarté de ligne et de cette lucidité qui caractérise la Révolution.* » Ici encore, on peut constater le côté normatif de Trotsky : ces auteurs ne sont ni en dehors d'Octobre, ni dedans, mais entre les deux, donc ils ne sont pas entièrement de « notre » côté. Cela peut s'expliquer politiquement par le fait qu'en 1923 l'URSS est exsangue, dévastée par neuf ans de guerre, la misère et la désorganisation sévissent, le nouveau pouvoir reste fragile et les bolcheviques craignent de nouvelles attaques de la réaction, qui

pourraient cette fois être fatales. Ils essaient donc de rassembler toutes les forces vives au service de la nouvelle société.

Enfin dans une dernière partie consacrée aux écrivains russes d'après 1917, Trotsky évoque le futurisme, un mouvement qui, à ses yeux, sera inévitablement une composante importante de l'art nouveau. Le futurisme est un mouvement littéraire et artistique apparu au début du XX^e siècle, qui rejette la tradition esthétique et exalte le monde moderne, en particulier la civilisation urbaine, les machines et la vitesse. Ce courant s'est lié, dès le début, aux mouvements sociaux et politiques, notamment en Italie. Son principal représentant en Russie est le poète Vladimir Maïakovski. Trotsky a l'espoir de voir le futurisme être l'un des mouvements artistiques présageant la culture socialiste. Il écrit notamment : « *Le futurisme est contre le mysticisme, la déification passive de la nature, la paresse aristocratique ainsi que contre toute autre sorte de paresse, contre la rêverie, et le ton pleurard ; il est pour la technique, l'organisation scientifique, la machine, la planification, la volonté, le courage, la vitesse, la précision, et il est pour l'homme nouveau, armé de toutes ces choses.* » On sait que le futurisme fut récupéré par le fascisme italien ; un camarade du parti écrit d'ailleurs dans une lettre adressée à Trotsky : « *Les principaux porte-parole du futurisme d'avant-guerre sont devenus des fascistes, à l'exception de Giovanni Papini, qui s'est fait catholique et a écrit une histoire du Christ.* » En effet, le fascisme prétendait exalter une certaine modernité industrielle et technique, fondée en réalité sur la surexploitation des travailleurs soumis à la dictature. Mais si Trotsky lui-même encourage le futurisme, c'est parce que ce mouvement artistique est le premier en Russie, qui rompt avec toute la tradition bourgeoise : le futurisme, écrit-il, « *n'a de sens que dans la mesure où les futuristes sont occupés à couper le cordon ombilical qui les relie aux pontifes de la tradition littéraire bourgeoise* ». Malgré tout Trotsky considère, en 1923, que la force du futurisme est supérieure à celle de toutes les autres tendances artistiques. En effet, il s'est révolté contre l'esthétique fermée de l'intelligentsia bourgeoise, contre le vieux vocabulaire et la vieille syntaxe de la poésie, contre « *l'impressionnisme qui aspirait la vie à travers une paille,*

(...) contre le symbolisme devenu faux dans son vide céleste, (...) contre tous les (...) citrons pressés et os de poulet rongés du petit monde de l'intelligentsia libéralo-mystique » écrit-il. Pourtant, Trotsky s'oppose frontalement aux futuristes qui voulaient s'autoproclamer « art officiel bolchevique » : quel que soit son enthousiasme à leur égard, il écrit très clairement : « *Que le futurisme apprenne à se tenir sur ses jambes, sans tenter de s'imposer par décret gouvernemental...* »

Dans la suite de son livre, Trotsky décrit sa propre vision de l'art et des artistes par rapport au marxisme, au parti communiste russe, à la révolution, à l'idéologie dominante d'une société, etc. Il oppose notamment l'école formaliste de l'art au point de vue marxiste. Il écrit : « *Une œuvre d'art doit, en premier lieu, être jugée selon ses propres lois, c'est-à-dire selon les lois de l'art. Mais seul le marxisme est capable d'expliquer pourquoi et comment, à telle période historique, est apparue telle tendance artistique, c'est-à-dire qui a exprimé le besoin de telles formes artistiques à l'exclusion des autres, et pourquoi.* » En effet, la création artistique a toujours été totalement dépendante d'un contexte socio-historique donné. Le siècle des Lumières a vu émergé bon nombre d'artistes, de musiciens, d'écrivains, tous attirés par la perspective d'une nouvelle réorganisation sociale, intellectuelle et culturelle du monde occidental ; le jazz est né des méandres du blues, lui-même né des cendres de l'esclavagisme afro-américain ; le mouvement surréaliste s'est construit autour d'une idéologie antibourgeoise et antinationaliste, avec des artistes proches du Parti communiste des années 1920, etc. Et le marxisme, par son analyse des rapports de classes permet d'expliquer l'apparition socio-historique de ces formes artistiques.

Et pourtant, là encore, en ce qui concerne le rapport de l'art au Parti, Trotsky écrit : « *L'art n'est pas un domaine où le Parti est appelé à commander. Il protège, stimule, ne dirige qu'indirectement. Il accorde sa confiance aux groupes qui aspirent sincèrement à se rapprocher de la Révolution et encourage ainsi leur production artistique. Il ne peut pas se placer sur les positions d'un cercle littéraire. Il ne le peut pas, et il ne le doit pas.* »

Trotsky développe également l'idée selon laquelle, dans une période

de transition comme celle de 1923, on ne peut pas créer de culture ou d'art prolétarien. Car selon lui, l'histoire a montré que la culture et l'art exprimés par une société étaient en fait l'expression d'une classe, d'une idéologie dominante, et qu'ils se formaient sur le temps long. Or le prolétariat est encore une classe à part entière tant que la dictature du prolétariat règne, donc durant toute la période de transition révolutionnaire. Trotsky écrit : « *L'édification culturelle sera sans précédent dans l'histoire quand la poigne de fer de la dictature ne sera plus nécessaire, n'aura plus un caractère de classe. D'où il faut conclure généralement que non seulement il n'y a pas de culture prolétarienne, mais qu'il n'y en aura pas ; et à vrai dire, il n'y a pas de raison de le regretter : le prolétariat a pris le pouvoir précisément pour en finir à jamais avec la culture de classe et pour ouvrir la voie à une culture humaine.* »

Dans le même temps, Trotsky rappelle que, si le Parti n'a pas la prétention de rejeter telle ou telle forme d'art au prétexte qu'elle ne parle pas de l'ouvrier ou de ses usines, « *par sa nature même, l'art nouveau ne pourra pas ne pas placer la lutte du prolétariat au centre de son attention* ». Ces deux idées peuvent paraître contradictoires, mais Trotsky a raison lorsqu'il affirme qu'une culture prolétarienne ne pourra exister à proprement parler dans un futur communiste, puisque les classes n'existeront plus, y compris le prolétariat comme tel... Trotsky semble donc demeurer volontairement vague, dans la mesure où il considère, à juste raison, que rien n'est prévisible quant à la situation de l'art dans un avenir sans classes.

Malgré tout, dans le dernier chapitre consacré aux perspectives, Trotsky essaie de donner à ses lecteurs une indication sur ce que pourrait être l'art dans une société communiste... Il écrit que « *le mur qui sépare l'art de l'industrie sera abattu* ». Si l'on considère le lien originel et constant jusqu'à l'époque moderne entre l'art et l'artisanat, il faut sans doute comprendre par là que l'art sera désormais lié à l'industrie, qui aura cessé de rimer avec l'exploitation capitaliste de l'homme par l'homme. Trotsky va même plus loin en assurant que « *l'art nouveau sera réaliste* ». Mais il s'agit là d'un pronostic esthétique beaucoup plus aléatoire...

On peut cerner deux problèmes principaux dans *Littérature et révolution*. Le premier est que, comme son nom l'indique, le livre n'est consacré finalement qu'à une partie de l'art, la littérature : c'est le domaine que Trotsky connaît le mieux. Mais il déduit certaines généralités sur l'art de cette seule analyse de la littérature. Or s'il est plus facile d'analyser ce domaine artistique d'un point de vue politique et social, car l'expression des idées est sans doute plus explicite dans des textes, Mais qu'en est-il de la peinture, de la musique ou de la danse ? Dans tous ces domaines (et particulièrement en musique), l'analyse pour savoir si tel ou tel artiste est un « compagnon de route » ou un « émigré » est bien plus difficile. À la première écoute d'une symphonie de Chostakovitch, on ne peut pas percevoir si elle a un sens révolutionnaire, réactionnaire, bourgeois, etc. Qui peut deviner, à la seule écoute de son œuvre, que Tchaïkovsky était aristocrate, que Prokofiev était antistalinien ? Il semble donc qu'on ne puisse pas mettre tous les artistes dans des cases politiques prédéfinies d'après la seule analyse de leurs œuvres. En revanche, il est plus intéressant de définir l'indépendance d'un artiste par rapport à une idéologie dominante, sa liberté de création : c'est ce que Trotsky développera dans ses écrits futurs...

Le deuxième problème que nous voyons est que Trotsky, malgré ses appels à ce que le Parti ne condamne pas telle ou telle forme d'art, montre malgré tout une vision assez normative de l'art. Il crée lui-même des groupes auxquels chaque artiste est censé appartenir : tel ou tel écrivain est en gros soit « émigré », soit « compagnon de route », soit « futuriste ». De plus, en écrivant que ces artistes devront situer la lutte du prolétariat au cœur de leurs œuvres et même que l'« art nouveau » sera réaliste, Trotsky encadre indirectement l'art qu'il pense « nouveau » dans des normes prédéfinies.

Mais dans les années suivantes, face à la bureaucratisation de l'État soviétique et le totalitarisme de Staline, face à la barbarie toujours plus perfide du système capitaliste et en combattant pour le redressement révolutionnaire de l'Internationale communiste (Opposition de gauche), puis pour la IV^e Internationale, Trotsky change quelque peu de point de vue et développe d'autres analyses.



André Breton, Diego Rivera et Léon Trotsky

Différents écrits sur l'art entre 1924 et 1938 : la liberté des artistes contre le totalitarisme stalinien et la barbarie capitaliste

Jusqu'à la fin de sa vie, Trotsky n'a cessé de lire, de critiquer des livres, de répondre à des auteurs, de proposer des textes et d'analyser différents mouvements artistiques. Alors qu'il voit à l'est la bureaucratisation stalinienne détruire tout espoir de révolution mondiale socialiste et à l'ouest le fascisme se développer, Trotsky écrit, outre différentes critiques très intéressantes de livres de Malaquais, Céline, Malraux, London..., plusieurs textes dont l'axe est la défense et la promotion de la création artistique indépendante, contre la bureaucratie de l'art et le capitalisme.

Dès 1924, lors d'une intervention à une séance du Comité Central consacrée à la politique du parti dans le domaine de la littérature, Trotsky explique que la nouvelle classe dominante, le prolétariat, doit refaire pour elle-même toute l'histoire de la culture artistique. Elle ne peut partir de rien. Elle ne peut aller de l'avant sans considérer les points de repères les plus importants du passé. Comme Lénine avant lui, il argumente, contre certains bolcheviques qui défendent l'idée d'une culture prolétarienne (« Proletkult »), sur le fait qu'il faut se nourrir de l'œuvre des écrivains antérieurs, même bourgeois : **« Pour l'instant, ni vous ni moi ne sommes prêts à reléguer Shakespeare, Byron et Pouchkine aux archives. Au contraire, nous allons recom-**

mander leur lecture aux ouvriers... » Or on peut noter que Trotsky n'a jamais développé cette idée dans *Littérature et révolution*, un an seulement auparavant... C'est qu'il comprend mieux à présent le risque de récupération de l'idée du Proletkult par la bureaucratie du parti et de l'État, qui se développe très vite. Cette récupération sera accomplie quelques années plus tard, avec l'enrégimentement autoritaire des artistes dans le prétendu « réalisme socialiste ».

En 1938, alors que les trotskystes sont littéralement pourchassés et persécutés par les staliniens et que le capitalisme s'appête à entrer en guerre, Trotsky, dans une lettre au journal *Partisan review*, met en avant pour la première fois une idée beaucoup plus générale et indépendante des « normes » de 1923 quant à la création artistique. Il écrit : **« De façon générale, l'homme exprime dans l'art son exigence de l'harmonie et de la plénitude de l'existence, c'est à dire du bien suprême dont le prive justement la société de classe. C'est pourquoi la création artistique est toujours un acte de protestation contre la réalité, conscient ou inconscient, actif ou passif, optimiste ou pessimiste. »** Cela ne l'empêche évidemment pas de continuer à lier étroitement son jugement esthétique et son jugement politique : il fait ainsi l'éloge du peintre mexicain Diégo Riveira, censuré en URSS et compagnon de route de la IV^e Internationale : **« Voulez-vous voir de vos propres yeux les ressorts secrets de la révolution sociale ? Regardez les fresques de Rivera ! Vous voulez savoir ce que c'est qu'un art révolutionnaire ? Regardez les fresques de Rivera ! »**

Il rappelle également qu'en régime capitaliste, les marxistes doivent tout faire pour élever le niveau culturel des masses, ce qui n'est évidemment pas le but de la bourgeoisie. Et, contre la bureaucratisation de l'art en URSS, Trotsky se déchaîne : il dénonce les falsifications et mensonges dont fait preuve l'appareil du Parti, comme ces milliers de livres, de films, de tableaux, de sculptures magnifiant des épisodes historiques à la gloire de Staline qui n'eurent jamais lieu. Par exemple, le « centre révolutionnaire » dirigé par Staline pour conduire la révolution d'Octobre, que l'on trouve dans tous les manuels scolaires et les œuvres « artistiques » du régime, n'a en fait jamais existé ! Trotsky se montre également très déçu par certains artistes prometteurs de l'époque révolutionnaire (comme Alexis Tolstoï) qui se sont « rangés » derrière le régime stalinien. Il n'oublie pas non plus de dénoncer les pressions qu'ils subissent, allant jusqu'aux menaces de mort pour un artiste qui ne « plaît pas » au parti. **« L'art de l'époque stalinienne entrera dans l'histoire comme l'expression la plus patente du profond déclin de la révolution prolétarienne »**, écrit Trotsky dans son article sur *La bureaucratie totalitaire et l'art* (1938).

Le Manifeste pour un art révolutionnaire indépendant

Le *Manifeste pour un art révolutionnaire indépendant*, qui devait paraître sous la double signature d'André Breton et de Diego Rivera, est en réalité le fruit d'un travail commun de Trotsky et d'André Breton. Trotsky

avait renoncé à sa propre signature au dernier moment pour des raisons tactiques. Ce manifeste fut rédigé en 1938 à Mexico, dans un contexte alarmant pour le mouvement artistique, comme pour toute l'humanité, avec d'un côté la bureaucratie totalitaire en URSS empêchant toute forme d'art indépendante et de l'autre le capitalisme mondial dans sa marche à la guerre.

Dans ce Manifeste, les auteurs soutiennent que la création artistique indépendante est par elle-même une réelle opposition à la barbarie vers laquelle conduisent et la bureaucratie et le capitalisme : « *L'opposition artistique est aujourd'hui une des forces qui peuvent utilement contribuer au discrédit et à la ruine des régimes sous lesquels s'abîme, en même temps que le droit pour la classe exploitée d'aspirer à un monde meilleur, tout sentiment de la grandeur et même de la dignité humaine.* » Trotsky et Breton considèrent que, au vu de la situation mondiale, la tâche suprême de l'art est de participer consciemment et activement à la préparation de la révolution. Ils ajoutent : « *Cependant, l'artiste ne peut servir la lutte émancipatrice que s'il s'est pénétré subjectivement de son contenu social et individuel, que s'il en a fait passer le sens et le drame dans ses nerfs et que s'il cherche librement à donner une incarnation artistique à son monde intérieur.* » Une des particularités de ce Manifeste est l'appel lancé pour constituer une sorte de front unique artistique entre marxistes et anarchistes. Trotsky prend appui en effet sur une analyse du jeune Marx concernant la liberté de la presse : la révolution doit dès le début établir un régime anarchiste de liberté individuelle : « *Aucune autorité, aucune contrainte, pas la moindre trace de commandement !* » Et Trotsky et Breton de préciser dans leur Manifeste : « *Le but du présent appel est de trouver un terrain pour réunir les tenants révolutionnaires de l'art, pour servir la révolution par les méthodes de l'art et défendre la liberté de l'art elle-même contre les usurpateurs de la révolution. Nous sommes profondément convaincus que la rencontre sur ce terrain est possible pour les représentants de tendances esthétiques, philosophiques et politiques passablement divergentes. **Les marxistes peuvent marcher ici la main dans la main avec les anarchistes, à condition que les uns et les autres rompent impla-***

cablement avec l'esprit policier réactionnaire, qu'il soit représenté par Joseph Staline ou par son vassal Garcia Oliver [dirigeant anarchiste traître de la révolution espagnole]. »

Enfin, les auteurs proposent de lancer la FIARI (Fédération Internationale pour un Art Révolutionnaire Indépendant), pour permettre à tous les artistes impliqués dans une perspective révolutionnaire de se fédérer en une puissante organisation mondiale. Malheureusement, cette fédération ne publiera que deux numéros de sa revue, stoppée nette par le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale... Nous reproduisons ici la fin de la lettre que Trotsky a adressée à Breton après la création de la FIARI Car c'est un exemple de lucidité, d'enthousiasme et d'optimisme sur le rôle que peuvent avoir les artistes dans un monde rongé par la barbarie capitaliste et totalitaire :

« *Mon cher Breton,*

(...) Le combat pour les idées de la révolution en art doit reprendre, en commençant par le combat pour la vérité artistique, non pas comme l'entend telle ou telle école, mais dans le sens de la fidélité inébranlable de l'artiste à son moi intérieur. Sans cela, il n'y a pas d'art. « Ne mens pas ! » c'est la formule du salut. La F.I.A.R.I. n'est pas, bien sûr, une école esthétique ou politique et ne peut le devenir. Mais la F.I.A.R.I. peut ozoniser l'atmosphère dans laquelle les artistes ont à respirer et à créer. En effet, à notre époque de convulsions et de réaction, de décadence culturelle et de barbarie morale, la création indépendante ne peut qu'être révolutionnaire dans son esprit, car elle ne peut que chercher une issue à l'insupportable étouffement social. Mais il faut que l'art en général, comme chaque artiste en particulier, cherche une issue par ses propres méthodes, sans attendre des ordres de l'extérieur, en refusant les ordres, et qu'il méprise tous ceux qui s'y soumettent. Faire naître cette conviction commune parmi les meilleurs artistes, voilà la tâche de la F.I.A.R.I. Je crois fermement que ce nom passera dans l'Histoire.

L. Trotsky

22 décembre 1938 »

Dans les textes de Trotsky d'après 1923 et notamment dans le Manifeste de 1938, l'analyse concernant l'art a donc évolué par rapport à celle de *Littérature et révolution*. Alors que, en

1923, Trotsky mettait les artistes dans des « cases » en fonction de leur sympathie pour la révolution et veillait à ce que les plus enclins à fonder l'« art nouveau » fassent figurer la lutte du prolétariat dans leurs œuvres, en 1938 il se prononce pour la fidélité au « moi » de l'artiste, il insiste avant tout sur l'originalité et la personnalité. Les mensonges et falsifications du régime stalinien, la barbarie et la perfidie du capitalisme font que, si l'artiste est sincère, fidèle à son « moi » intérieur dans toute son œuvre, alors il développe déjà une résistance à l'ordre établi. Si les artistes marxistes et anarchistes ont évidemment raison de développer leurs idées et sentiments dans leurs propres œuvres, ils ont donc aussi une responsabilité cruciale dans la défense de la création artistique en général.

Cette évolution de Trotsky peut s'expliquer principalement par des raisons politiques. En 1923, la révolution est encore récente et toujours susceptible d'être attaquée par les impérialistes ; la promotion prioritaire d'un art révolutionnaire participe d'une exigence plus générale de défense et d'approfondissement de la révolution. Mais quand la bureaucratie totalitaire devint le principal ennemi de la révolution, en la dévorant de l'intérieur, quand le nazisme triompha en Allemagne notamment à cause de la politique stalinienne du Parti communiste et du Kremlin, quand la révolution fut trahie en France et en Espagne, quand la Deuxième Guerre mondiale se préparait, quand il fallut donc fonder une nouvelle Internationale communiste, révolutionnaire et anti-stalinienne, il fut également nécessaire de proposer une autre analyse de l'art et des artistes, tenant compte de cette nouvelle situation historique.

Plus généralement, l'analyse proposée par Trotsky offre une base solide à tout révolutionnaire anticapitaliste désireux de s'intéresser à la question de l'art. C'est le cas notamment quand il soutient qu'il faut un accès général à la culture pour les masses, qu'il faut prendre connaissance et s'imprégner de toute la culture antérieure, que le marxisme permet d'expliquer la naissance de tel ou tel mouvement, que la création artistique doit, pour se développer pleinement, être totalement indépendante de l'idéologie dominante, etc.

En particulier, pour la pensée à la fois révolutionnaire et artistique, le *Manifeste pour un art révolutionnaire*

indépendant, s'il est bien sûr à replacer dans son contexte, reste pertinent en ce début de XXI^e siècle face au paysage intellectuel et artistique dans lequel nous vivons. Quand aujourd'hui l'« artiste » mis en avant par le capitalisme n'est plus qu'un produit de consommation dont la valeur s'évalue au chiffre de vente et quand cet « artiste » a comme principale priorité la garantie de la préservation de son image, l'appel de ce Manifeste garde

toute sa force envers l'avant-garde artistique nombreuse et créatrice, mais réduite à la précarité et à l'isolement par l'écrasante machine capitaliste.

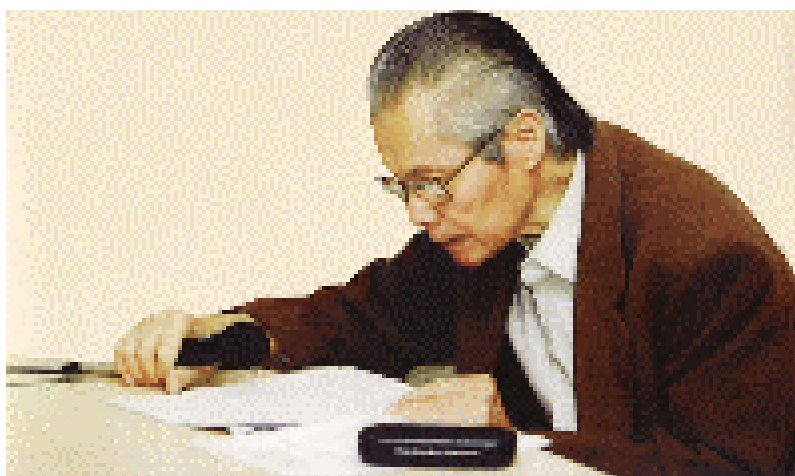
Nous reviendrons dans un prochain numéro sur la situation actuelle de l'art dans la société capitaliste et sur les perspectives à proposer pour le libérer du joug capitaliste. Dans ce domaine comme dans tous les autres, il devient urgent de s'unir et de lutter

pour le renversement de cette société fondée sur les rapports de domination et d'exploitation. La formule finale du Manifeste de Trotsky et Breton est plus que jamais d'actualité :
« L'indépendance de l'art pour la révolution, la révolution pour la libération définitive de l'art. »

□ Lászlo Merville

❖ HOMMAGE

Hoàng Khoa Khôi (1915-2009)



Hoàng Khoa Khôi s'est éteint à Paris le 9 avril 2009 à l'âge de 94 ans. Il était indissociablement un dirigeant trotskyste d'envergure et une figure incontournable et respectée de la diaspora vietnamienne progressiste en France. C'est dans la diaspora vietnamienne et plus particulièrement parmi les travailleurs indochinois du Service de la Main-d'Œuvre Indigène (ces travailleurs que l'État impérialiste français avait fait venir en 1940 pour remplacer des hommes partis au front, puis qu'il utilisa pour la reconstruction) que Khôi a milité dès les années 1940. Il a fait partie des fondateurs et dirigeants du Groupe Trotskyste Vietnamien (GTV) en France. Dans une période où la propagande anti-trotskyste faisait rage, cette organisation se développa vigoureusement, passant d'une douzaine de membres en 1947 à 519 militants en 1950, ce qui en fit l'une des plus importantes sections de la IV^e Internationale en nombre. Elle acquit en outre une influence considérable dans la diaspora vietnamienne. C'est ainsi

que, durant toute la période précédant la première Guerre d'Indochine, les trotskystes vietnamiens ont pu proposer une orientation alternative à celle, conciliatrice, du Viêt-Minh et du PCF staliniens : pendant que ces derniers acceptaient le cadre de l'Union Française, les trotskystes étaient les seuls à avancer des mots d'ordre comme « *Résistance contre la France colonialiste et capitaliste!* » ou « *La terre aux paysans, les usines aux ouvriers!* ».

Dans la suite, pendant les deux guerres d'Indochine, le GTV a adopté une attitude de « *soutien critique* » : soutien de la résistance armée anti-coloniale et anti-impérialiste (par les manifestations en France, par des collectes de fonds, etc.), mais critique sur tout le reste, la politique stalinienne du PCV dirigé par Hồ Chí Minh, caractérisée notamment par l'interdiction de toute démocratie ouvrière et la dictature de la bureaucratie au nom de la prétendue « *construction du socialisme* » au Vietnam. Les nombreux articles de

Khôi analysant et critiquant ce régime nous seront d'une aide précieuse pour comprendre l'évolution de ce régime et pour envisager une politique trotskyste pour le Vietnam d'aujourd'hui. Plus récemment, Khôi a lancé une campagne publique pour la réhabilitation de Ta Thu Thâu et des militants trotskystes vietnamiens assassinés par les sbires staliniens dans les années 1940.

Sur le plan international, lors des crises majeures de la deuxième moitié du XX^e siècle, Khôi et le GTV se sont systématiquement opposés aux calomnies des bureaucraties staliniennes et à l'intervention de l'armée soviétique. À ce titre, un des épisodes remarquables et caractéristiques de l'audace politique de Khôi a été l'organisation de la « *brigade d'Octobre* ». En 1950, au moment où la propagande stalinienne faisait rage contre le régime « *fasciste* » de Tito, la IV^e Internationale décida d'envoyer des délégations ouvrières pour enquêter sur ce régime. Khôi organisa une expédition de trente ouvriers et étu-

dians vietnamiens. Sur la base de ce qu'ils constatèrent (« la nationalisation des usines, du commerce et des banques », « la distribution des terres aux paysans », « un début de contrôle ouvrier »), ils déclarèrent que « les accusations du Kominform visant à amalgamer la Yougoslavie avec un régime fasciste sont sans fondements » (*Voix ouvrière*, organe du GTV, septembre 1950). Leur analyse du PC yougoslave n'était alors pas dénuée de graves illusions, comme celle de la plupart des dirigeants de la IV^e Internationale à l'époque, mais ils ont su le critiquer avec fermeté quand il adopta une position de « neutralité » pendant la guerre de Corée : « Les dirigeants yougoslaves ont mené une politique opportuniste et traître. Ils pensent qu'avec cette "tactique" zigzagante vis-à-vis de l'impérialisme, ils peuvent protéger la Yougoslavie. Mais avec leur attitude, la révolution prolétarienne en Yougoslavie ne pourra aboutir qu'à une impasse, car elle ne bénéficiera pas du soutien des peuples révolutionnaires d'Extrême-Orient comme des prolétariats européens. » (*Voix ouvrière*, novembre 1950.)

Khôi fut le représentant de la majorité de la section vietnamienne au 3^e Congrès de la IV^e Internationale en 1951 et élu au Comité Exécutif. Au moment de la plus grave crise dislocatrice qui ait frappé la IV^e Internationale, entre 1951 (exclusion de la majorité de la section française par Pablo et le Secrétariat international), et 1953 (explosion de la IV^e Internationale et constitution du Comité de la IV^e Internationale, derrière notamment le SWP américain et la SLL britannique), le Groupe Trotskyste Vietnamien en France choisit de suivre Pablo. Il rompra avec lui lorsque celui-ci, au début des années 1960, deviendra conseiller de Ben Bella et thuriféraire de Castro. Membre de la « IV^e Internationale » « réunifiée » en 1963 sous la direction d'Ernest Mandel, le Groupe Trotskyste Vietnamien en France maintient son autonomie par rapport au PCI dirigé par Pierre Franck, puis par rapport à la LCR des années 1970¹.

Dans les années 1980, la disparition de plusieurs militants et le vieillissement de ses dirigeants conduisent le

Groupe Trotskyste Vietnamien de France à poursuivre son combat pour la défense du marxisme et du trotskysme, contre l'orientation du Parti Communiste Vietnamien au pouvoir, à travers l'édition d'une revue, *Chroniques vietnamiennes*, qui paraît régulièrement de novembre 1986 à l'été 1991, date à laquelle elle est interrompue. Le Groupe Trotskyste Vietnamien décide alors de fonder la Bibliothèque des études, pour se consacrer à l'édition en langue vietnamienne des œuvres de Trotsky et de textes en français et vietnamiens, notamment sur l'histoire des trotskystes vietnamiens. Khôi dirige ce travail et, quelques mois avant sa mort, toujours trotskyste, il était en train de terminer la traduction de *La révolution permanente*.

En ces temps où la subjectivité de la classe ouvrière est en crise partout dans le monde, où les idées communistes et révolutionnaires sont combattues même à l'intérieur des courants qui, il n'y a pas si longtemps, se réclamaient encore de la IV^e Internationale, la détermination et la volonté révolutionnaires dont Khôi a fait preuve jusqu'au bout de sa vie sont un exemple brillant pour tous.

C'est pourquoi deux représentants de la Tendance CLAIRE du NPA, qui avaient rencontré plusieurs fois Khôi et avaient discuté avec lui de l'actualité brûlante des idées trotskystes, ont participé le 16 avril à ses funérailles. Étaient également présents de nombreux amis et camarades vietnamiens de Khôi, Alain Krivine, au nom de l'ex-LCR, et Jean-Michel Krivine, spécialiste de la question vietnamienne dans l'ex-LCR et longtemps chargé des relations avec le GTV. Trois brefs hommages ont été prononcés, l'un par J.-M. Krivine, le second par le plus proche camarade et ami de Khôi et le troisième par un jeune camarade vietnamien dont l'engagement communiste révolutionnaire avait enthousiasmé Khôi, car il tenait plus que tout à assurer la continuité du trotskysme vietnamien ; nous reproduisons ci-dessous le discours de ce camarade. C'est au chant de *L'Internationale* que les militants présents ont rendu leur dernier hommage à Hoàng Khoa Khôi.

□ Tendance CLAIRE du NPA

Discours prononcé aux funérailles de Hoàng Khoa Khôi le 16 avril 2009 par un jeune militant communiste révolutionnaire vietnamien

J'ai rencontré Hoàng Khoa Khôi environ une dizaine de fois, la première fois étant vers la fin de l'année 2004, alors qu'il avait déjà 89 ans. Malgré cette période relativement brève pendant laquelle j'ai pu connaître Khôi, j'éprouvais pour lui un profond respect et une immense admiration.

Un profond respect, car en tant que jeune militant communiste révolutionnaire, j'ai pu rencontrer en Khôi un camarade qui a mené des combats anti-impérialistes et révolutionnaires au cours des épisodes historiques, comme pendant la première et la deuxième guerres du Viêt-Nam.

Mais ce qui m'a inspiré cette immense admiration, c'était la vivacité de son esprit et la force de ses convictions et de sa volonté, qui étaient évidentes à chaque fois que j'ai pu discuter avec lui. À plus de 90 ans, il avait encore un sens politique des plus aigus, ses analyses n'ayant en rien perdu de leur clarté, et il continuait de suivre de près l'actualité politique. C'est ainsi que, récemment, il s'était enthousiasmé pour la grève générale en Guadeloupe et en Martinique, dont la victoire a dû lui apporter un immense bonheur.

Mais, étant marxiste, il savait qu'il ne suffisait pas d'interpréter le monde mais qu'il importait de le transformer, par et dans l'action politique. C'est ainsi que tout au long de sa vie, sous des formes diverses, il n'a jamais cessé de militer. Son militantisme passait, dans les années 40 à 70, par la construction d'une organisation politique – le Groupe Trotskyste Vietnamien, membre de la IV^e Internationale. Dans les années 80, avec la disparition et le vieillissement des camarades du GTV, Khôi et ses camarades ont poursuivi le combat pour la défense du marxisme et le trotskysme avec l'édition de la revue *Chroniques vietnamiennes*. Plus récemment, à travers la « Bibliothèque d'Études », il s'était consacré à la tâche immense de traduction des œuvres de Trotsky en langue vietnamienne. Il offrait, à tous ceux, jeunes ou moins jeunes qui venaient chez lui, des livres de Trotsky. Il entendait ainsi contribuer à la diffusion des idées authentiquement communistes et révolutionnaires.

C'est avec cette même volonté qui l'a animé pendant plus de 70 ans qu'il a entamé, il y a quelques mois, à l'âge de 94 ans, un nouveau combat. Il a accepté

¹ Cf. *Le CRI des travailleurs* (journal de l'ex-Groupe CRI) n° 17, mars-avril 2005, <http://groupecri.free.fr/journal.php?numero=17>

de contribuer à l'édition d'un site Internet bilingue vietnamien-français, dont le but, ambitieux, était d'apporter au prolétariat vietnamien des analyses politiques d'un point de vue ouvrier aussi bien que des éléments de théorie marxiste.

Malheureusement, sa santé ne lui a pas laissé le temps de mener l'ensemble de ses tâches jusqu'au bout. Son expérience et son intelligence politique nous manqueront certainement, mais nous sommes résolus à poursuivre son combat révolutionnaire, et c'est peut-être

cela le meilleur hommage qu'il aurait souhaité que nous lui rendions.

Bibliographie

- Collections d'articles éditées par Hoàng Khoa Khôi: Dossier de la IV^e Internationale (3 tomes) : collections d'articles relatifs au Groupe Trotskyiste Vietnamien en France.

- Traductions en langue vietnamienne de l'œuvre de Trotsky dirigées

par Hoàng Khoa Khôi: *Ma Vie* (2 tomes), *Littérature et Révolution*, *La révolution permanente*, *La révolution trahie*, *Histoire de la révolution russe* (2 tomes).

- Sites Internet :

- Le site de la « Bibliothèque d'Études » : <http://www.tusachnghienccuu.org/>

- Le site *Tranh Dau* auquel Khôi a collaboré : <http://tranhdau.wordpress.com>

Au sommaire de ce numéro (64 pages)

- **Éditorial** : Après trois mois de luttes, la trahison des directions syndicales a bloqué la dynamique vers la grève générale et conduit à une nouvelle série de défaites. *Pour que la prochaine vague de luttes inévitable soit victorieuse, il faut construire une direction révolutionnaire !* (p. 2)
- **Lutte de classe** : Face aux premiers effets de la crise, le prolétariat industriel commence à relever la tête (p. 6)
- **EDF-GDF** : une grève offensive pour les salaires, mais qui est restée isolée (p. 9)
- **Après la grève des universités** : bilan et tâches à venir pour les anticapitalistes (p. 10)
- **Document : appel de la FSE Paris-VII** « Restons groupés : construisons un grand syndicat étudiant de lutte » (p. 17)
- **Loi HADOPI** : une pierre, deux coups ! Ou comment protéger les capitalistes tout en surveillant la population (p. 18)
- **Pour l'orientation du NPA** : la direction du NPA n'aurait pas dû signer les déclarations communes avec le PCF, le PG et le PS qui s'alignent sur les bureaucraties syndicales (p. 21)
- **Marche unitaire pour l'interdiction des licenciements** : Chiche ! *Mettons-y les moyens pour que cela soit une étape vers la grève générale !* (p. 22)
- **Motion du Comité NPA de Romans (Drôme)** pour l'AG interpro du 1^{er} mai (p. 24)
- **Les loups sont rentrés dans Romans** : manifestation contre Le Pen réprimée par les CRS, quatre manifestants arrêtés (p. 25)
- **La campagne électorale du NPA** dénonce le capitalisme et se fait l'écho des luttes, mais avec un orientation trop proche du réformisme et de l'électorisme (p. 25)
- **Sur la campagne électorale ouvertement réformiste de Raoul Marc Jennar**, tête de liste du NPA dans le Sud-Est (p. 29)
- **Sur le parcours et l'orientation politiques de Raoul-Marc Jennar** (p. 30)
- **La campagne d'Yvan Zimmerman, tête de liste du NPA dans le Grand-Est** : une orientation de lutte de classe (Document) (p. 32)
- **Tribune libre internationaliste** : *Compte-rendu de la première conférence européenne de la FT-QI* (p. 37)
- **Espagne (Tribune libre)** : Assez de licenciements et de chômage ! Grève générale de 24h et plan de lutte national ! L'UGT et les CCOO doivent rompre leur pacte social avec le gouvernement et le patronat ! (p. 40)
- **V^e Sommet des Amériques** : entre crise et soumission (p. 42)
- **Argentine** : Déclaration du Front de gauche et des travailleurs, anticapitaliste et socialiste (PTS-MAS-IZQUIERDA SOCIALISTA) : C'est aux capitalistes de payer la crise, pas aux travailleurs ! (p. 46)
- **Venezuela (campagne internationale)** : assez de crimes et d'assassinats contre les travailleurs et les travailleuses en lutte (p. 50)
- **Histoire** : La Commune de Paris, leçons de la première prise de pouvoir par le prolétariat (p. 52)
- **Réflexion marxiste** : L'art et la révolution selon Léon Trotsky (p. 57)
- **Hommage au camarade Hoàng Khoa Khôi** (1915-2009) (p. 62).